7e Année, N° 114 - 5 Février 1931

Prix : 3 fr. 50

la Révolution prolétarienne

Revue mensuelle Syndicaliste Révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO :

Administration et Rédaction : 54, rue du Château-d'Eau -:- PARIS (10e)

la Révolution prolétarienne

Revue mensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 5)

Rédaction et Administration :
54, rue du Château-d'Eau -- Paris (10e)

Téléphone : Botzaris 21-32

CONDITIONS D'ABONNEMENT
FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois........ 20 fr. Un an........ 40 fr.

EXTERIEUR

Six mois........ 26 fr. Un an........ 50 fr.

Adresser la correspondance relative à la rédaction à PIERRE MONATTE, 54, rue du Château-d'Eau, à Paris (10e).

Adresser la correspondance relative à l'administration à M. BARAT, même adresse.

(Utiliser pour les envois de fonds notre compte de chèques postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99 Paris.)

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G.T. et d'une seule Internationale syndicale;

2° De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SON FONCTIONNEMENT

La Ligue Syndicaliste groupe des syndiqués des deux C.G.T. et des organisations autonomes. Elle ne peut accepter l'adhésion d'organisations syndicales. Les ressources de la Ligue sont constituées par des cartes annuelles de membre vendues 5 francs et par des timbres vendus 1 franc.

Adresser toutes communications relatives à la Ligue Syndicaliste, à son secrétaire : Maurice CHAMBELLAND, 54, rue du Château-d'Eau, Paris-Xe.

SOMMAIRE :

À PROPOS DE "CLICHÉS USÉS"

Les faits nous donnent-ils raison ou tort?

Au dernier congrès de la Fédération autonome des Fonctionnaires, le camarade Boursicot, critiquant l'ensemble de la minorité de la C.G.T.U., s'en est pris, entre autres, à Thomas qui avait traité de « clichés usés » « la guerre qui vient, le fascisme larvé et l'accentuation de la répression », toutes choses qui, selon Boursicot, ne sont nullement des clichés usés, mais au contraire l'actuelle réalité.

Comme il s'agit là d'une question d'un intérêt général, et comme la même opinion que celle de Thomas a été, maintes fois, soutenue ici même, il n'est peut-être pas inutile de la réexaminer, à la lumière des faits nouveaux, et de voir si elle est infirmée par eux, ou, au contraire, confirmée.

Des bruits de guerre ne sont pas la guerre

« La guerre qui vient? »

La guerre est, j'en conviens, l'objet, depuis quelques mois, de toutes les conversations de café, de métro et de bureau. « On parle de la guerre »; « on » en parle énormément, l'homme de la rue, tout autant que Mussolini. Donc, on en « parle », mais... elle n'est pas venue.

Il ne suffit pas que la guerre soit devenue un sujet de conversations courantes pour que nous soyons obligés de modifier notre opinion sur sa plus ou moins grande imminence. Si notre opinion devait se conformer aux modes du jour, elle serait contrainte de changer aussi souvent que la couleur des robes, ... et nous risquerions fort d'être à tous coups dans l'erreur. C'est un fait, en effet, que ce qu'on appelle l'« opinion publique », est toujours, au moment considéré, à l'opposé de la vérité. S'il y a quelque chose qui peut nous confirmer que la guerre n'est pas là, c'est précisément que « tout le monde » dit maintenant qu'elle est là. En 1914, personne ne parlait de la guerre; jusqu'au moment précis où fut connu l'ultimatum à la Serbie, personne, ni au bistrot ni au salon, ne parlait de la guerre. Elle n'en a pas moins été.

Pour prendre un autre exemple, plus récent, qui se rapporte à un autre genre de catastrophes, rappelons ce qui s'est passé pour l'actuelle crise économique. Avant que celle-ci n'éclatât, personne n'en parlait : non seulement les Hoover et les Tardieu, mais « tout le monde » croyait à la continuation de la « prospérité ». Comme les affaires marchaient bien, très bien, tout le monde était convaincu que cela durerait éternellement, ou tout au moins pendant longtemps encore. Le krach d'octobre 29 surprit tout le monde. Bien mieux! il surprit tellement qu'on fut longtemps avant de vouloir y croire. Pendant des mois, l'opinion générale, — opinion que partagèrent même d'excellents esprits (voir *R. P.* du 1er mai 30), — fut qu'il ne s'agissait là que d'une crise purement boursière, purement américaine, et non d'une crise générale de surproduction. Il fallut que le phénomène durât et s'amplifiât pour que, au bout de quelque six mois, « on » commençât enfin à reconnaître ce en face de quoi exactement on se trouvait. Or, nous fûmes les seuls, plus d'un an avant que la crise n'éclatât, à, non point discuter d'une manière plus ou moins vague sur la plus ou moins grande « relativité » de la « stabilisation capitaliste », mais à indiquer que les signes précurseurs d'une crise de surproduction classique, telle qu'il s'en produit à intervalles à peu près réguliers depuis que le capitalisme existe, étaient réunis, et qu'en conséquence, malgré tous les efforts qui seraient faits pour l'empêcher, et qui réussiraient peut-être à la retarder de quelques mois, cette crise ne manquerait pas d'éclater dans un délai proche. (Voir *R. P.* du 1er juin 28.)

Par contre, quelques années auparavant, alors que « tout le monde » parlait d'une crise « au printemps prochain », nous indiquions au contraire (voir *R. P.* du 1er janvier 25) qu'aucun signe de crise prochaine n'existait alors; et, de fait, malgré l'opinion de « tout le monde », le printemps 25 se passa sans la moindre crise.

Pourquoi l'opinion publique se trompe-t-elle ainsi? Pourquoi va-t-elle toujours ainsi à contre-sens?

On peut l'indiquer d'un mot — un de ces mots que malheureusement nos pseudo-bolcheviks mettent à toutes les sauces, se gardant bien d'en indiquer le sens, parce que, avec son air mystérieux, il permet à ceux qui le profèrent d'inspirer le respect aux « masses », le propre des prêtres étant toujours d'imposer le respect aux fidèles par le mystère des formules, — mais mot qui, en l'espèce, exprime très exactement ce que je veux dire : l'opinion publique se trouve toujours en discordance avec les événements, parce que ceux-ci sont *dialectiques*, et que l'opinion publique ne l'est pas.

L'opinion publique est une masse douée d'inertie; quand elle est lancée dans un sens, elle continue à y aller; elle a le préjugé de la continuité; elle s'imagine que ce qui est sera éternellement, que le mouvement qui se produit au moment présent, continuera à se produire dans le même sens dans l'avenir. La Bourse, qui présente, sous une forme particulièrement précise, un raccourci de ce qu'est, d'une manière générale, l'opinion publique, en donne un exemple bien caractéristique : quand les valeurs montent, la grande masse des spéculateurs se met « à la hausse », le « tout le monde » de la Bourse s'imagine que, puisque ça monte, ça va continuer à monter; quand les valeurs baissent au contraire, « tout le monde » se met à la baisse, tout le monde s'imagine que ça va continuer à baisser.

Mais les événements, eux, sont dialectiques. Au fur et à mesure qu'ils se déroulent dans un certain sens, ils engendrent leurs contraires; leurs facteurs antagonistes se renforcent, et cela jusqu'au point où la contradiction a atteint une force telle qu'elle ne peut plus subsister, qu'il faut revenir en arrière, ou éclater.

Mais, fermons cette parenthèse. Ce qui est certain, c'est que des bruits de guerre, ce n'est pas la guerre. Il y a trois ans, au moment où les bolchevisateurs commençaient à crier, et beaucoup plus fort encore que maintenant, que la guerre était imminente, nous avons dit : non! et, pour préciser d'un chiffre indicatif ce que nous entendions par guerre non imminente, nous avons dit : Pas de guerre avant dix ans! (Voir *R. P.*

du 1er septembre 28.) Il y a près de trois ans de cela; durant ces trois ans, il n'y a pas eu de guerre. Il reste encore sept années à courir. Si, d'ici 1937, la guerre éclate, sauf dans les cas que nous avons expressément prévus, Boursicot, et ceux qui pensent comme lui, auront le droit de dire que nous nous sommes trompés, ils auront le droit d'inviter leurs camarades à « ne pas monter sur la galère » d'« imprévoyants » tels que nous; mais, jusque-là, non! Tant qu'il n'y a pas la guerre, c'est à nous que les faits donnent raison! Chaque semaine qui s'est écoulée depuis ce congrès de l'I. C. où l'on a déclaré que la guerre était pour demain, a renforcé le démenti que les faits ont donné à nos adversaires, non à nous!

Décadence du libéralisme ? Oui ! Fascisme ? Non !

« Fascisme larvé » et « répression »?

Ici, il s'agit d'abord de définir. La guerre, tout le monde sait ce que c'est; elle est ou elle n'est pas. Pour le fascisme, c'est autre chose.

« Fascisme larvé » est un bien beau mot; ça vous a un petit air, à la fois littéraire et scientifique, qui fait tout à fait bien. Mais j'avoue que ce sont là des expressions que je n'aime guère, parce que ce sont de ces expressions qu'on peut mettre à toutes les sauces; on peut les appliquer à n'importe quoi. Qu'un ivrogne soit conduit durement au poste, et voici, si l'on veut, du fascisme « larvé »!

En revanche, « fascisme » tout court, c'est quelque chose de précis. On sait ce que c'est. Il y a, non pas seulement trois ans comme pour la guerre, mais six ans, que le parti communiste, le parti communiste français, lançait comme mot d'ordre, comme mot d'ordre pour la France : le fascisme est là! Le fascisme tout court, non le fascisme larvé. C'est contre cela qu'à l'époque, nous nous sommes dressés. Nous avons dit : en France, — car, bien entendu, il ne s'agit pas de nier le fascisme, en Italie, par exemple! — en France, le fascisme n'est pas là.

Qu'est-ce en effet que le fascisme?

Le fascisme c'est la suppression du parlementarisme, c'est la substitution au régime parlementaire, tel que celui-ci s'est constitué au cours du siècle dernier dans les pays de l'Europe occidentale, d'un régime où le Parlement, soit n'existe plus, soit est réduit à une pure façade, le pouvoir étant exercé par un homme ou un groupe d'hommes qui ne tiennent pas, en fait, leurs pouvoirs ni de libres élections ni de la tradition. Telle est la forme du fascisme, l'aspect extérieur sous lequel il se présente.

Si l'on veut aller plus profond, on s'aperçoit qu'en réalité le fascisme est l'abandon du pouvoir par la bourgeoisie. Celle-ci, au lieu d'exercer elle-même le pouvoir, comme c'est le cas en régime parlementaire, le dépose, moitié de gré, moitié de force, entre les mains de dictateurs qui se chargent de gouverner pour elle.

Or, en France, nous ne voyons aucun signe d'un tel phénomène. La bourgeoisie tient le pouvoir, et le tient bien; elle ne manifeste aucune velléité de le remettre à quiconque.

Certes, il y a encore actuellement, dans son sein, comme il y en a toujours eu, des éléments arriérés qui demandent à être déchargés de la responsabilité du pouvoir, qui aspirent après le « bon tyran » qui, prenant sur lui toute la charge des affaires publiques, leur permettra de se consacrer uniquement à leurs affaires privées. Mais ce courant est infiniment moins fort en France qu'il ne l'a jamais été. Il n'a actuellement rien de comparable comme intensité à ces mouvements fascistes caractérisés qu'étaient les mouvements boulangiste de 89 et nationaliste de 1900, encore bien moins à celui qui porta au pouvoir Napoléon le Petit, ce précurseur direct de Mussolini.

Répression ?

La répression est chose éminemment variable, qui dépend surtout de la vigueur des attaques portées contre le régime. Avec un mouvement révolutionnaire nul, la répression est nulle; avec un mouvement révolutionnaire vigoureux, la répression est vigoureuse. Une plus ou moins forte accentuation de la répression ne saurait donc pas caractériser une évolution du régime.

Peut-on dire d'ailleurs qu'il y ait actuellement une répression particulièrement vive? Elle l'est, certes, beaucoup trop; quelle qu'elle soit, elle l'est toujours trop; mais c'est vraiment oublier un peu vite l'histoire toute récente que prétendre qu'elle dépasse celle des époques précédentes.

Sans même remonter à la République d'avant-guerre, durant laquelle, depuis Fourmies, il ne s'est guère passé de grandes périodes de grèves sans que ne fût versé le sang ouvrier; sans même remonter aux grands procès de cette période où tombaient des cinq années de prison pour une parole ou un écrit; sans rappeler les anarchistes qu'on mena à l'échafaud, même celui qui n'avait tué personne, — il suffit de se remémorer la toute récente période du cartel, la période de la guerre du Rif durant laquelle il suffisait qu'on eût découvert à votre domicile un tract portant le mot de « fraternisation » pour que vous n'y coupiez pas de vos deux années de prison, période où le fait d'avoir fondé des syndicats et soutenu des grèves, en Tunisie, valut à ses auteurs cinq et dix ans d'exil pour complot contre la sûreté de l'Etat!

Donc, exception faite de l'Indochine où, selon la règle générale, un mouvement fort a amené une répression féroce, on ne peut pas dire que la période actuelle, en France, se caractérise par l'accentuation de la répression.

En revanche, ce qui est, c'est que, chez toutes les bourgeoisies, et particulièrement chez la bourgeoisie française, se manifeste actuellement un extraordinaire déclin du « libéralisme ». C'est avec une rapidité formidable que la bourgeoisie française abandonne les principes de liberté et de respect du droit qu'elle avait proclamés et pour lesquels elle s'était battu.

Mais ce n'est pas là un fait nouveau. Il a pris naissance dans les années 1893-94, moment où furent votées les « lois scélérates », qui supprimaient la garantie fondamentale pour laquelle la bourgeoisie avait lutté pendant près d'un siècle : le jury pour les délits de presse, pour tous les délits de presse.

En fait, la bourgeoisie française n'a essayé d'être républicaine que durant une décade à peu près : entre 1877, après le 16 mai, et le début des années 90, date du réveil du mouvement ouvrier. Mais depuis lors, depuis quarante ans, la bourgeoisie française, loin d'élargir la liberté, ne fait que la restreindre chaque jour davantage, en droit et en fait, offrant là

un merveilleux exemple d'« évolution régressive ». Mais cette évolution, cette destruction progressive de la liberté et des garanties de l'individu, ne s'opère nullement sous le signe du fascisme; elle s'opère par les voies parlementaires les plus régulières; elle s'opère sans qu'à aucun moment la bourgeoisie ne manifeste le désir de lâcher le gouvernail.

Ne combattons pas des fantômes !

Ainsi donc, qu'on ne se méprenne pas sur ce que nous disons. Et, à vrai dire, ne peut s'y méprendre que qui le veut.

Nous ne disons nullement : le règne de la paix va descendre sur la terre; nous disons au contraire : la guerre, en régime capitaliste, est inévitable ; le capitalisme, si le prolétariat ne se hâte de le renverser, aboutira à des guerres immenses et atroces, à côté desquelles la soi-disant « dernière guerre » n'a été qu'un jeu d'enfants. Mais les phénomènes les plus inévitables n'en sont point, pour cela, imminents; l'examen des conditions concrètes dans lesquelles se présente, pour le moment, la situation, nous fait dire, contrairement aux prophètes de l'I. C. : oui, la guerre est inévitable, mais *elle n'est pas là!*

De même, nous disons : plus la bourgeoisie s'éloigne de ses origines révolutionnaires, plus le péril « réactionnaire » cesse d'exister pour elle, plus d'autre part le péril révolutionnaire, le péril ouvrier, grandit et plus la bourgeoisie restreint la liberté, plus elle évolue dans le sens de la domination ouverte d'une classe sur une autre. Mais, pour le moment, cette évolution se poursuivra, en France, comme elle l'a fait jusqu'à présent, d'une manière très régulière, progressive, sans coups de chambard, sans changements de régime.

Pas plus que la guerre n'est là, le fascisme n'est là! La guerre imminente, le fascisme imminent ne sont que des fantômes; et si nous les dénonçons comme tels, c'est que rien n'est plus contraire à la bataille, à la vraie bataille que de se battre contre des fantômes. Le prolétariat a besoin de se battre contre des réalités, non contre des « imaginations ».

R. LOUZON.

Parmi nos Lettres

A propos de l'anarchisme

Un camarade nous adresse la réponse suivante à une appréciation portée par Louzon sur l'anarchisme :

Louzon a écrit cette phrase dans la R. P. *de décembre : « Par « anarchiste » j'entends évidemment le véritable anarchiste, c'est-à-dire l'individualiste. » Nous sommes habitués à trouver sous la plume de Louzon plus d'impartialité et surtout plus d'érudition ; quel est donc le mauvais génie qui l'a poussé lorsqu'il a écrit le mois dernier dans son article* « Liberté et Révolution » *ce que j'ai mis en tête de la présente réponse.*

Dans cet article, Louzon constate d'abord que le mouvement syndical était avant guerre essentiellement anti-autoritaire et que, avant 1917, la bataille ouvrière se livrait sous le mot d'ordre de la Commune, c'est-à-dire, dissolution de l'Etat centralisé et autoritaire en communes autonomes et libres.

A l'intérieur des syndicats c'étaient les mêmes principes qui étaient mis en pratique et constamment, dit-il, se posait la question de réduire au minimum le pouvoir des « chefs » *en les soumettant au contrôle de tous. Même dans les partis politiques, ajoute-t-il, la liberté des individus à l'intérieur des organisations était une réalité.*

Or, s'est-il demandé ce qui était cause de cet esprit anti-autoritariste dont il déplore la disparition? Tout simplement — et Louzon connaît trop le mouvement social pour l'ignorer — la prédominance dans les syndicats et organisations ouvrières des camarades anarchistes qui apportaient là leur façon de militer anti-autoritariste ainsi que l'ardeur de leur combativité.

La disparition de cet esprit? Nous ne pouvons que la constater avec lui. Imitant le parti bolchevik qui avait à faire à un peuple moins évolué socialement, dont les masses venaient d'être éprouvées par trois ans de guerre nationale, trois ans de guerre civile, la famine, les attaques mondiales des nations capitalistes, le P. C. F., disciple fidèle des chefs du Kremlin, a voulu introduire en France les mêmes méthodes autoritaires. Hélas, ce manque absolu de psychologie sociale et ethnique a eu comme résultat de vider le parti et les syndicats unitaires de leurs meilleurs adhérents et de n'y laisser que les roués ou les crédules.

Louzon explique ce recul de l'anti-autoritarisme par la venue à l'ouvriérisme de masses paysannes, à la fois anarchistes et césariennes. Cela n'a rien d'impossible, et que l'individualisme forcené adhère à une dictature, cela ne peut nous étonner, car nous en avons eu des exemples fréquents. M. Devaldes adhéra moralement à l'U.R. S.S. et certain « individualiste chevelu » *plus cabotin que révolutionnaire le fit d'une façon retentissante tout en ayant écrit maintes fois que les masses étaient* « abruties » *et que seul l'individu valait quelque chose.*

Mais comment Louzon écrit-il qu'il entend par véritable anarchiste l'individualiste, alors qu'il sait pertinemment que le courant qui influençait les syndicats avant guerre était anarchiste-communiste, *c'est-à-dire se réclamait des théories de Bakounine et de Kropotkine, basées sur la solidarité et le fédéralisme.*

Louzon n'ignore même pas que depuis le dernier congrès de l'U.A.C.R. il y a une minorité anarchiste-communiste qui a rejeté complètement la nébulosité *de l'anarchisme tel qu'il a été professé — avec talent d'ailleurs — pendant des années; cette minorité a appris quelque chose en voyant l'échec des camarades russes au cours des années* 1917 *et suivantes pour influencer le prolétariat de leur pays, aussi est-elle partisan du syndicalisme basé sur la charte d'Amiens, c'est-à-dire s'appuyant sur la lutte de classes et l'indépendance du syndicalisme à l'égard des partis politiques. Elle a abandonné la transformation sociale sous le coup de la baguette magique, et elle envisage une période transitoire entre la société actuelle et une société plus fraternelle, avec le syndicalisme ainsi compris comme trait d'union.*

D'ailleurs, à part les individualistes intellectuels, ceux qui dans le prolétariat s'affirment habituellement individualistes, sont le plus souvent des « rigolos » *qui exploitent bien plus facilement leurs camarades de travail que la bourgeoisie, parce que ceux-ci ne portent pas plainte à la justice quand ils sont les victimes de leurs exploits.*

Je n'apprends d'ailleurs rien à Louzon, et je serai toujours d'accord avec lui quand il œuvrera à l'élaboration d'une société dont les revendications seront contenues dans ces mots « Bien-être et liberté », c'est-à-dire « bien-être matériel et liberté morale ».

⁂

Le sac des bureaux de la « Tribune Indochinoise » à Saïgon

Des remarques de Sternel, qui habite là-bas, à propos d'une lettre de Péra sur le sac des bureaux de la *Tribune* de Saïgon.

A propos du raid communiste sur les bureaux de la Tribune Indochinoise *à Saïgon, Pera se demande, dans la* R. P. *du* 10 *septembre, si ce ne serait pas là un coup monté par la justice. Pourquoi s'en prendre à la* Tribune, *dit-il, qui est un journal annamite, et un de ceux qui embêtent le plus le gouvernement, alors qu'il y a à Saïgon tant de journaux français, tous plus colonialistes les uns que les autres, auxquels il eût été si logique de la part des communistes de s'attaquer?*

Oui, mais ce que Péra ne sait pas ,c'est que les Annamites détestent beaucoup moins les Français que certains de leurs compatriotes qu'ils considèrent comme des traîtres.

« Les Français, se disent-ils, sont nos maîtres, et qu'ils se conduisent comme tels, rien de plus naturel.

A nous de devenir vite assez forts pour pouvoir reconquérir notre indépendance. Mais que des Annamites se fassent bénévolement les auxiliaires des Français, voilà ce que nous n'admettons pas. »

Or, les Annamites n'ont pas confiance du tout en les gens de la Tribune Indochinoise. *Ils savent que ce sont des farceurs qui ne font la grosse voix que pour se faire payer plus cher leur silence par le gouvernement.*

Ils se rappellent qu'il y a moins de deux ans, alors qu'il laissait passer dans son journal des articles qui paraissaient hostiles à la société qui détient le monopole des alcools indigènes en Indochine, le directeur de la Tribune, *M. Bui Queng Chiên, un naturalisé français, ce qui n'est déjà pas une référence, était contraint d'avouer un emprunt d'un demi-million de francs qu'il venait de faire, tant pour lui-même que pour son beau-frère, un haut mandarin du Tonkin, à cette même société. Aveu qu'il fit du reste avec la plus complète désinvolture, en déclarant que ça, c'était une affaire privée, qui n'avait aucun rapport avec la politique.*

Pas plus tard qu'hier, M. Bui Queng Chiên vient d'être accusé par un journal annamite de Saïgon, le Phu nu tân von (*le Journal des femmes*) *de recevoir de M. Octave Homberg une mensualité de huit mille francs, et M. Bui Quang Chiên n'a pas démenti. Comment aurait-il pu le faire, puisque le fait est vrai?*

Ils savent également que le deuxième directeur de la Tribune, *M. Nguyên Phan Long, au même moment où il attaquait ces temps derniers, le gouverneur général, très violemment, dans son journal, allait trouver celui-ci dans son cabinet pour lui faire part de ses embarras financiers.*

Ce double jeu, les gens de la Tribune *l'ont pratiqué toute leur vie. Ce sont des bourgeois jouisseurs, affairistes et corrompus qui ne peuvent faire illusion qu'à ceux qui ne les connaissent pas bien. Péra s'est trompé sur eux, et ils en tromperont encore bien d'autres. Il faut avoir habité longtemps dans ce pays pour y voir le dessous des cartes. Mais les Annamites, eux, savent, et leur raid dans les bureaux de la* Tribune *ne fut pas aussi illogique que Péra, s'en fiant aux apparences, se l'est figuré.*

***

Que produisent les collèges ouvriers?

Giauffret a reçu la lettre suivante qui pose une question délicate. Postgate ou ou quelque autre ami anglais devrait bien y répondre.

Votre article sur l'éducation ouvrière en Angleterre est intéressant. Après votre travail sur le piège de l'Ecole unique, j'aurais cependant aimé que vous émettiez un jugement sur la valeur de ces écoles pour la classe ouvrière.

Ces collèges ouvriers sont-ils vraiment une bonne base pour la formation de bons militants qui ne resteront pas dans l'ornière réformiste? Ces écoles ne forment-elles pas que de bons employés de syndicats qui considèrent cette qualité comme une simple profession?

***

La propagande pour l'unité

Le camarade Lavenir nous fait quelques suggestions bien utiles. L'inventaire dont il parle nous le commençons aujourd'hui. L'idée était déjà venue à un autre camarade dont nous publions une note qui constitue une sorte d'inventaire de la Haute-Savoie. Il serait intéressant et utile de faire ce travail pour chaque département. Que nos amis s'y mettent! Et que Lavenir, notamment, nous donne le mois prochain, l'inventaire du Rhône.

Je ne sais pas si la campagne pour l'unité est sérieusement accrochée cette fois. En tout cas ce ne sera pas un mouvement artificiel, comme lorsque la C.G.T.U. y voyait sans doute un moyen de désagréger la C.G.T.

A l'usage des communistes orthodoxes, et de l'opposition unitaire qui a bien peur d'être en retard sur eux, il serait utile de republier les propositions précises d'unité faites autrefois par la C.G.T.U. et qui, autant que je m'en souvienne sans rechercher les textes, ne devaient pas être très différentes de celles du comité des 22. Ça ferait réfléchir les unitaires qui seraient touchés. Ils verraient que la position qu'on dénonce aujourd'hui comme trahison réformiste, c'était celle de la C.G.T.U.

Autre chose qui serait utile à la propagande pour l'unité : un inventaire des forces syndicales actuelles, par régions, par Fédérations, en y comprenant confédérés, unitaires, autonomes, C.G.T.S.R. On y verrait un peu plus clair, on verrait mieux quelles forces syndicales, quels effectifs donneraient la réunion des morceaux de la C.G.T. démolie. Ce ne sera pas très facile d'obtenir des résultats très précis, chaque syndicat camouflant soigneusement ses effectifs trop maigres, surtout dans certains syndicats unitaires. Mais c'est un travail que vous pourriez demander à l'ensemble des abonnés de la R. P.

***

L'organisation de l'Artisanat

Bourgeais nous signale les progrès faits par la Confédération de l'Artisanat et les dangers que ne manquera pas de présenter cette force économique réactionnaire :

Il y a un moment déjà que l'idée m'est venue de t'entretenir de l'évolution de la Confédération générale de l'artisanat français.

Voilà une organisation lancée dans la pratique. Partout elle est en pleine création de ses Chambres de métiers. Se plaçant sous la tutelle de toutes les organisations politiques qui défendent l'exploitation de l'homme par l'homme, le capital et la propriété, elle reçoit de ces organisations, sous formes de lois et autres, des avantages qui ont une certaine importance.

Cette Confédération est en train de devenir une force sociale : une force réactionnaire mais une force. J'en fais partie depuis plusieurs années, et la section d'ici est bien l'organisation sociale la plus forte de la région. Nous approchons des cent cinquante membres, si ce chiffre n'est dépassé, et dans cette organisation il y a quantité de connaissances et de capacités professionnelles — c'est là son bon côté. — Elle s'inspire beaucoup du compagnonnage, en stimulant parmi ses membres l'amour-propre du travail, le bon goût, le fini, et fait un effort en vue de rétablir le chef-d'œuvre. Elle réclame pour l'artisanat, les lois de protection qui existaient avant la Révolution.

Voici, à cet effet, trois vœux qui ont été adoptés au dernier Congrès qui s'est tenu au Havre en juin dernier.

1° Que l'apprentissage soit légalement obligatoire pour toutes les professions artisanales;

2° Qu'aucun professionnel ne puisse légalement se qualifier de maître s'il n'est pas en mesure de prouver devant une Commission désignée : soit un nombre donné d'années d'exercice, soit une compétence suffisante;

3° Qu'aucun membre d'une profession s'adressant au public ne puisse s'établir sans être pourvu du brevet professionnel.

C'est donc un magistral saut périlleux en arrière que cette Confédération veut nous faire faire.

C'est aussi une nouvelle classe sociale de travailleurs qui surgit, composée d'une partie de la classe ouvrière, qui s'organise contre l'autre partie en copiant notre organisation syndicale pour son profit. C'est une partie des travailleurs qui se détache du prolétariat, et qui prend la troisième place dans les classes sociales, et nous refoule en quatrième. Cette troisième classe se réserve le droit de nous exploiter par petits paquets, comme elle le faisait avant que la machine soit née; mais cette fois elle peut le faire sous la forme coopérative, car l'article 9 de la loi du 16 avril 1930 leur permet de se grouper au nombre de 7 à 10, pour constituer des coopératives artisanales professionnelles qui seront exonérées de la patente, de l'impôt sur les bénéfices commerciaux, de la taxe sur le chiffre d'affaires; et chaque artisan coopérateur peut employer, en sus des membres de sa famille, deux compagnons et un apprenti; ce qui permet d'atteindre un nombre assez élevé de travailleurs pour faire de puissantes associations professionnelles coopératives à base patronale.

Mais ce sont là des avantages intéressants pour ceux d'entre nous qui aspirent à se grouper en coopératives communistes de production.

Cela certainement va être tenté, car comme tu le sais, tous les artisans ne sont pas des réactionnaires.

NOUVELLES D'INDOCHINE

Au fil des carnages

« **L'inassouvissable cruel, c'est M. Prudhomme** ».

LISSAGARAY.

Un fait domine les choses d'Indochine : *on ne sait pas ce qui se passe.*

En Indochine aussi bien qu'en France, le mot d'ordre gouvernemental est le silence. Taisez-vous! Méfions-nous! Quand il y a soixante ou quatre-vingts fusillés, les journaux annoncent le fait matériel en un entrefilet, puis parlent des indemnités aux planteurs de caoutchouc. Même dans les journaux indigènes de langue française, comme la *Tribune Indochinoise,* jamais un article de fond sur la question sanglante. C'est défendu. (Cet à-plat-ventre devant les défenses gouvernementales ne leur portera d'ailleurs pas bonheur!) Ainsi, au siècle de la « liberté de pensée », du télégraphe et des presses rotatives, le monde et surtout le prolétariat *ignorent* une révolution qui secoue depuis un an vingt millions d'hommes.

Le premier devoir humain est de rompre la barrière du silence. Je réunis ici, telles qu'on les trouve noyées dans les journaux d'Indochine de ces derniers mois, les informations que le gouvernement colonial n'a tout de même pas pu ne pas donner.

Un fait se dégage en pleine lumière de la multiplicité de ces informations-quand-même. *Tous les blancs ont été absolument surpris de l'ampleur, de la durée et de l'importance du soubresaut « indigène ».* Et aussi bien les Prudhomme du gouvernement colonial que ceux du Café du Commerce. Il y a un an, ils faisaient les malins : « Ce qui s'est passé chez les autres ne se passera pas chez nous! » Et n'ayant rien su prévoir d'une situation si prévisible, ils n'y connaissent maintenant qu'un remède : le sang.

Sous le silence imposé, la psychose de guerre civile, l'aberration collective atteint chez eux des hauteurs plus inhumaines encore que celles que nous avons connues en Europe il y a seize ans. Et quand on leur demande : « Mais que voulaient ces manifestants sur qui vous avez fait tirer? » ils sont tout décontenancés, ils répondent des choses vagues, ils ne savent pas, ils ne cherchent pas à savoir. Les manifestants n'étaient pas de la classe bourgeoise, raison plus que suffisante, quoique subconsciente, pour faire partir les fusils...

Ainsi, Sorel remarque dans ses *Réflexions sur la Violence* que quelquefois les ouvriers ne savent pas très exactement pour quelles revendications ils partent en grève : la lutte contre l'exploiteur leur paraît intuitivement plus importante que la formulation verbale des « motifs » de cette lutte. Mais quelle différence entre ces deux violences, la bourgeoise et la prolétarienne! L'ouvrier formule toujours au moins une revendication, un « motif » exact ou illusoire; le bourgeois non : il tue. Et, ce faisant, l'ouvrier apparaît comme plus ami du raisonnement, et de la Raison, que le bourgeois. Et qui repousse la Raison, trait distinctif de l'homme, est semblable à la bête. Et puis l'ouvrier frappe le bourgeois à la caisse; il le frappe en sa qualité de bourgeois et non dans celle d'être vivant. Le bourgeois, non : il tue. Il tue et ne cherche pas à comprendre.

1er SEPTEMBRE. — *Nord-Annam.* Manifestation à Thanh-Chuong, près de Vinh et grève partielle à l'allumetterie de Vinh.

4 SEPT. — *Cochinchine.* La garde indigène fait feu sur des manifestants à Thanh-loi. Des blessés graves.

7 ET 8 SEPT. — *Nord-Annam.* Manifestations à Hatinh.

9 SEPT. — *Nord-Annam.* Feu sur une manifestation de 300 paysans à Cam-Xuyen : 4 morts et 4 blessés. A Ky-Anh feu sur 1.000 manifestants : 1 mort, 1 blessé.

Tonkin. Tracts dans les rues. Drapeau rouge sur la façade de la Société Nouvelle des Phosphates à Hanoï.

Fermeture de l'école de Hai-An (Haïphong) à la suite d'une grève d'écoliers ayant « révélé un état d'esprit des plus fâcheux ».

A l'actif du Travail forcé : *arrestation* de Pham-Quoc-Nha pour « *rupture de contrat et emport d'avances* » au préjudice de la maison Lapicque.

Cochinchine. « Arrestations importantes ». Grève et manifestation de coolies à la plantation Lacaze (Trang-Bang).

10 SEPT. — *Haïphong.* Tracts relatifs à l'exécution prochaine des condamnés politiques. Malgré la police des groupes stationnent toute la nuit devant la prison. Drapeau rouge sur une maison en face.

11 SEPT. — *Nord-Annam.* Feu sur des manifestants à Bich-Hao : 6 morts et 9 blessés.

Tonkin. Note comique : le chef de la police de Haïphong convoque tous les agents et les chefs de quartier et leur donne un délai de huit jours pour que les tracts et les drapeaux rouges disparaissent de la ville. Sans quoi il les foutra tous dedans...

A l'actif du Travail forcé : arrestation d'un coolie fugitif condamné par contumace à *un an de prison pour évasion.*

Révocation de l'instituteur « communiste » Chan, par ailleurs déjà condamné à mort et aux travaux forcés à perpétuité.

12 SEPT. — *Nord-Annam.* Grand massacre de Vinh. Une colonne de 8.000 paysans et paysannes en direction de Vinh. Ils ne portent pas une arme, mais des drapeaux (rouges, paraît-il) et des listes de revendications qu'ils font signer à tous les mandarins des villages qu'ils traversent :

Diminution notable des impôts,
Libération de tous les emprisonnés politiques,
Rapatriement des tirailleurs annamites servant hors du Viet-Nam et départ des troupes étrangères.

A quelques kilomètres de Vinh, les manifestants rencontrent le Résident de France, M. Guillemenet, et des miliciens retranchés sur la route. Après sommation (paraît-il), feu : vingt tués.

Mais quelque temps après, la colonne se reforme. « L'heure était grave », écrit le *Courrier Saïgonnais,*

qui essaie de faire passer cette manifestation de masses pour une insurrection... « Mais fort heureusement on veillait. L'ordre fut donné aux avions de les disperser coûte que coûte... Les avions tournoyèrent au-dessus des rebelles qui, comme inconscients du danger qui planait sur leurs têtes, restaient en formations serrées. Une dernière sommation leur fut adressée. » (Par quel moyen??) « Mais loin de se soumettre, les manifestants excités par des meneurs, continuaient leur marche en avant »... Alors c'est le carnage. (Une seule des bombes fit 107 victimes; « et pas seulement que des hommes » comme le remarque la *Tribune Indochinoise* du 6 octobre)...

« Dans les volutes de fumée dispersées... on pouvait voir des corps amoncelés en grappes, déchiquetés, crispés, tandis que la foule, prise de panique, s'enfuyait en hurlant.

« Beaucoup de blessés purent être emmenés par les rebelles... 204 cadavres exactement restaient sur le sol, ainsi qu'une cinquantaine de blessés que leurs compagnons n'avaient pu emporter... »

Mais ce n'était pas assez pour les massacreurs « coûte que coûte ». Dans l'après-midi, une équipe de 25 travailleurs municipaux reçoit l'ordre d'ensevelir les cadavres. Un imbécile aérien la prend pour des « rebelles » et la foudroie. C'est ce haut fait que voile pudiquement le communiqué quand il déclare : « Ils (les manifestants) tentent de se reformer à 17 heures. Ils sont dispersés par un avion qui leur fait 7 tués et 4 blessés ».

Les ignobles socialistes du Tonkin qui exigeaient — sans avoir jamais été désavoués par leur parti — une répression « sans pitié » doivent commencer à être contents...

Ce n'est cependant pas assez de sang! Le soir et dans la nuit, les manifestants regroupés se présentent devant le siège du huyen (poste administratif) de Nam-Dan. Feu encore : 7 tués sur le terrain, les autres évacués.

L'examen objectif des événements de cette journée tragique prouve la bêtise de l'*Humanité* qui veut à toute force que ces milliers d'hommes et de femmes *absolument désarmés* aient été des insurgés. Insurrection toute morale alors! Mais l'*Humanité,* dans son incompréhension totale des mouvements de masse asiatiques se fiche de fournir des arguments aux massacreurs.

Incompréhension et bluff, telle paraît être sa devise en matière asiatique. Bluff surtout. Visiblement elle ne sait rien; elle ne connaît des événements indochinois que ce que M. Pasquier veut bien que l'on sache. Ça ne l'empêche pas de faire la renseignée.

Ainsi, en octobre dernier, elle prétendait être seule et « grâce à ses informations spéciales », en mesure de parler des manifestations cochinchinoises du mois de septembre. Or, les informations qu'elle donnait étaient *exactement,* sans un poil de plus, celle des journaux saïgonnais de septembre. Et de septembre à octobre, ça fait juste le temps nécessaire à la venue des journaux de Saïgon à Marseille!... De plus, en vertu des mêmes « informations particulières », elle publiait une carte des régions cochinchinoises soi-disant révoltées. Or, ce document ultra-particulier était tout simplement un croquis paru dans l'*Impartial* de Saïgon le 12 septembre. Bluff! Bluff!

Pauvre Cho-Moi! si vraiment tu es Indochinois et si beaucoup de révolutionnaires indochinois te ressemblent, la révolution indochinoise est foutue. Ce n'est pas que je suspecte ta bonne volonté révolutionnaire; et il est certain que l'*Huma* est le seul parmi les grands journaux à ne pas s'être *ouvertement* rangé dans le camp des impérialistes massacreurs. Mais deux choses nous rendent bien circonspects : ton mépris de la vérité et ta soumission à ce remarquable égorgeur de révolutions qu'est l'Internationale dite communiste.

Le même jour, 12 septembre, en Cochinchine, deux manifestations : 1° Dans la province de Cholon, 300 manifestants « pillent la maison commune du marché du village de Bacun ». Près de Ben-Luc, à 19 heures, une patrouille fait feu sur d'autres manifestants. « On ignore s'il y a des blessés. »

13 SEPT.— *N.Annam.*« Le calme paraît renaître »... *Cambodge.* Descente de police nocturne dans une pagode caodaïste de Pnom-Penh. Arrestation du « chef caodaïste du Cambodge » et de nombreux adeptes de Cochinchine. En tout 98 personnes.

14 SEPT. — *Tonkin.* Distribution du journal communiste clandestin « L'Homme Misérable ». Condamnations à Hanoï : 1° Travaux forcés à perpétuité, deux fois vingt ans de travaux forcés et une fois dix ans à quatre « communistes » qui ont tenté en 1929 d'exproprier un Chinois pour le compte du V.N.Q. D.D.; 2° Sept communistes condamnés en première instance à la prison avec sursis pour avoir fait partie d'une société secrète (ce qui s'appelle complot contre la sûreté de l'Etat) voient leur peine commuée en 12 ans de travaux forcés, 17 ans de prison et 70 ans de surveillance administrative.

On annonce que le général Yu tso yu, chef de la commune de Long-tchéou (1) vient d'être fusillé à Canton à la demande du gouvernement de l'Indochine.

15 SEPT. — L'importance des événements du Nord-Annam surprend les badauds, un peu comme la guerre qui, devant être une promenade militaire de deux mois, a fini par durer cinq ans. Alors les journalistes sont mobilisés sur le front des « explications ». Et voici celle du *Courrier d'Haïphong* : « De tous temps cette province de Vinh a été un foyer d'agitation antifrançaise *grâce à la présence dans le pays d'une foule de lettrés* (c'est moi qui souligne), profondément hostiles à tout ce qui est occidental. » Conclusion : « A bas les lettres! » C'est bien, quoi qu'en dise Luc Durtain, le programme actuel de l'impérialisme.

16 SEPT. — *N. Annam.* Des « meneurs » envahissent le village de Phu-Lu et « saccagent l'école ». Commencement de « l'inqualifiable tartuferie » par laquelle « l'autorité française se cache derrière des mandarins pour procéder à la répression (2). » Un kham-sat (bourreau supérieur) est nommé... « Le tong-doc de Vinh est assisté de deux conseillers dont l'un Français, M. Bonhomme, administrateur de première classe des Services civils... Ce triumvirat forme un gouvernement dont les pouvoirs dictatoriaux vont jusqu'au droit de condamner à mort immédiatement et d'exécuter ses propres sentences sans en référer à la cour de Hué (3). » De plus commence la partie militaire, dite nettoyage (!!) de la répression : contributions de guerre aux villages, incendies, fermeture des écoles et même du collège de Vinh.

17 SEPT. — *Annam.* « Attaque » de la gare de Nghia-Trang par « 100 individus armés de bâtons ». Ils détériorent le câble télégraphique.

Tonkin. 86 condamnés politiques quittent Hanoï pour la Guyane. Tracts dans les rues. A Haïphong de nombreux tracts appellent à la solidarité avec « les frères et sœurs » du Nord-Annam.

Cochinchine. Trois manifestations près de Saïgon. Deux maisons communes sont « saccagées ». Une patrouille tire, mais « aucun manifestant ne reste sur le terrain. »

(1) Voir *R. P.* du 1er juillet 1930.
(2) Citation de *l'Ami du Peuple Indochinois.*
(3) Citation de *la Tribune Indochinoise.*

18 SEPT. — *Cochinchine.* 21 ans de prison à 11 manifestants. Découverte d'une bombe devant la porte de la prison de Saïgon.

19 SEPT. — *Tonkin.* Tracts et drapeau rouge à Hanoï.

Le *Courrier d'Haïphong* explique et justifie (!) les atrocités du 12 septembre. 1° « Du seul fait de se rassembler, ils (les manifestants) étaient en état de rébellion caractérisée. Une répression énergique s'imposait et la répression est fatalement brutale. » 2° « ... Si regrettables que soient ces extrémités, il faut bien observer cependant qu'elles sont parfois salutaires. C'est ainsi que la population parisienne qui, de 1789 à 1871, avait été en fermentation perpétuelle... n'a plus bougé depuis cette époque. LE SOUVENIR DE LA RÉPRESSION QUI SUIVIT LA COMMUNE N'Y EST ÉVIDEMMENT PAS ÉTRANGER. »

22 SEPT. — Le ministre responsable, Piétri-le-sanglant, discourant à Marseille, parle de « ceux qui, *formés à l'école de l'anarchie et du meurtre*, n'exploitent le nationalisme que comme ferment de destruction ». Mais de qui parle ce Versaillais? Des victimes ou de ceux qui tiennent les armes? Des paysans ou des incendiaires de villages?

N. Annam. Feu sur 2.000 manifestants au huyen de Huong-Son. 7 morts et 2 blessés.

Cochinchine. Exécution par « une bande d'individus » de deux notables qui, « lors des manifestations précédentes avaient fourni des renseignements aux autorités ».

Tonkin. Tracts invitant à manifester pour sauver les condamnés à mort.

26 SEPT. — *Tonkin.* On annonce une découverte « importante » de tracts dans le fief impénétrable des mines de Hongaye.

27 SEPT. — *Tonkin.* Le tribunal de Hadong condamne 10 partisans du V.N.Q.D.D. 27 ans de travaux forcés, 20 ans de prison et 65 ans de surveillance administrative.

Cochinchine. Attentat manqué contre des notables à la maison commune de Duc-Hoa. La même nuit, dans la même région, des notables font ouvrir le feu sur « une soixantaine de manifestants ».

Arrestation d'un secrétaire de l'arsenal, « très bien noté par ses chefs », qui tirait dans son bureau le journal clandestin *Drapeau Rouge.*

28 SEPT. — *N. Annam.* La garde indigène tire sur 600 manifestants qui « attaquent » Nam-Dan (près de Vinh). 17 morts, 22 blessés, 36 prisonniers.

29 SEPT. — La *Tribune Indochinoise* publie le texte de la loi du 24 mai 1834 récemment promulguée en Indochine. Cette loi permettra d'envoyer aux travaux forcés les manifestants jusqu'ici condamnés à la simple prison en Cochinchine.

30 SEPT. — *N. Annam.* « Le calme règne dans le pays », dit une dépêche de Hué. Cependant le soir même, « une bande de communistes » tente de s'approcher de Do-Luong et est repoussée par des « salves en l'air ». Une autre bande, à Cua-Hoi, détruit la maison d'un capitaine de port annamite, après avoir coupé la ligne télégraphique.

Tonkin. 81 condamnés politiques partent pour le bagne.

26 « communistes » de Thai-Binh condamnés en première instance au bannissement passent en cour d'appel : 65 ans de travaux forcés et 54 ans de prison.

1er OCTOBRE. — *Cochinchine.* Une patrouille rencontre Nguyen-Van-Vi, révolutionnaire présumé. « Sommé de se rendre », il « prend la fuite ». Tué à coups de fusils.

Annam. Tracts dans une école de Hué. Arrestation de jeunes écoliers.

2 OCT. — *Cochinchine.* Meeting de 600 personnes à Chau-Phu. A Chau-Binh les manifestants, après avoir interrompu la ligne télégraphique et coupé la route par des arbres renversés, des fils de fer et des clous, « saccagent le mobilier et les archives de la maison commune ». Une patrouille tire. Plusieurs manifestants sont TUÉS et d'autres arrêtés. Ils seront poursuivis en vertu de la loi de 1834 récemment promulguée. (Remarquons ici que *toujours* les manifestants paysans s'en prennent aux maisons communes et aux papiers qu'elles contiennent. Ils veulent sans doute détruire les rôles d'impôts.)

3 OCT. — *N. Annam.* Des colleurs d'affiches administratives sont « enlevés » dans la province de Vinh. La garde indigène qui tente de les reprendre, se heurte à 1.000 « rebelles » qu'elle disperse « en chargeant et en tirant ». Le soir, les communistes « saccagent » la maison du maire de Van-Khu.

5 OCT. — *N. Annam.* Une patrouille de la province de Vinh est « sérieusement accrochée » par 3.000 « rebelles ». La légion étrangère vient à la rescousse. VINGT CADAVRES.

6 OCT. — *N. Annam.* On annonce que le nettoyage sera poursuivi « méthodiquement, village par village ». Cependant 3.000 indigènes « attaquent » Vô-Liet occupé par les miliciens. La terrible légion étrangère envoie à leur rescousse deux groupes de combat. 60 TUÉS sur le terrain. De nombreux blessés sont emportés par leurs camarades. (Soulignons que dans tous ces carnages « nos » troupes n'ont pas la moindre égratignure. Malgré la terminologie guerrière des communiqués, les manifestants sont absolument sans armes et pacifiques. N'était le désir de complaire aux socialistes du Tonkin, la pluie de sang serait absolument sans raison.)

8 OCT. — La révolution apparaît dans le *Moyen-Annam.* 300 « communistes » coupent la route mandarine et « attaquent » Duc-Pho (province de Quang-Ngai), « pillant et brûlant les bâtiments administratifs ». L'administration fait immédiatement afficher dans tous les villages de l'Annam le détail des sanctions prises contre les villages de la province de Vinh. De plus, elle fait savoir que « toute tentative de désordre sera combattue par les armes », que « les notables seront rendus responsables dans leur personne et leurs biens de tout désordre se produisant sur le territoire de leur village », que « des sanctions collectives seront prises contre les villages coupables de s'être laissés entraîner par des communistes ou d'avoir toléré leurs agissements ».

N. Annam. Près de Hatinh, une patrouille rencontre « une colonne d'un millier de communistes » qu'elle disperse par une salve. UN TUÉ sur le terrain.

Tonkin. Tracts à Haïphong.

On annonce l'envoi prochain en Guyane de 1.500 condamnés annamites. Et non pas aux îles du Salut; non pas même à Saint-Laurent-du-Maroni, mais dans l'arrière-pays, dans une région absolument inculte, dans la forêt vierge, le territoire de l'Inini. C'est, dit-on, pour « permettre la colonisation rationnelle jusqu'à présent inexistante de l'hinterland de cette colonie ». Non. C'est pour que les révolutionnaires meurent sûrement par les fièvres et les bêtes sauvages. Ainsi, 1848 a eu les îles Marquises, chaudes mais baignées par l'alizé; 51 a eu la rude mais saine Algérie; 71 a eu l'habitable Calédonie. Il était réservé à notre infâme « démocratie » de faire mourir nos frères révolutionnaires dans les forêts équatoriales.

11 OCT. — *Annam.* On télégraphie de Hué : « La

colonne de police a incendié complètement le village de Yen-Phu. » (C'est dans ce village qu'avaient disparu les colleurs d'affiches officielles.) Dans les régions de Vinh, de Hatinh et de Quang-ngai, les autres colonnes *continuent leur nettoyage*, « la torche à la main », évidemment, comme disait je ne sais plus quel conquérant de l'Algérie.

12 OCT. — *Cochinchine.* Grève sur la plantation de Phuoc-Hoa. Quatre arrestations.

Haïphong. Pendant l'entr'acte du théâtre annamite, un communiste couvert d'une cagoule saute sur la scène et lit une proclamation, drapeau rouge déployé, pendant que des tracts pleuvent dans la salle. Le tout en quelques secondes. Et l'électricité s'éteint. Quand la police arrive, elle ne retrouve que la cagoule. En conséquence, elle ferme le théâtre pour quinze jours.

14 OCT. — *Tonkin.* 300 villageois réclament au mandarin de Thai-Binh une réduction d'impôts par suite des calamités qui ont frappé leurs cultures. Feu! 9 MORTS sur le coup, 2 MORTS de leurs blessures, 7 blessés graves, 28 prisonniers. Autos-mitrailleuses et soldats expédiés en hâte d'Haïphong. Et peu après « le riche huyen de Tien-Hai n'est plus qu'un amas de ruines. Les maisons en briques qui dressaient fièrement leurs toitures de tuiles sont démolies, les humbles paillotes incendiées » (1). Et bien des rescapés envient sous les tortures le sort de ceux qui sont morts sous les balles. « Du huyen de Tien-Hai au chef-lieu de Thai-Binh, les arrêtés doivent faire un trajet de 25 km. Nous avons vu de nos propres yeux des jeunes ainsi que des vieillards maigres, blanchis par l'âge, marcher sous une chaleur accablante, pieds nus et tête nue, les bras fortement ligotés derrière le dos, la poitrine fortement bombée par suite du ligotage trop serré » (1).

17 OCT. — *N. Annam.* Près de Do-Luong (Prov. de Vinh), 1.000 manifestants. Arrestations. L'un des prisonniers est TUÉ pour tentative de fuite.

18 OCT. — *N. Annam.* 2 000 manifestants devant le poste de douane de Thuong-xa. 7 TUÉS.

20 OCT. — *Sud-Annam.* Arrestations à Phan-Tiet.
Tonkin. Drapeau rouge et harangue des ouvriers devant la Société Cotonnière de Nam-Dinh.
Les écoles sont « inondées » de tracts.

21 OCT. — *Cochinchine.* Dans la nuit, une patrouille surprend « dans une maison isolée », près de Cholon, une « réunion d'une dizaine de communistes ». Elle fait feu. UN TUÉ. Les autres s'enfuient.
27 ans de prison à 6 manifestants.

22 OCT. — *Haïphong.* Des propagandistes trouvent le moyen de pénétrer dans trois écoles de la ville, de déployer le drapeau rouge dans la classe et de filer en auto!

23 OCT. — Perquisition à l'école professionnelle d'Hanoï. Arrestation de 5 mécaniciens, 5 ébénistes, 9 fondeurs, 5 ciseleurs, 8 dessinateurs et quelques dentelliers.

Le Grand Conseil des Intérêts Economiques vote un texte sur l'arbitrage industriel qui est la négation de toute liberté du travail en matière indigène. C'est la proclamation de l'esclavage des travailleurs asiatiques.

« *Art.* 30. — Tout ouvrier ou employé indigène d'un service privé d'utilité publique qui se met en grève sans avoir donné un préavis deux semaines au moins et un mois au plus avant de rompre son contrat de travail, est passible d'une peine d'emprisonnement de six jours à six mois et d'une amende de 16 à 600 francs.

(1) Citation de *l'Ami du Peuple Indochinois.*

« *Art.* 31. — Est illégale toute grève qui poursuit un but autre que le règlement d'un différend d'ordre professionnel survenu dans le commerce ou dans l'industrie auquel appartiennent les grévistes et qui, en outre, est de nature ou qui vise à infliger une gêne prolongée au public et, par suite, à contraindre le gouvernement à suivre ou à s'abstenir de suivre une ligne de conduite donnée.

« *Art.* 32. — Toute personne qui participe ou qui incite à la grève illégale est passible d'une peine d'emprisonnement de six jours à deux ans... Les coupables pourront être, par l'arrêt ou le jugement, interdits de séjour pendant deux ans au moins et cinq ans au plus. »

Ce même Conseil vote une augmentation de la taxe d'exportation des riz. Cette mesure appauvrira les gens qui tirent leurs revenus du riz, c'est-à-dire surtout les indigènes et les Chinois. Ainsi, c'est dans la poche des indigènes que l'on va prendre l'indemnité récemment octroyée aux planteurs français de caoutchouc. Un cadeau de 4 francs par kilo de caoutchouc exporté! 100 % de la valeur du produit payé par l'Etat! 36 millions pris dans la poche de 20 millions d'indigènes et donnés à une dizaine de requins genre Michelin et Homberg. Du rôle de l'Etat dans la société moderne !

31 OCT. — *Tonkin.* Drapeau rouge à Phu-To. Arrestations à Hanoï.
Cochinchine. Trois ans de prison à un lycéen de 18 ans trouvé dans un autobus « porteur de papiers séditieux destinés à un journal ».

2 NOVEMBRE. — Incendie à Hanoï de deux arcs de triomphe édifiés devant la gare pour la réception du bourreau des indigènes javanais, « S. E. le Jonkheer de Graeff, gouverneur des Indes néerlandaises ». Impossible naturellement de trouver les « coupables ».

3 NOV. — *Tonkin.* Quatorze « communistes » accusés de distribution de tracts, attrapent 28 ans de travaux forcés, 29 ans de prison et 5 ans de colonie pénitentiaire à un mineur... acquitté.

4 NOV. — Nombreux tracts à Saïgon et à Haïphong. Drapeau rouge devant les bateaux de guerre hollandais qui ont amené le gouverneur de Java. La police arrive trop tard...

6 NOV. — *Cochinchine.* Tentative de grève des esclaves de Michelin à Phu-Rieng. Onze « meneurs » arrêtés.

Un meeting improvisé boulevard Hamelin, à Saïgon, est interrompu par la police.

7 NOV. — (Anniversaire de la 3e révolution russe.) *N. Annam.* Feu sur des manifestants à Can-Loc (prov. de Vinh). 2 TUÉS et 2 blessés.

Trois manifestations dans la province de Vinh. La troisième est fusillée à deux reprises. Elle a, la première fois, 4 MORTS et 4 blessés, puis 30 MORTS et blessés.

8 NOV. — Complètement affolé, ne sachant où donner de la tête, le représentant de l'impérialisme, Pasquier, interdit aux fonctionnaires français d'accepter d'être, pendant leurs congés, correspondants d'étudiants indochinois en France. Il espère ainsi mettre un nouvel obstacle au mouvement des jeunes Annamites vers la culture. Ces jeunes gens ne peuvent en effet gagner la France sans une *autorisation* du gouvernement colonial. (A la différence des Siamois, des Chinois ou des Japonais qui sont régis par le droit commun et n'ont besoin que d'un passeport!) Et ce gouvernement colonial n'accorde cette autorisation — toujours révocable — que moyennant mille conditions, dont l'une est la possession d'un « correspondant » français. Or, à 13.000 kilomètres de la métro-

pole, les jeunes Annamites ne connaissent évidemment pas d'autres métropolitains que ceux qu'ils ont pu connaître en Indochine. Or, les Français d'Indochine, c'est bien connu, sont tous fonctionnaires. Si donc les fonctionnaires ne peuvent plus être correspondants, les jeunes Annamites ne pourront jamais aller en France, ne pourront jamais s'instruire. Et c'est tout ce que souhaite l'impérialisme dont la remarquable entreprise d'abrutissement, dite civilisatrice, fait bâiller les badauds.

13 NOV. — *Cochinchine.* Manifestation au village de An-Binh (Mytho). Feu! « 5 TUÉS non identifiés restent sur le terrain. »

14 NOV. — On se félicite de la répression et du « calme » en résultant.

15 NOV. — *Tonkin.* Tracts et arrestations à Haïphong.

Un petit garçon de treize ans accusé de « détention de deux paquets de tracts communistes », est condamné à l'internement dans une colonie pénitentiaire jusqu'à sa majorité (8 ans!).

Verdict de la Commission criminelle de Haïduong. Inculpés : 193. — MORT : 6; TRAVAUX FORCÉS A PERPÉTUITÉ : 29; DÉPORTATION : 87; TRAVAUX FORCÉS : 27 (soit 505 années); DÉTENTION : 2 (soit 20 ans); PRISON : 4 (soit 18 ans); MAISON DE CORRECTION : 6; DÉCÉDÉS AVANT L'ARRÊT : 2; renvoyés à la session de Kien-An : 11; acquittés (horrible tartuferie!) : 19. Et maintenant la Commission criminelle va se transporter à Kien-An où elle va examiner 115 inculpés.

17 NOV. — *Haïphong.* A la sortie des ateliers de construction navale, un ouvrier déploie un drapeau rouge et harangue les travailleurs. La police arrive trop tard.

21 NOV. — *Cochinchine.* 7 manifestants condamnés à 16 ans de prison.

22 NOV. — On GUILLOTINE 5 révolutionnaires du V.N.Q.D.D. Il existe pourtant dans notre Constitution un article qui supprime la peine de mort en matière politique! Mais qu'est-ce que Pietri et toute l'Ousticroisie régnante ont à faire de constitutions?

23 NOV. — Tracts dans les rues d'Hanoï. Drapeau rouge sur le toit de la fabrique de bougies de Haly. Mais arrestations « importantes » qui portent, paraît-il, « un coup mortel au communisme » haïphonnais.

24 NOV. — *Saïgon.* — 42 ans de prison à 18 manifestants.

La *Tribune Indochinoise* publie les déclarations qu'un voyageur important a faites au *Journal* à son retour d'Indochine : « Il n'existe en Indochine que des manifestations sporadiques sans aucune racine chez les intellectuels ni dans les peuples. L'administration française est très appréciée. Il fait l'éloge de M. Pasquier et rapporte une impression de confiance dans l'avenir. Il conclut que les Français sont de grands colonisateurs. » Ce voyageur perspicace est... une gloire de la « Science » : le Dr Voronoff.

26 NOV. — Le gouverneur Pasquier embarque à Haïphong sur le *Claude-Chappe.* Mais au moment de partir le navire a une avarie de barre. On crie immédiatement au sabotage. On arrête trois hommes du bord et Pasquier débarque prudemment. Dès lors, sa conduite ne sera pas sans analogie avec celle de Merlin fuyant Canton en 1924. Au lieu de partir comme les autres passagers par le bateau du lendemain, il fait annoncer qu'il va gagner Saïgon par la route mandarine. Mais c'est un faux départ. Gare aux routes d'Annam! Il fait arrêter son auto à une petite gare et pendant qu'on le croit sur la route mandarine, si facile à couper, il est dans un train spécial roulant vers Saïgon. Puis au lieu de prendre l'*Athos*, comme c'était annoncé, il file à tire-d'ailes vers le Siam.

Du 27 NOV. au 6 DÉCEMBRE. — Perquisitions, nettoyage, arrestations.

7 DÉC. — Elections indigènes en Cochinchine. Très petit nombre de votants. (Les révolutionnaires ont prêché l'abstention.) Les constitutionnalistes de la *Tribune Indochinoise* perdent des sièges. C'est bien fait! Ils se sont rendus réellement insupportables par leur attitude de jésuites tous ces derniers temps. Comme si l'on pouvait être en même temps pour le bourreau et pour les victimes !

9 DÉC. — *Haïphong.* Harangue communiste à la sortie des ouvriers des constructions navales. La police qui a fait embaucher « des agents déguisés en ouvriers » arrête les orateurs.

Tracts près de la prison et jusqu'au siège de la Commission Criminelle.

La cour criminelle acquitte des Français qui, le 9 août dernier, ont attaqué sans aucun mandat des joueurs de cartes indigènes! Ils les avaient pris pour des communistes! Un TUÉ. Le meurtrier est un intellectuel, ingénieur à la Compagnie des pétroles. Il avait cru que ces gens « faisaient semblant de jouer pour masquer le but de la réunion ». Ah! les Joseph Prudhomme! Ah! la psychose de révolution!

11 DÉC. — *N. Annam.* Feu sur trois manifestations près de Hatinh. La première a 2 MORTS, la deuxième 30 et la troisième 50. Soit 82 MORTS, et plus de 100 blessés. Le communiqué signale que certains des manifestants avaient des pistolets automatiques. Et l'*Impartial,* pour montrer la gravité du danger croissant, appuie : « C'est la première fois que des armes sont vues en la possession de manifestants dans cette région. » La première fois! quel aveu! Et alors, les trois cent soixante-dix-sept autres morts, au minimum, exactement dans la même région?

12 DÉC. — *N. Annam.* Dans la province de Vinh, une patrouille tombe sur une colonne de manifestants. 33 TUÉS, 5 arrestations.

15 DÉC. — *Cochinchine.* A Bien-Hoa, 17 manifestants condamnés à 32 ans 1/2 de prison (dont 10 avec sursis).

16 DÉC. — Les ignobles socialistes du Tonkin s'indignent. Il paraît que la police viole les correspondances... des EUROPÉENS ! Cependant, disent-ils, un Directeur général des Postes nous a affirmé à la section de la Ligue des Droits de l'Homme « que son service n'était pas *coupable* et que si des sondages étaient faits dans les correspondances, *cela ne concernait que des Annamites suspects.* » (Textuel ! ! !)

18 DÉC. — *Cochinchine.* « Devant l'agitation persistante », le collège de Mytho est fermé « à titre de première sanction ».

24 DÉC. — Des manifestants sont dispersés dans la province de Vinh.

27 DÉC. — Buu-Din, prince d'Annam, évadé du bagne de Poulo-Condore sur un radeau et repris en mer, est ramené à Saïgon.

31 DÉC. — *L'Impartial,* très impressionné par la crise économique et faisant le bilan de 1930, parle de « la faillite de la civilisation mécanique »... Alors, la révolte des indigènes n'est peut-être pas sans raison ?

1er JANVIER 1931. — Légion d'honneur aux officiers et sous-officiers rescapés de Yen-Bay.

Dans le N. Annam le nettoyage continue. Cependant on annonce des manifestations près de Vinh. « Le Résident de Vinh vient d'envoyer sur les lieux des camions transportant des légionnaires et des miliciens avec mission de réprimer l'émeute. »

Etc., etc...

J. PÉRA.

La deuxième étape du mouvement pour l'Unité

Il y a trois mois, l'idée de l'Unité syndicale paraissait morte. La déclaration des 22 a montré qu'elle était simplement engourdie. Sur une simple déclaration, presque sans propagande, cinq cents pionniers de l'Unité se trouvaient rassemblés deux mois après.

Le changement qui s'est produit du 9 novembre au 11 janvier, où s'est tenue la Conférence pour l'Unité à la Bourse du Travail de Paris, n'est rien auprès de ce que peut et doit mettre en branle cette conférence. Déjà à la fin de janvier les cinq cents sont un millier. Cela avant même que le Comité de propagande pour l'Unité ait jeté à travers le pays, par milliers de tracts, le Manifeste élaboré le 11 janvier.

La première phase du mouvement, celle du sondage de l'opinion ouvrière, a dépassé toutes nos espérances. Il était difficile d'escompter le réveil rapide de tant de militants; sans parler de ceux qui rallient chaque jour en voyant que le mouvement est sérieux, et qu'il ne s'agit pas d'une manœuvre sous prétexte d'unité mais d'une franche campagne pour elle.

Les 22, formés de morceaux divers, constitueraient-ils un bloc assez solide pour résister aux pressions qui essaieraient de le disjoindre? On pouvait parfaitement se le demander au début. Je pense qu'aujourd'hui on se le demande moins. Le bloc est solide. Ce n'est pas le hasard qui a rapproché et collé ces morceaux. C'est une même volonté d'unité, née du même sentiment de l'impuissance où se trouve la classe ouvrière du fait de la scission syndicale. Ces îlots de partisans de l'unité existaient, mais sans rayonnement; du seul fait de leur rapprochement ils sont devenus une force, un exemple d'un rayonnement intense.

La deuxième phase s'annonce bien. Que ne peuvent faire mille militants décidés à en mettre un bon coup ! D'autant plus que les mille de fin janvier seront probablement 2 ou 3.000 en fin février, 4 ou 5.000 en fin mars... Mais le plus important n'est pas de rassembler des militants, c'est de réveiller la masse, de rendre espoir aux syndiqués. Le jour où nous aurons, à quelques milliers de militants, mis la classe ouvrière en branle la cause de l'unité sera bien près de triompher.

Cela ne se fera pas tout seul, ni sans à-coups. Les adversaires de l'unité ne se laisseront pas refouler sans résister. Ils sont malins et ils disposent de tous les moyens possibles; ils sont à la tête des deux C.G.T., détiennent tous les appareils de propagande, possèdent des quotidiens, l'un, l'*Humanité*, qui trompe journellement les ouvriers révolutionnaires et leur fait prendre le scissionnisme de gauche pour la meilleure forme de l'unité; l'autre, le *Peuple*, qui trompe les cadres des syndicats confédérés et leur fait prendre le scissionnisme de droite pour la seule manière possible de réaliser l'unité. En face, qu'y a-t-il? Un hebdomadaire, le *Cri du Peuple*, un bimensuel, le *Fonctionnaire syndicaliste*, qui bataillent hardiment; et puis nous, petite revue mensuelle, et quelques organes corporatifs mensuels. Dire qu'avec de si faibles moyens, mais forts d'une grande idée, nous triompherons !

Il y a des adversaires qui se figurent, les uns que l'unité aboutirait au cassage de la vaisselle dans la C.G.T. unique, les autres qu'elle affaiblirait la classe ouvrière par la capitulation des révolutionnaires. Tous ceux-là se trompent. Il faut chercher à les convaincre.

Il y a des adversaires irréductibles de l'unité. Ils ne doivent pas être nombreux. Mais ils sont puissants. Il n'y a évidemment qu'à leur arracher le masque d'unité qu'ils se mettent. La classe ouvrière se chargera du reste.

Il y a une troisième catégorie d'adversaires, celle des éternels suiveurs de toutes les majorités. Ils sont aujourd'hui contre l'Unité, parce que c'est le point de vue dominant tant à la C.G.T. qu'à la C.G.T.U. Quand ils verront la majorité changer de camp, vous les verrez suivre le mouvement, et peut-être le dépasser.

Ça, c'est demain. Sinon après-demain. Nous n'y sommes pas encore. Nous ne sommes qu'au début de la deuxième étape; et elle comporte de sacrées côtes à grimper.

⁂

Voilà deux numéros que j'ai dû laisser sur le marbre le point de vue des trotskystes français sur la déclaration des 22. J'ai beau consacrer plus de pages chaque mois à l'Enquête, il est impossible de publier sans quelque retard tout ce qui paraît de plus caractéristique. Surtout que l'article était de taille. En bons communistes, les rédacteurs de la *Vérité* savent faire long. Depuis, Trotsky en personne a donné son opinion sur le mouvement d'unité syndicale. A reproduire aussi, évidemment. Il faudrait, en outre, pouvoir republier aussi le compte rendu de la conférence tenue à Noël par l'Opposition unitaire (*Vérité* du 2 et du 9 janvier), mais nous n'en avons vraiment pas la place. Nous devons nous borner à reproduire l'intervention de Dommanget et la résolution votée à la fin de la discussion.

J'ai répondu brièvement le mois dernier à Trotsky; je serai certainement amené un de ces jours à examiner plus amplement la conception qu'il a du mouvement syndical; je ne relèverai aujourd'hui qu'une autre de ses appréciations. Il estime que je fus un « allié peu sûr ». S'il veut parler de moi personnellement, je lui souhaite de trouver à ses côtés beaucoup d'alliés aussi peu sûrs. S'il veut parler de l'alliance du syndicalisme révolutionnaire et du bolchevisme, qui s'était formée durant la guerre et renforcée après la Révolution russe, je puis dire sans hésiter que s'il est un allié peu sûr c'est le bolchevisme et non le syndicalisme révolutionnaire. Beaucoup de syndicalistes de France, d'Espagne, d'Italie, de Hollande, d'Angleterre, d'Amérique, de ces véritables syndicalistes révolutionnaires qui ont été de Zimmerwald à ces années dernières, les alliés des bolchevistes, sont arrivés à cette conclusion que le bolchevisme ne peut pas admettre des alliés mais des instruments. Ils l'ont invité alors à s'adresser à d'autres.

Les militants de l'Opposition unitaire, et pas seulement ceux de l'Enseignement, seront bien obligés d'arriver à la même conclusion. Les illusions qu'ils gardent, nous les avons connues; mais ils les perdront comme nous les avons perdues. Ou bien ils

retourneront au parti communiste coloniser les syndicats.

Leur embarras à se mettre d'accord sur un texte commun relatif à l'unité syndicale est compréhensible. Ce qui ne l'est pas, c'est que cette résolution de l'Opposition unitaire, résolution Dommanget amendée, semble dire exactement le contraire de ce que Dommanget avait déclaré dans son intervention; « l'unité est une illusion et une chimère ». A l'exemple des dirigeants de la C.G.T. et de la C.G.T.U., ceux de l'Opposition unitaire cacheraient-ils leur refus de l'unité sous de savantes conditions, et voudraient-ils paraître la vouloir tout en n'en voulant point? Ou bien ont-ils fait un nègre blanc dans le dessein de donner satisfaction apparente aux adversaires de l'unité comme à ses partisans?

Quoi qu'il en soit, cela donne un caractère vraiment comique à cette prétention : « Nous devons montrer que les 22 ne sont pas pour l'unité. »

Sont pour l'unité, sans doute, ceux qui déclaraient en juin que l'unité n'est ni réalisable ni souhaitable et qui déclarent en décembre qu'elle est une illusion et une chimère.

Les mêmes sont très qualifiés pour affirmer en outre qu'en fixant la charte d'Amiens comme base d'unité syndicale on retranche de l'unité les communistes et les sympathisants, ce qu'ils appellent « tout le tronçon révolutionnaire de la classe ouvrière ». Pas seulement l'un des tronçons révolutionnaires, mais tout le tronçon.

Le mérite de la charte d'Amiens c'est de faire place dans l'unité syndicale même à ceux qui n'acceptent pas cette charte. Les guesdistes du Textile purent rester dans la C.G.T. tout en combattant la charte d'Amiens. Celle-ci ne rejette personne. Tandis que Jouhaux rejette non seulement les communistes mais les adversaires du Conseil National Economique et du Bureau International du Travail et que Monmousseau rejette tout ce qui n'est pas dans la « ligne » de l'Internationale communiste, c'est-à-dire à peu près tout le monde.

Les militants centristes de l'Enseignement se sont rapprochés des trotskystes par affinité de secte. Ils occupent dans le mouvement syndical une position tout à fait particulière. Les vieux syndicats de l'Enseignement sont le type même des syndicats d'opinion. Ils se constituèrent à un moment où les Amicales d'instituteurs n'osaient pas se transformer en syndicats. Une avant-garde du corps enseignant eut le courage, elle, de se former en syndicats. Elle a accompli un long et méritoire effort, tant au point de vue corporatif qu'au point de vue social. Mais grâce à cet effort, pour une part, — et n'oublions pas que beaucoup de dirigeants des Amicales étaient en même temps syndiqués, — un moment est venu où les Amicales ont enfin osé se transformer en syndicats. Cette transformation ne s'est pas opérée sans crise. Mais une crise toute spéciale, qui n'a rien à voir avec la crise qui secoua la C.G.T. à la fin de la guerre, contrairement à ce qu'a eu l'air de dire Glay dans son article du *Soir*. Comme un homme qui se noie se raccroche à n'importe quelle branche, Glay se raccroche à n'importe quelle explication. Les dissidents des Amicales sont partis à droite, très à droite. Cela n'a rien à voir avec la scission confédérale de 1912.

Maintenant, il y a deux organisations syndicales chez les instituteurs, le Syndicat national fort de 70.000 adhérents, la vieille Fédération de l'Enseignement, qui en groupe 5 à 6.000. Parler d'unité entre les Confédérations amène forcément à envisager l'unité corporative dans l'Enseignement. Des militants de la Fédération repoussent cette éventualité.

Se cabrent-ils par simple instinct de conservation de leur vieille organisation? Ou estiment-ils que le rôle de leur Fédération n'est pas terminé, qu'elle peut rendre encore des services en ne fusionnant pas avec le Syndicat national? C'est leur droit de le penser et de le dire. Mais c'est une question à débattre; une question à décider entre militants de l'Enseignement. Le problème se modifie d'année en année. Les sections du Syndicat national ne sont pas aujourd'hui ce qu'étaient les Amicales avant-hier ni les sections fraîchement issues hier des Amicales, sans parler des sections où se sont déjà fondues, comme dans la Loire, les vieux syndicats. Une volonté d'action se manifeste incontestablement au sein du Syndicat national. En regard, les vieux syndicats de l'Enseignement changent eux aussi, mais pas toujours à leur avantage; les militants de la belle période — ceux qui restent, — se voient bousculer sans respect par les jeunes adhérents recrutés par le parti communiste.

L'unité n'est pas moins utile dans l'Enseignement que dans les autres corporations. Le jour où elle se réalisera, où les 5 ou 6.000 membres de la Fédération pourront entrer dans la nouvelle organisation unifiée de l'Enseignement, en même temps que leurs camarades unitaires des autres corporations pourront entrer la tête haute dans leurs organisations unifiées respectives, ce n'est pas 5 ou 6.000 instituteurs qui s'ajouteront aux 70.000, ce jour marquera le début d'un nouvel élan du syndicalisme universitaire. C'en sera fini du syndicalisme d'opinion; mais s'il est vrai que la Fédération représente non pas tout le levain révolutionnaire du monde enseignant, mais une part, une bonne part, eh! bien ce levain cessera de rancir hors du syndicalisme de masse; il aidera à en faire lever la pâte.

Des militants de l'Enseignement devraient être les derniers à dire que l'unité n'est ni réalisable ni souhaitable, ou bien qu'elle n'est qu'une illusion et qu'une chimère.

⁂

Rien ne souligne mieux l'erreur de Dommanget que l'article de Loriot publié dans notre Enquête. Et plus que cet article, le fait qu'un militant comme lui, qui a personnifié le mouvement communiste pendant la guerre, et jusqu'à la bolchévisation, se soit lassé d'adhérer au Syndicat unitaire de l'Enseignement de la Seine et n'appartienne plus qu'à la Section du Syndicat national.

Dans cet article, Loriot « attrape » avec vigueur Chambelland pour la réponse qu'il fit à Juin, à la Conférence du Comité de l'Indépendance du Syndicalisme et dans le *Cri du Peuple*, quand Juin défendit l'idée de l'unité dans les cadres de la C.G.T.

Je partage complètement l'avis de Chambelland sur ce point. Je ne m'explique pas qu'un camarade comme Juin ait pu défendre un tel point de vue. Je passe sur le fait que Juin, qui appartenait à la Commission du C.I.S. n'ait jamais dit sa pensée devant cette Commission et qu'il l'ait réservée pour ce petit Congrès de la minorité de la C.G.T.U. Je ne veux retenir que deux points qui me paraissent infiniment plus importants.

D'abord celui-ci : La minorité de la C.G.T.U. se réunit pour envisager les moyens de coordonner son action et de donner corps à son groupement. Que lui propose Juin? La sortie de la C.G.T.U. et la rentrée à la C.G.T. Quelqu'un qui aurait voulu torpiller la minorité de la C.G.T.U. ne s'y serait pas pris autrement. Les militants de cette minorité n'ont fait à la proposition de Juin que le sort qu'elle méritait.

A quelle corporation appartient Juin? Aux cochers-chauffeurs. Le syndicat unitaire est le vieux syndicat et le syndicat de masse de la corporation, groupant 7 à 8.000 membres; le syndicat confédéré, dissident, en groupe au plus 500. En suivant sa proposition de faire tout de suite l'unité dans les

cadres de la C.G.T., Juin quitterait son syndicat de masse pour rejoindre un syndicat sans influence. Drôle d'unité! Et cela alors que le vieux syndicat des cochers-chauffeurs s'est toujours affirmé partisan de l'unité syndicale et que, même aujourd'hui où il est coiffé d'une direction communiste, celle-ci pourrait difficilement le faire se déjuger sur ce point.

La situation de Loriot est tout à fait différente de celle de Juin. Loriot qui adhérait, comme beaucoup de militants instituteurs, aux deux syndicats, quitte le syndicat unitaire empoisonné et vidé d'ailleurs par ses dirigeants communistes pour ne rester qu'au syndicat confédéré, où l'atmosphère est plus respirable, et qui représente vraiment le personnel enseignant de la Seine. Juin, au contraire, parle de quitter le syndicat unitaire qui représente vraiment la corporation des Cochers-chauffeurs pour rallier un syndicat inexistant. Rien de comparable, on le voit.

Que Loriot soit las des luttes de tendances et qu'il ne croie plus à la possibilité de redresser la C.G.T.U., on peut se l'expliquer, tout en le déplorant; mais qu'un jeune, entré de ce matin dans la fosse aux ours, soit aussi vite fatigué et qu'il tourne court aussi brusquement, on ne se l'explique pas.

Le dernier mot sur la tactique est loin d'être dit, affirme Loriot. Et sur la théorie non plus. Qui peut affirmer le contraire? Mais favoriser le mouvement d'exode vers la C.G.T. ne peut aboutir d'un côté qu'à renforcer l'argumentation de Jouhaux : « Que nous parlez-vous d'unité et de concessions faites à l'unité ? Ne voyez-vous pas qu'elle se réalise sans cela ? » Et de l'autre qu'à fournir un argument sérieux à Monmousseau : « La minorité de la C.G.T.U. ne veut pas de l'unité mais détruire la C.G.T.U. » Favoriser le mouvement d'exode signifie : cesser de lutter au sein des deux C.G.T. pour les amener à se rapprocher et à fusionner.

On joue beaucoup, et Loriot lui-même, de l'argument suivant lequel on fixerait, reprenant le point de vue de la Ligue syndicaliste, des conditions au rétablissement de l'unité. On insiste même souvent là-dessus. Que cherche-t-on? La Ligue n'a pas pris de brevet. Elle est heureuse de voir son idée reprise. Mais elle n'en est pas surprise. Il n'y a pas trente-six manières de faire l'unité, il n'y en a qu'une seule; il faut la vouloir et, la voulant, faire que la maison puisse accueillir toutes les tendances. La charte d'Amiens est la seule garantie commune. Si on voit une autre garantie, qu'on nous la montre.

⁂

Le manifeste élaboré à la Conférence du 11 janvier a immédiatement provoqué un contre-manifeste de la C.G.T.U., qui a tenu toute une page de l'*Humanité*, une résolution de la C.G.T. et deux articles de Jouhaux, et des commentaires de Léon Blum auxquels Dumoulin a répondu.

Nous pensions pouvoir les reproduire dans ce numéro, mais nous sommes obligés de laisser sur le marbre la réponse de la C.G.T.U. qui n'apporte rien de très nouveau, la quantité en la circonstance rachetant la qualité.

La violence des injures contre les 22 intervient aussi pour compenser la pauvreté des arguments dont disposent les dirigeants communistes. Qu'est-ce que nous avons fait en réveillant l'idée de l'unité syndicale! Qu'est-ce qu'il a fait, cet animal de Dumoulin! Il était à peu près tranquille. Il a suffi qu'il fasse une bonne action, et courageuse, pour qu'on l'inonde d'insultes. Nous sommes des agents du patronat, des complices d'affameurs; chaque jour quelque Revoyre de service est chargé de nous le crier.

Du côté des dirigeants de la C. G. T., on a adopté exactement le ton opposé. Une main sur le cœur on jure qu'on est ardemment pour l'unité, mais on se garde bien de faire la moindre concession. On ne craint même pas d'affirmer que la C. G. T. est instituée sur une base fédéraliste. Ça ne cadre guère avec l'interdiction pour les Unions et les Fédérations de porter à l'ordre du jour de leurs congrès telle question qu'il leur plaît. On invoque contre l'unité nationale l'argument des Internationales. Jamais je n'aurais cru Jouhaux redevenu aussi internationaliste. La paix est revenue, il est vrai.

Léon Blum ne voit pas de grandes chances de réussite au mouvement présent en faveur de l'unité; il redoute que notre tentative imprudente ne nous éloigne du but.

Dans sa pensée se mêlent unité ouvrière, dans le sens d'unité politique, et unité syndicale. La première le préoccupe beaucoup plus que la seconde. Mais nous, c'est la seconde, la seconde seule, qui nous préoccupe et que nous poursuivons.

L'unité syndicale est souhaitable et réalisable tout de suite. L'unité politique? Il est possible que des camarades pensent que l'unité syndicale soit un acheminement vers l'unité politique, qu'elle prépare l'atmosphère où celle-ci serait possible. C'est leur droit. C'est leur affaire. Mais, pour ma part, je ne crois pas qu'on puisse lier le sort de ces deux unités. Je pense même que si l'unité syndicale, l'unité de classe, est impérieusement nécessaire, l'unité politique ne l'est pas.

La plus grave erreur des auteurs du manifeste, selon Léon Blum, serait de lui avoir donné la forme d'une critique âpre contre la direction imprimée à la C.G.T., et d'avoir mis dans le même sac ceux qui ont subi la scission et ceux qui l'ont faite.

Léon Blum connaît mal sans doute les conditions dans lesquelles s'est faite la scission syndicale. Sans cela, il ne la rapprocherait pas ainsi de la scission politique. Si les communistes et Moscou ont fait la scission politique, — et je ne leur en ferai nul grief, me bornant à leur reprocher, et mollement encore, d'avoir raté vers 1924-1925 la plus belle occasion qu'ils aient eue de faire en France un grand parti politique révolutionnaire — les communistes et Moscou n'ont pas fait la scission syndicale. C'est contre eux, Dunois a eu le mot juste, qu'elle s'est faite. Contre les communistes et contre les syndicalistes demeurés fidèles au syndicalisme révolutionnaire.

Oui, il ne faut pas mettre dans le même sac ceux qui ont subi la scission syndicale et ceux qui l'ont voulue. Mais Léon Blum se trompe complètement sur les responsabilités réciproques.

Quant à avoir donné une forme âpre à la critique de la direction imprimée à la C.G.T. et une moins âpre à la critique de la direction imprimée à la C.G.T.U., j'ai eu beau relire notre texte je n'ai pas réussi à y trouver cette faute. Léon Blum a la phobie du bolchevisme, mais il n'a pas celle de l'union sacrée de guerre et d'après-guerre. Il n'est pas seul dans ce cas. Je m'étais fait cette réflexion en lisant l'article de Waroquier dont nous avons reproduit une partie importante le mois dernier : « Il devrait bien avoir la même phobie de l'union sacrée ! »

A mon avis, quel que soit le mal fait au mouvement ouvrier par les méthodes bolchévistes, ce mal est infiniment moindre que celui fait par les pratiques de l'union sacrée et de la collaboration des classes.

Là-dessus je n'espère pas convaincre Léon Blum. Sur la possibilité de réaliser l'unité syndicale non plus, d'ailleurs. De même que Jaurès n'accepta l'indépendance du syndicalisme français qu'une fois que celui-ci l'eut fixée et imposée, de même sans doute Léon Blum ne croira à l'unité syndicale et n'acceptera la nouvelle forme que se donnera le syndicalisme qu'une fois qu'elles seront là. C'est la force syndicale ressuscitée qui le convaincra.— P. MONATTE.

...Mais la voilà, l'enquête sur l'Unité Syndicale

XXXII

Le point de vue des "trotskystes"

La Vérité *du* 21 *novembre a publié ce long article, signé N. et portant le titre : « Qu'est-ce que le manifeste « d'unité » des syndicalistes révolutionnaires ? »*

Le *Cri du Peuple* du 12 novembre a fait au mouvement ouvrier un cadeau — qui n'est pas pour nous une surprise : il publie un manifeste intitulé : *Pour reconstruire l'unité syndicale* signé par des syndiqués confédérés, autonomes et unitaires.

Par ce document, les minoritaires de la C.G.T.U. ont montré que leur but n'était pas seulement l'assainissement de la C. G. T. U. rendue « inhabitable » par la direction de Monmousseau et du Parti, mais que c'était la « reconstruction » de l'unité syndicale entre les deux C. G. T. et les autonomes, dans le cadre de l'indépendance du syndicalisme. Il ne faut pas nier que cela constitue un succès pour la Ligue Syndicaliste de Monatte, mais aussi malheureusement un recul gros de conséquences pour le mouvement syndical révolutionnaire, qu'il faut travailler activement à enrayer.

Le document en lui-même est d'une platitude tout à fait remarquable. Mais cette platitude cache un contenu qu'il faut dévoiler. L'essentiel du document tient dans ces lignes :

« *Des militants syndicalistes ont convenu qu'après dix années de duel fratricide il fallait faire effort pour mettre fin à la division des forces syndicales. Ils se sont mis d'accord pour lancer l'idée de la reconstitution de l'unité syndicale dans une Centrale unique, sur les bases de la Charte d'Amiens. La réalisation de cette idée ne se conçoit, à leur avis, que dans la pratique de la lutte de classe et dans l'indépendance du mouvement syndical, en dehors de toute ingérence des partis politiques, des fractions et des sectes, ainsi que des gouvernements.* » Cela est signé par Monatte, par Dumoulin, par Piquemal, par Rambaud, Engler, Boville, Chambelland, etc...

Chambelland explique ainsi la réunion de ces militants syndicalistes : « Pourquoi étions-nous réunis? Pour examiner si la situation actuelle de la classe ouvrière nécessitait — oui ou non — que des hommes fassent le premier geste pour mettre fin à l'émiettement des forces ouvrières. Pour se demander s'il ne fallait pas, après s'être déchiré, après s'être meurtri hier, se tendre la main aujourd'hui. Pour se demander s'il ne fallait pas, par dessus le passé, se rejoindre et agir! »

En clair, tout cela veut dire : Devant le recul actuel de la classe ouvrière révolutionnaire, devant les graves fautes tactiques et d'organisation du parti communiste et de la C.G.T.U., nous pensons qu'il n'y a plus d'autre voie que de grouper tous les éléments qui sont décidés à secouer la tutelle communiste, pour constituer une force qui, demain — rejoindra la C. G. T. et travaillera à désagréger le front ouvrier révolutionnaire.

L'accueil reçu par le manifeste ne laisse pas de doute à ce sujet. Le *Cri du Peuple* le patronne, mais le *Ça Ira*, de Sellier, lui fait un accueil enthousiaste: « Dix années de division ont assez affaibli la classe ouvrière française, pour qu'on salue avec joie cette rencontre, la plus importante depuis la scission, tant par l'autorité incontestable dont jouissent, dans leurs centrales respectives, les signataires de ce manifeste, que par l'esprit qui paraît les animer... Cette fois, militants de toutes tendances, adversaires hier, qu'aucune des anciennes barrières ne pouvait tenir devant les dangers, guerre et dictature, qui menacent le prolétariat français. » Et plus loin *Ça Ira* laisse échapper la clef de l'avenir : « Si la C. G. T. U. ne se débarrasse pas d'une telle (fausse) politique, l'unité se réalisera *malgré elle et* CONTRE ELLE. »

Ça Ira exprime ouvertement ce que ne peut dire le *Cri* : les « unitaires » nouvelle manière cherchent l'unité avec les réformistes *contre la C. G. T. U.* Cela ne peut faire aucun doute. Les minoritaires de la C. G. T. U. ont primitivement limité leur tâche au « redressement » de la C. G. T. U. Sous l'influence de la Ligue syndicaliste et en suivant la pente fatale, ils en sont venus à chercher l'unité avec Dumoulin, responsable de la scission de 1921. Ce n'est plus « l'indépendance » du syndicalisme, qui est leur programme, c'est la lutte du syndicalisme réformiste contre le communisme.

Après *Ça Ira*, le journal *Monde* a aussi reproduit le manifeste en l'appuyant chaudement. Ainsi se dessine de plus en plus nettement l'ossature de l'organisation qui a à charge aujourd'hui de hâter *sur le plan syndical et politique*, la liquidation du communisme que les dirigeants staliniens favorisent inconsciemment.

L'indépendance du syndicalisme est un mythe. La Charte d'Amiens est une chose morte, comme l'ont maintes fois reconnu, il y a plusieurs années, ceux qui la ressuscitent maintenant. La Charte d'Amiens n'est que le paravent du réformisme, c'est-à-dire de la lutte anti-communiste. La réalisation formelle de l'unité avec les réformistes, sans programme, pour la simple vertu de l'unité « en soi », cela ne peut avoir actuellement d'autres sens qu'une capitulation des révolutionnaires devant les réformistes, qu'un passage au camp des désagrégateurs des forces révolutionnaires du prolétariat.

⁂

Les communistes sont et ont toujours été pour une organisation syndicale unique. Ils ne craignent pas d'être en minorité dans une organisation syndicale unique, même réformiste dans sa majorité, car ils y feront triompher leurs idées au cours de la lutte. Les communistes français n'ont jamais cherché la scission de la C. G. T. Ils ont combattu jusqu'au bout contre cette scission. Ceux qui la voulaient, c'étaient Dumoulin et Jouhaux. Dumoulin, « unitaire » aujourd'hui, est directement responsable de la scission de la C. G. T. Et pourquoi les leaders réformistes cherchaient-ils à exclure les révolutionnaires de la C. G. T. U.? Justement *parce qu'ils étaient réformistes*, parce que la bureaucratie réformiste, colla-

borationniste, corrompue par l'appareil étatique bourgeois, ne peut pas s'accommoder d'une minorité révolutionnaire dans l'organisation, *surtout si cette minorité est en train de devenir une majorité.* La scission a été accomplie en 1921 par l'état-major réformiste de Jouhaux et de Dumoulin parce que le développement de l'influence révolutionnaire (communiste et anarchiste confondues) menaçaient la prédominance de la bureaucratie réformiste au sein de l'organisation syndicale du prolétariat français. Il ne s'agissait pas de querelles d'organisation — il s'agissait de la force réactionnaire de la bureaucratie et de l'idéologie réformiste d'une part, et, d'autre part, de la puissance d'attraction du communisme qui s'exerçait à travers les Comités syndicalistes révolutionnaires dans la C. G. T. La lutte se déroulait entre les deux pôles entre lesquels le prolétariat se différencie constamment, le pôle réformiste et le pôle révolutionnaire.

A cette époque, l'unité a été rompue sciemment, délibérément, par Dumoulin. Et cette rupture n'avait pas le sens d'une querelle d'organisation, mais révélait profondément la lutte qui s'engageait pour la direction du prolétariat dans le sens révolutionnaire ou dans le sens réformiste.

Voilà ce qu'il ne faut pas oublier si l'on veut apprécier à sa juste valeur les courants qui se dessinent actuellement pour l'unité avec ceux qui ont réalisé la scission syndicale.

⁂

La recherche actuelle de Dumoulin, Monatte, Chambelland, Engler, etc..., pour une organisation syndicale unique n'est, pas plus que la scission, un acte dépourvu d'un profond sens politique. Ce sens est moins clair, parce que le mouvement pour la recherche de l'unité débute par l'initiative d'un noyau restreint, alors que la scission s'est produite massivement dans une vaste organisation. Mais il n'en existe pas moins, il n'en est pas moins gros de dangers.

Par la volonté des réformistes, il existe en France deux Centrales syndicales principales. Par la faute des directions de l'Internationale Communiste et de l'I.S.R. depuis plusieurs années, la C. G. T. U. a subi une forte baisse d'influence alors que la C. G. T. raffermissait ses positions. Mais cela ne change rien à la position de la question, qui est la suivante : puisqu'il existe deux Centrales syndicales — par la volonté des bureaucrates collaborationnistes — la Centrale révolutionnaire (C.G.T.U.) doit lutter hardiment pour la direction de la lutte des masses, en pratiquant vis-à-vis des ouvriers réformistes *le front unique.* La politique du front unique, telle que l'I. C. et l'I. S. R. l'ont définie en 1922, reste pour les communistes et les syndiqués révolutionnaires, la seule façon de réaliser l'unité en accord avec les tâches historiques fondamentales du prolétariat.

Abandonner systématiquement cette position, sous prétexte que la direction stalinienne de la C. G. T. U. suit une mauvaise direction et commet de graves fautes, alors que la C. G. T. réformiste se renforce, cela ne peut avoir d'autre sens que de se fermer les portes vis-à-vis de l'aile révolutionnaire, communiste, du prolétariat, et les ouvrir du côté de l'aile réformiste. Dans le pacte Dumoulin-Chambelland, c'est Dumoulin qui gagne, et Chambelland qui perd. Oublions le passé! s'écrie Chambelland. Mais ce passé, ce n'est rien d'autre que l'histoire de la scission faite par les réformistes contre le prolétariat révolutionnaire, que l'histoire de la lutte des communistes — malgré leurs fautes immenses — pour étendre leur influence sur les masses syndiquées et pour ruiner la confiance de ces masses dans les états-majors réformistes. C'est aussi l'histoire des efforts de Monatte — 1924 — pour travailler avec le Parti communiste dans la C. G. T. U. De toute cette histoire, Chambelland dit : oublions-là! Quel autre sens cela peut-il avoir que celui d'abandonner des perspectives révolutionnaires pour les perspectives réformistes? Les formules du « syndicalisme révolutionnaire », revêtues de quelques accessoires défraîchis arrachés à l'arsenal d'avant-guerre, marquent plus ou moins ce glissement. Mais elles ne peuvent déjà plus travestir le sens accablant que prend la participation de Dumoulin à l'opération « unitaire » de Monatte.

La recherche de l'unité avec les Dumoulin, c'est aujourd'hui l'acceptation implicite du travail accompli par les scissionnistes en 1921, la justification de ce travail, et, au fond, l'incapacité d'en tirer plus longtemps les leçons nécessaires; c'est *l'aggravation* des conditions faites à la direction syndicale révolutionnaire du prolétariat.

⁂

Le monde ouvrier en lutte est arraché entre deux pôles : le réformiste et le révolutionnaire. Ce fait a une signification internationale. Le pôle réformiste, c'est celui de la lutte sans merci contre le communisme révolutionnaire, pour le soutien des formes démocratiques de la domination bourgeoise. En Angleterre, en Allemagne, les syndicats sont les appuis principaux de l'Etat bourgeois. En France, la C.G.T. joue plus ou moins bien ce rôle. Malgré les concessions que la bureaucratie réformiste est obligée de faire parfois aux ouvriers en lutte — pour mieux les enchaîner — la pointe de son combat est toujours dirigée contre le communisme. Les « minoritaires » de la C. G. T. ferment délibérément les yeux sur cet aspect de la question. Ils parlent de « mettre fin à la division des forces syndicales », avec les minoritaires de la C. G. T. U. et les autonomes. Mais de quelles forces syndicales s'agit-il? Toute la question est là! La recherche de l'unité organique, indépendamment de la tendance, ne peut se faire aujourd'hui qu'au profit d'une Centrale au détriment de l'autre. Il est clair que Chambelland, Engler et autres ont choisi la Centrale réformiste. Déjà le courant d'autonomie déclenché dans de nombreux syndicats de la C. G. T. U. par les minoritaires s'est révélé menaçant. Il ne pourra maintenant que s'accentuer. Or, l'autonomie, c'est la porte large ouverte vers le réformisme, car il n'y a pas place pour une troisième C. G. T.

Le sens de « l'unité syndicale » à la Monatte, ce n'est pas seulement l'abandon de la C. G. T. U., c'est aussi, par voie de conséquence toute naturelle, la lutte anticommuniste. Il est indéniable que la C. G. T. U. représente dans son ensemble une force révolutionnaire qui subit directement l'influence communiste. Prenant prétexte de ce que la liaison entre la C. G. T. U. et le parti est défectueuse, de ce qu'elle est mécanisée, de ce qu'elle contribue à affaiblir la C. G. T. U. au lieu de la renforcer, Chambelland et les syndicalistes « purs » combattent *l'influence communiste elle-même,* d'où qu'elle vienne. Contre l'opposition de gauche qui ne veut sous aucun rapport imiter la direction du parti dans sa besogne de mécanisation des syndicats unitaires, Chambelland a développé les mêmes griefs que contre la direction du parti. C'est qu'il s'en prend au principe, au programme, à la stratégie, aux méthodes du communisme. Il essaye de nier le communisme et aussi le réformisme, au profit d'une résurrection fantômatique du syndicalisme révolutionnaire d'avant-guerre.

Les immenses déplacements de forces de classes qui se sont produits dans le monde depuis 1914, restent lettre morte pour lui. Or, dans le stade actuel du

développement de la lutte de classes mondiale, le communisme, appuyé sur la victoire d'Octobre, représente la principale force révolutionnaire prolétarienne organisée. Il suffit de regarder, non seulement en France, mais en Europe et en Extrême-Orient. Nier le communisme, c'est l'attaquer, c'est travailler pour ses ennemis.

⁂

L'écueil principal dans la lutte contre les minoritaires réformistes, c'est la politique des dirigeants de la C. G. T. U. elle-même. Monmousseau et son appareil alimentent à jet continu le moulin du réformisme. La diminution des effectifs de la C. G. T. U. autour de 300.000 membres alors que la C. G. T. en a regagné plus de 600.000, n'est pas seulement le résultat de la répression gouvernementale. Elle est surtout la conséquence de la politique radicalement erronée qui a été suivie par les dirigeants de la C.G. T.U. depuis plusieurs années, en application de la tactique décrétée par l'I. C.

Jamais les tentatives de désagrégation des syndicats révolutionnaires genre Chambelland-Dumoulin ne pourraient se produire si facilement si la direction de la C.G.T.U. était autre. C'est en cela que la responsabilité de Monmousseau, Semard, Lozovsky, etc..., est énorme, capitale. Et c'est aussi pour cela qu'on ne peut rendre sa vitalité à la C. G. T. U., contre les réformistes et les minoritaires, *qu'en écartant la direction Monmousseau, qu'en changeant le cours intérieur et l'action qu'elle impose à la C. G. T. U.*

Si Dumoulin, auteur de la motion scissionniste de 1921, peut impunément reprendre aujourd'hui le mot d'ordre de l'unité syndicale, *et être écouté*, la faute en incombe largement à Monmousseau et Cie. Car Dumoulin et Chambelland parlent d'unité syndicale contre la C. G. T. U.

La confiance qu'une fraction importante de la classe ouvrière fait aux chefs réformistes ne peut être détruite d'un seul coup, par l'effet de la propagande ou de la simple discussion. Il y faut l'expérience vivante de la lutte. Or, cette expérience les ouvriers ont eu à maintes reprises l'occasion de la faire, mais chaque fois la direction Monmousseau les a empêchés d'en tirer la leçon. C'est ainsi que des syndicats, des fédérations entières, ont perdu, ou à moitié perdu, confiance dans les chefs de la C.G.T.U. La récente « troisième période » a été l'époque la plus catastrophique et décisive sous ce rapport : elle a véritablement fourni le terrain sur lequel s'est exercé la propagande de Chambelland. La grève du Nord du mois d'août a mis à nu cette situation. Ni le parti ni la C.G.T.U. n'ont pu mordre sur des dizaines de milliers de grévistes, alors que les réformistes trahissaient la grève sans aucune difficulté. Devant des échecs de cette envergure, *devant l'absence complète de critique de la part de la direction* de la C.G.T.U., devant le silence fait sur cet événement capital, comment s'étonner que la propagande des Chambelland trouve un terrain propice?

⁂

Le meilleur moyen de lutter contre le réformisme, c'est de combattre avec une bonne politique révolutionnaire. C'est de rendre au mouvement communiste et unitaire sa puissance efficace. C'est l'opposition de gauche qui représente une telle politique.

Nous ne concevons l'unité prolétarienne que comme une unité révolutionnaire du front prolétarien contre la bourgeoisie, pour discréditer et désagréger le réformisme. Dans les conditions actuelles cela ne peut être obtenu que par les saines méthodes communistes. Au travail de désagrégation de la C.G.T.U, réalisé par les minoritaires dans la C.G.T.U. pour le profit ultérieur de la C.G.T., il faut opposer une juste politique révolutionnaire. Une bonne direction de la C.G.T.U., débarrassée des cabrioles, du sectarisme, de la bureaucratisation qui s'est déversée du parti sur les syndicats unitaires, pourra, devra redresser le front unique prolétarien contre les liquidateurs réformistes.

Au mot d'ordre mensonger de *l'Unité syndicale avec Dumoulin*, nous opposons le mot d'ordre du *front unique révolutionnaire*. Ce mot d'ordre a été lumineusement analysé par le 3ᵉ Congrès de l'I.C. Son application doit toujours nous guider.

L'unité avec les réformistes de la C.G.T., dans une organisation commune est rendue impossible par leur faute. Si l'expérience de la scission de 1921 en France n'était pas suffisante, l'expérience actuelle de l'Allemagne, où la bureaucratie des syndicats « libres » exclut systématiquement tous les syndiqués communistes et révolutionnaires, apporterait une illustration nouvelle. Dans l'organisation commune nous luttons jusqu'au bout, sans arrière-pensée, contre la scission. Mais lorsque les réformistes ont réalisé la scission, lorsqu'ils ont montré ainsi leur volonté d'entraîner les ouvriers dans le camp de la bourgeoisie contre les organisations révolutionnaires, nous luttons avec le mot d'ordre du front unique pour gagner les ouvriers aux syndicats unitaires. La baisse d'influence de la C.G.T.U. dans les dernières années ne change en rien notre attitude. Au contraire, elle en rend plus vive la nécessité, elle oblige à l'inflexibilité contre les fautes de la direction Monmousseau, elle redouble la nécessité de la lutte de l'opposition qui permettra une bataille efficace contre les minoritaires partisans de « l'unité syndicale » avec Dumoulin.

La tâche de redressement de l'opposition unitaire dans la C.G.T.U. devient de plus en plus urgente et importante. Il faut dresser vigoureusement la politique du front unique contre le sabotage en vue de « l'unité syndicale ». L'opposition communiste de gauche y aidera de toutes ses forces. — N.

XXXIII

L. Trotsky

La Vérité *du 19 décembre a publié l'article suivant de Léon Trotsky sous le titre : « Monatte a franchi le Rubicon » :*

Il est maintenant ridicule et déplacé de parler d'une action commune avec la Ligue Syndicaliste ou le Comité pour l'Indépendance du Syndicalisme. Monatte a franchi le Rubicon. Monatte s'est rallié avec Dumoulin contre le communisme, contre la Révolution d'Octobre, contre la Révolution prolétarienne en général. Car Dumoulin appartient au camp d'ennemis particulièrement nuisibles et perfides de la révolution prolétarienne. Il l'a démontré dans l'action, de la manière la plus répugnante : Il a rôdé longtemps autour de l'aile gauche pour se rallier au moment décisif à Jouhaux, c'est-à-dire à l'agent du capital le plus servile et le plus corrompu. La tâche du révolutionnaire honnête, surtout en France où les trahisons restées sans châtiment sont innombrables, consiste à rappeler aux ouvriers l'expérience du passé, à tremper la jeunesse dans l'intransigeance, à répéter sans se lasser l'histoire de la trahison de la 2ᵉ Internationale et du syndicalisme français, à démasquer le rôle honteux joué non seulement par Jouhaux et Cie, mais surtout par les syndicalistes français de « gauche », tels que Merrheim et Dumoulin. Celui qui n'accomplit pas cette tâche élémentaire envers la nouvelle génération se prive pour toujours du droit à la confiance révolu-

tionnaire. Peut-on, par exemple, garder une ombre d'estime pour les anarchistes français édentés quand ils montent de nouveau sur l'estrade, en qualité « d'antimilitariste » le vieux bouffon Sébastien Faure qui trafiquait avec des phrases pacifistes pendant la paix et s'est jeté dans les bras de Malvy, c'est-à-dire de la Bourse française, au début de la guerre? Celui qui veut draper ces faits dans la toge de l'oubli, qui octroie l'amnistie aux traîtres politiques, ne peut être considéré par nous que comme un ennemi irréductible.

Monatte a franchi le Rubicon. De l'allié peu sûr il est devenu tout d'abord l'ennemi hésitant, pour devenir ensuite l'ennemi direct. Nous devons dire cela aux ouvriers clairement, hautement et sans ménagement.

Aux hommes bonasses et aussi à quelques malins qui se donnent l'air bonasse, notre appréciation pourra paraître exagérée et « injuste ». Puisque Monatte fait l'union avec Dumoulin, *uniquement* pour le rétablissement de l'unité du mouvement « syndical »! Uniquement! Les syndicats, voyez-vous, ce n'est pas un parti, ni une « secte ». Les syndicats, voyez-vous, doivent embrasser toute la classe ouvrière, tous ses courants; on peut donc travailler sur le terrain syndical à côté de Dumoulin, sans prendre la responsabilité ni pour son passé, ni pour son avenir. Des réflexions de ce genre constituent une chaîne de ces sophismes bon marché avec lesquels aiment jongler les syndicalistes et socialistes français quand ils veulent cacher un marchandage pas trop odorant.

S'il existait en France des syndicats unifiés, les révolutionnaires n'auraient évidemment pas quitté les organisations à cause de la présence des traîtres, des transfuges, des agents patentés de l'impérialisme. Les révolutionnaires n'auraient pas pris sur eux l'initiative de la scission. Mais en entrant ou en restant dans ces syndicats, ils auraient orienté tous leurs efforts pour *démasquer devant les masses les traîtres en tant que traîtres,* afin de les compromettre sur la base de l'expérience des masses, de les isoler, de leur enlever la confiance et en fin de compte d'aider les masses à les ficher dehors. Cela peut seul justifier la participation des révolutionnaires aux syndicats réformistes.

Mais Monatte ne travaille guère côte à côte avec Dumoulin dans le cadre des syndicats comme il est arrivé plus d'une fois aux bolchéviks de travailler côte à côte avec les mencheviks, menant une lutte systématique contre eux. Non, *Monatte s'est uni à Dumoulin comme avec un allié* sur une plate-forme commune, créant avec lui une fraction politique ou une « secte » s'exprimant avec le langage du syndicalisme français afin de mener ensuite une croisade politique pour la conquête du mouvement syndical. Monatte ne lutte pas contre les traîtres sur le terrain syndical, au contraire, il s'est associé à Dumoulin et le met en vedette, se présentant aux masses comme son tuteur. Monatte dit aux ouvriers qu'on peut aller la main dans la main avec Dumoulin, contre les communistes, contre l'I.S.R., contre la Révolution d'Octobre, et par conséquent, contre la révolution prolétarienne en général. Telle est sans fard la vérité que nous devons dire à haute voix aux ouvriers.

Quand nous avons autrefois défini Monatte comme un *centriste qui glisse vers la droite,* Chambelland a tenté de transformer cette définition scientifique entièrement juste en une plaisanterie de feuilleton et même de nous rejeter cette appellation de centriste, comme le joueur de football renvoie le ballon d'un coup de tête. Hélas la tête en souffre parfois! Oui, Monatte était un centriste et dans son centrisme étaient contenus tous les éléments de son opportunisme évident d'aujourd'hui.

A propos des exécutions des révolutionnaires indochinois au printemps de cette année, Monatte a développé d'une façon détournée le plan d'action suivant:

« Je ne comprends pas qu'en de pareilles circonstances les partis et les organisations qui disposent des moyens nécessaires n'envoient pas députés et journalistes enquêter sur les lieux mêmes. Sur sa dizaine de députés le parti communiste, sur sa centaine le parti socialiste ne pouvaient-ils prélever une Commission d'enquête qui serait revenue avec les éléments d'une campagne capable de faire reculer les colonialistes et de sauver les condamnés ? (*R. P.* N° 104).

Avec des reproches hautains d'un pion, Monatte a donné aux communistes et aux social-démocrates des conseils sur la façon de lutter contre les « colonialistes ». Les social-patriotes et les communistes étaient pour lui il y a six mois des gens *du même camp* qui n'avaient qu'à suivre les conseils de Monatte pour exécuter une bonne politique. Pour Monatte n'existait même pas la question de savoir de quelle façon les social-patriotes peuvent lutter contre les « colonialistes », alors qu'ils sont les partisans et les exécutants pratiques de la politique coloniale. Peut-on donc gouverner des colonies, c'est-à-dire des nations, des tribus, des races, sans fusiller des émeutiers, des révolutionnaires, qui cherchent à s'affranchir du joug colonial répugnant? Messieurs les Zyromski et leurs semblables ne sont pas hostiles à présenter à chaque occasion propice une protestation de salon contre la « bestialité » coloniale; mais cela ne les empêche pas d'appartenir au parti social-colonialiste qui a associé le prolétariat français à un cours chauviniste pendant la guerre dont un des buts principaux était de conserver et d'élargir les colonies au profit de la bourgeoisie française. Monatte a oublié tout cela. Il a raisonné comme s'il n'y avait pas eu après cela de grandioses événements révolutionnaires dans une série de pays d'Occident, d'Orient, comme si différents courants ne s'étaient pas révisés dans l'action et révélés à l'expérience. Il y a six mois, Monatte faisait mine de commencer l'histoire à son début. Et pendant ce temps, l'histoire s'est à nouveau moquée de lui. Mac Donald, le coreligionnaire des syndicalistes français, à qui Louzon a donné récemment d'incomparables conseils, envoie aux Indes non des commissions d'enquête libératrices mais des troupes et vient à bout des Hindous d'une façon plus répugnante que n'importe quel Curzon. Et toutes les canailles du trade-unionisme britannique approuvent ce travail de bourreau. Est-ce par hasard ?

Au lieu de se détourner, sous l'influence de la nouvelle leçon, de « la neutralité » et de « l'indépendance » hypocrites, Monatte a fait au contraire un nouveau pas, cette fois-ci décisif, dans les bras des Mac-Donald et Thomas français. Nous n'avons plus à discuter avec Monatte.

***

Le bloc des syndicalistes « indépendants » avec les agents déclarés de la bourgeoisie a une grande signification symptomatique. Aux yeux des philistins les choses se présentent comme si les représentants des deux camps avaient fait un pas l'un vers l'autre au nom de l'unité, de l'arrêt de la lutte entre frères et d'autres douceurs. Il ne peut rien y avoir de plus dégoûtant, de plus faux que cette phraséologie. En réalité, le sens du bloc est tout autre.

Dans les milieux variés de la bureaucratie ouvrière et aussi en partie dans les milieux ouvriers mêmes, Monatte représente ces éléments qui ont tenté de s'approcher de la Révolution, mais qui ont perdu leur espoir en elle par l'expérience des dernières dix ou douze années. Pourquoi donc voyez-vous qu'elle se dé-

veloppe par des chemins si compliqués et si embrouillés qu'elle amène des conflits intérieurs, de nouvelles et de nouvelles scissions, qu'elle fasse, après un pas en avant un demi pas et parfois un pas entier en arrière ? Les années de la stabilisation bourgeoise, les années de reflux révolutionnaire ont accumulé le désespoir, la fatigue, les dispositions opportunistes dans une certaine partie de la classe ouvrière. Tous ces sentiments n'ont mûri qu'aujourd'hui dans le groupe Monatte et l'ont poussé à passer définitivement d'un camp à l'autre. En chemin Monatte s'est rencontré avec Louis Sellier, qui avait ses raisons pour tourner le dos, couvert des mérites municipaux, à la Révolution. Monatte et Sellier sont partis ensemble. A leur rencontre, personne n'est venu d'autre que Dumoulin. Cela veut dire qu'au moment où Monatte se déplaçait de gauche à droite, Dumoulin a jugé opportun de se déplacer de droite à gauche. Comment cela s'explique-t-il ? C'est parce que Monatte en tant qu'empirique — et les centristes sont toujours des empiriques, autrement ils ne seraient pas des centristes — a exprimé ses sentiments de la période de stabilisation à un moment où cette période *a commencé à se transformer en une autre, beaucoup moins tranquille et beaucoup moins stable.*

La crise mondiale a pris une taille gigantesque et pour le moment elle s'approfondit. Personne ne peut prédire où elle s'arrêtera ni quelles conséquences politiques elle entraînera. La situation en Allemagne est tendue à l'extrême. Les élections allemandes ont entraîné des éléments aigus d'inquiétude non seulement dans les rapports intérieurs mais aussi dans les rapports internationaux, montrant à nouveau sur quelle base repose l'édifice de Versailles. La crise économique a débordé les frontières de la France, et nous y voyons déjà, après une longue interruption, le commencement du chômage. Pendant les années de prospérité relative, les ouvriers français ont souffert de la politique de la bureaucratie confédérale. Pendant les années de crise, ils peuvent lui rappeler ses trahisons et ses crimes. Jouhaux ne peut pas ne pas être inquiet. Il a, nécessairement, besoin d'une aile gauche, peut-être plus nécessairement que Blum. A quoi sert donc Dumoulin ? Il ne faut évidemment pas penser que tout est rangé comme les notes d'un clavier et a été formulé dans une conversation. Cela n'est pas nécessaire. Tous ces gens se connaissent, ils savent de quoi ils sont capables et en particulier dans quelle limite l'un d'entre eux peut aller à gauche, impunément pour lui et pour ses patrons (1).

Dumoulin se range dans la marche comme l'aile gauche de Jouhaux, au moment même où Monatte qui s'est déplacé continuellement à droite a décidé de franchir le Rubicon. Dumoulin doit rétablir au moins un peu sa réputation — avec l'aide de Monatte et sur son compte. Jouhaux ne peut pas faire d'objection quand son propre Dumoulin compromet Monatte. D'une telle façon, tout est en ordre : Monatte a rompu avec le camp gauche au moment où la bureaucratie confédérale a senti la nécessité de couvrir son flanc gauche découvert.

Nous analysons ces déplacements personnels non pour Monatte, qui fut autrefois notre ami, et certainement pas pour Dumoulin, que nous estimons depuis longtemps déjà comme un ennemi irréductible. Ce qui nous intéresse, c'est la signification *symptomatique* de ces regroupements de personnes, qui reflètent des processus beaucoup plus profonds dans les masses ouvrières elles-mêmes.

(1) Le fait que la bureaucratie confédérale garde envers Dumoulin une attitude d'expectative et critique, parfois même avec une nuance d'hostilité, n'infirme en rien ce qui est dit plus haut. Les réformistes doivent prendre leurs mesures de précaution et surveiller Dumoulin pour que celui-ci ne se laisse pas trop entraîner dans la besogne dont les réformistes l'ont chargé et pour qu'il ne franchisse pas les limites assignées.

Cette radicalisation que les criards ont proclamée deux ans avant, s'approche indiscutablement aujourd'hui. La crise économique est arrivée en France, il est vrai, avec retard, il n'est pas exclu qu'elle s'y déroule d'une façon adoucie en comparaison de l'Allemagne. L'expérience seule peut établir cela. Mais il est indiscutable que la passivité équilibrée dans laquelle se trouvait la classe ouvrière française pendant les années de la soi-disant « radicalisation » fera place dans un temps assez proche à une activité croissante et un esprit de combativité. C'est face à cette nouvelle période que les révolutionnaires doivent se tourner.

Au seuil de la nouvelle période, Monatte rassemble les fatigués, les désabusés, les épuisés et les fait passer dans le camp de Jouhaux. Tant pis pour Monatte, tant mieux pour la Révolution !

La période qui s'ouvre ne sera pas une période de croissance de la fausse neutralité des syndicats, mais au contraire, la période de fortification des positions communistes dans le mouvement ouvrier. Devant l'opposition de gauche se présentent de grandes tâches. Des succès certains l'attendent. Que lui faut-il pour cela ? Rien que *rester fidèle à elle-même.*

Mais à ce sujet, la prochaine fois.

Prinkipo, 5 *décembre* 1930.

XXXIV

« L'Unité est une illusion et une chimère », dit Dommanget

La Vérité *du* 9 *janvier a publié le résumé suivant de l'intervention faite par le camarade Dommanget à la Conférence de l'Opposition unitaire qui s'est tenue le* 28 *décembre :*

Dommanget déclare que le projet de plate-forme, après les critiques qu'il a subies durant toute la conférence, est retiré. Il sera refait. Mais sur l'unité, il faut une plate-forme, sans tarder.

Dommanget pense qu'il ne faut pas aborder la question ni d'un point de vue abstrait, ni d'un point de vue empirique. Dans le geste des 22, il y a des conditions objectives qui jouent pour tous les problèmes. Mais on dit que l'unité guérira des maux actuels.

Cependant l'expérience montre, avant la scission, que le succès des luttes ouvrières ne dépend pas de l'unité syndicale. En 1920, l'unité n'a pas empêché les chefs réformistes de trahir les plus grandes grèves qui s'étaient produites en France depuis des années. Nous ne pouvons accepter l'unité fétiche. Quand on prend la théorie de l'unité comme la *Vérité* l'a fait à son début, pour dire que l'unité est un bon terrain de propagande pour les communistes, cela peut se soutenir.

C'est juste. Mais que font les 22? Ils comprennent l'unité sous le signe de la Charte d'Amiens. Nous serons d'accord qu'en faisant de la Charte d'Amiens un credo de l'unité syndicale, les communistes et les sympathisants sont rejetés. Par conséquent, les 22 ne sont pas des partisans de l'unité syndicale réelle. Il découle de tout cela qu'une unité syndicale de classe ne peut se définir que par la pratique de la lutte des classes, la démocratie syndicale et la liberté des tendances, si un congrès de base pour la fusion pouvait se réunir. Mais tout cela n'est que théorique.

Concrètement, le problème est autre : nous sommes obligés de conclure que l'unité est une illusion et une chimère; contre le C. I. S. nous disons qu'il n'y a pas de mouvement syndical qui ne soit pénétré d'une idéologie et qui ne gravite dans l'orbe d'une organisation politique. Depuis la guerre nous

voyons qu'il y a deux grandes organisations politiques rivales, d'où il résulte que le mouvement syndical est coupé en deux tronçons. Cela se vérifie dans presque tous les pays. Même en Allemagne nous voyons des mouvements de scission, qui résultent des antagonismes politiques. On ne peut rien faire à cela. Ensuite, à cette fatalité, qui vient du mouvement ouvrier, nous devons ajouter ce qui vient de la bourgeoisie. Depuis la guerre, la bourgeoisie a développé sa stratégie. Elle a créé partout un mouvement syndical à son image. La crise n'existe pas pour rien. Les réformistes sont domestiqués. Cela fait que quand même les capitalistes arriveraient à n'être plus domestiqués, les gouvernements useraient de tous les moyens pour que se refasse une scission. La marche à la scission est inéluctable par suite de l'antagonisme bourgeoisie-prolétariat.

Les deux pôles ne peuvent se rejoindre. Concrètement, sur le plan politique, nous ne pouvons aider à l'unité syndicale. A la lueur de l'expérience, les résultats des tentatives qui se sont produites ne sont pas encourageants. La C. G. T. U., épaulée par l'I. S. R., Fimmen, etc..., n'a pas abouti en 1927. Croyez-vous qu'un groupe de militants puisse dominer un courant puissant comme les antagonismes internationaux ? Non, ils ne peuvent pas nous amener à l'unité syndicale. Théoriquement tout est possible. Concrètement, c'est bien différent. On a dit que la masse était pour l'unité, et les états-majors contre. Les choses sont plus complexes; il y a divers courants dans la masse. Cela dépend des événements. Théoriquement, on veut l'unité et pratiquement il y a des scissions, autonomes, etc... Même si l'on supprime Monmousseau et Jouhaux, les mêmes problèmes se reposeront demain. Les courants sont fondamentaux.

Cette question embrouillée, envisagée unilatéralement, nous devons l'éclairer devant les masses, dissiper toute illusion, montrer que les 22 ne sont pas pour l'unité. Puis nous devons préconiser le front unique comme favorisant concrètement la recherche de l'unité. Et pour cela l'O. U. doit se renforcer dans la C. G. T. U.

⁂

Dommanget lit un projet de résolution sur l'unité syndicale. Puis Rollo en lit une autre. Une commission est nommée pour amender la résolution de Dommanget. La résolution est ensuite adoptée.

XXXV

La résolution de la Conférence de l'Opposition unitaire

En présence du fait nouveau que représente la déclaration des 22, posant une fois de plus devant la classe ouvrière la question de l'unité syndicale,

Rejette, comme une erreur profonde, toute conception de l'unité syndicale qui fait de cette dernière un but en soi et comme un talisman capable de sortir la classe ouvrière du marasme actuel,

Estime qu'en fixant la Charte d'Amiens comme base d'unité syndicale, c'est-à-dire en retranchant de l'unité tout le tronçon révolutionnaire de la classe ouvrière, les signataires, contrairement à leur prétention, ne sauraient être considérés comme de véritables partisans de l'unité. Dans la Centrale syndicale unique doivent trouver place les divers éléments de la classe ouvrière, à quelque parti qu'ils appartiennent, quelque idéologie qu'ils professent. A elle seule doit incomber le soin de fixer son orientation, de définir sa tactique, de choisir ses organismes de direction.

La Conférence considère qu'il est puéril et dangereux de vouloir préserver le syndicalisme des influences extérieures; l'expérience du passé et du présent montrent qu'il subit fatalement l'attirance des mouvements politiques qui se meuvent à ses côtés et qu'il ne peut s'en protéger que par l'adoption de mesures qui rompent son unité. L'indépendance du syndicalisme ne peut avoir d'autre signification que la liberté de choisir, suivant les règles de la démocratie, entre les solutions qui lui sont soumises, quelle qu'en soit l'origine.

L'O. U. considère plutôt comme seules vraiment unitaires les propositions antérieures de la C.G.T.U. portant la convocation d'un congrès de fusion sur la reconnaissance préalable des trois points fondamentaux suivants :

1) pratique de la lutte de classes;
2) démocratie syndicale par la souveraineté des assemblées syndicales à tous les degrés;
3) liberté d'opinion.

Elle pense que l'action commune ou front unique est un moyen pratique excellent pour rassembler les syndiqués de toutes nuances et pour créer cette unité de volonté et de lutte, supérieure à toutes les abstractions comme condition préalable à l'unité d'organisation.

Et préconise le renforcement de la C.G.T.U. par une action vigoureuse de l'O.U. afin de ramener notre centrale syndicale sur sa large base primitive permettant le regroupement du maximum de syndiqués se réclamant de la lutte de classe.

XXXVI

F. Loriot

Le 4 décembre 1930, j'ai adressé au camarade Chambelland la lettre suivante :

« Au lendemain de la publication du manifeste des vingt-deux relatif à l'unité syndicale, j'ai, malgré les sérieuses réserves que j'avais à faire sur ce texte, envoyé mon adhésion.

Il me semblait alors que le fait d'être sincèrement partisan de la reconstitution de l'unité et d'en vouloir dans le plus bref délai la réalisation pratique, suffisait pour cimenter les bonnes volontés autour des vingt-deux.

Le *Cri du Peuple* d'hier m'a apporté la preuve du contraire. Les commentaires dont la rédaction du *Cri* a cru devoir faire précéder le compte rendu de la Conférence minoritaire sont inadmissibles et constituent un véritable acte de scission entre les partisans de l'unité pouvant avoir, sur la tactique à suivre pour la réaliser, des opinions différentes.

Votre propre intervention à la Conférence, si vos paroles ont été exactement rapportées, ne peut que confirmer cette opinion.

Je vous prie donc, en conséquence, de rayer mon nom de la liste des adhérents à votre manifeste.

Unitaire à tout prix, je n'en suivrai pas moins vos efforts avec le plus vif intérêt et je les appuierai dans la mesure de mes faibles moyens. »

Dans les commentaires auxquels il est fait allusion dans cette lettre, la direction du *Cri du Peuple* appréciant, avant d'en donner connaissance, l'intervention du camarade A. Juin qui venait, à la Conférence de la minorité du 30 novembre, de se déclarer partisan de l'unité syndicale dans les cadres de la C.G.T., qualifiait cette intervention de « torpille contre l'unité véritable », « d'attaque brutale », pouvant étonner des camarades, les froisser dans leurs sentiments intimes »; affirmait « que le C.I.S. quoique jeune n'était pas à la merci d'une saute de vent de cette espèce » et, mettant même en cause la bonne foi de Juin, laissait entendre que l'opinion de celui-ci constituait, non seulement une véritable hérésie, mais une sorte de trahison heureusement exceptionnelle.

C'est contre cet état d'esprit, qui n'a assurément rien d'unitaire, que je me suis élevé et que je m'élève encore. Il tiendra certainement éloigné des vingt-

deux nombre de camarades qui veulent résolument l'unité, mais qui considèrent à juste titre que le dernier mot sur la tactique à suivre pour la réaliser est loin d'avoir été dit.

On s'explique mal l'accueil violemment hostile réservé aujourd'hui à l'idée d'une rentrée généralisée dans la C.G.T. De nombreux militants de la C.G.T.U. ont déjà, dans le passé, résolu, pour leur propre compte, le problème de l'unité syndicale en ralliant la C.G.T. Il ne serait pas impossible d'en trouver dans le groupe même des vingt-deux. Cette conception du devoir syndical n'a provoqué, dans la minorité syndicaliste et unitaire, aucune réaction sensible. On pouvait alors, sans être suspecté, penser que le redressement de la C.G.T.U. était impossible et qu'un militant révolutionnaire trouvait à la C.G.T. un meilleur emploi de son activité.

Que s'est-il donc passé pour que le « devoir de rester dans son organisation » soit aujourd'hui devenu si impérieux et si exclusif ? Où sont les arguments décisifs démontrant l'impossibilité de refaire l'unité dans le cadre de la C.G.T. ainsi que les chances sérieuses de la refaire ailleurs ?

On pose des conditions précises à la réalisation de l'unité; on fixe son prix, ses bases doctrinales et tactiques. La lutte pour l'unité devient, ou plutôt reste avec le manifeste des vingt-deux et les commentaires du *Cri du Peuple* une véritable lutte de tendance. On admet en principe qu'on peut « souhaiter la reconstruction de l'unité syndicale et appartenir à toutes les nuances possibles de l'opinion ouvrière. Un franc réformiste peut la vouloir fermement. Un ouvrier socialiste, un ouvrier communiste, un ouvrier anarchiste aussi » (1) ; mais on ne conçoit pas qu'elle puisse se refaire autrement que par l'adhésion préalable de tous ces ouvriers à la Charte d'Amiens et à la doctrine du syndicalisme révolutionnaire.

En outre, comme la scission s'est faite en masse, la rentrée ne pourra se faire qu'en masse, dans une organisation nouvelle se substituant à la C.G.T. et à la C.G.T.U. après un congrès de fusion.

« En aucun cas », écrit le camarade Chambelland dans le *Cri du Peuple* du 3 décembre, « la minorité ne saurait se rallier à la thèse défendue par Juin à la surprise de tous. Nous sommes des syndicalistes et le premier devoir d'un syndicaliste est de rester fidèle à son organisation. » Et il ajoute : « Il nous est impossible de vivre dans la C.G.T. en vaincus. Nous n'acceptons pas la déclaration de faillite du syndicalisme révolutionnaire. »

Ainsi, l'unité de l'organisation de classe du prolétariat n'est pas « le premier devoir », la question « capitale ». L'idée que cette unité pourrait se réaliser dans la C.G.T. est repoussée farouchement au nom d'une sorte *d'honneur syndical* dont les exigences sont imprescriptibles et indiscutables. Pour montrer que le syndicalisme révolutionnaire n'a pas fait faillite, Chambelland ne trouve pas d'autre moyen que de l'imposer comme condition de l'unité.

Juin ne sera certainement pas seul à ne pas suivre Chambelland et le *Cri du Peuple* sur ce terrain.

Il n'y a pas de tâche plus nécessaire, plus urgente que le rétablissement de l'unité syndicale sur le plan national et international. *Tous* les problèmes soulevés par l'action de classe du prolétariat lui sont subordonnés. Le syndicalisme réformiste s'avère, dans la scission, aussi faible, aussi impuissant que le syndicalisme communiste, le syndicalisme anarchiste ou le syndicalisme révolutionnaire.

Quelle que soit la direction dans laquelle s'ouvre la voie de l'unité de classe du prolétariat, le syndicaliste unitaire doit s'engager dans cette voie. Il n'a pas à placer d'avance à l'entrée l'écriteau *Passage interdit* sous prétexte que le chemin n'est pas celui de sa doctrine. Il ne la doit considérer qu'en fonction du but à atteindre.

Les vingt-deux garderont l'incontestable mérite d'avoir forcé le prolétariat organisé à remettre au premier plan de ses préoccupations la question de l'unité syndicale dont il s'était, sous la double influence réformiste et communiste, progressivement détourné. Mais l'unité ne se reconstituera pas sur leur programme.

Les deux C.G.T. se sont, au cours des dix dernières années, retranchées sur des positions doctrinales et tactiques fondamentalement différentes et absolument inconciliables. Les attitudes et les décisions prises de part et d'autre excluent, dans la conjoncture présente, toute idée de rapprochement. Les événements futurs réagiront certainement sur ces deux forces antagoniques, mais pas pour assurer leur développement parallèle et simultané. Ils ne feront que rompre entre les groupes rivaux le rapport de force actuel qui permet encore aux auteurs du manifeste de considérer comme possible un congrès de fusion.

D'autre part, à quel fait nouveau la Charte d'Amiens emprunte-t-elle aujourd'hui un dynamisme que l'histoire de ces vingt-cinq dernières années lui avait fait perdre ?

La minorité syndicaliste de la C.G.T.U. milite depuis longtemps sur les bases de la Charte d'Amiens. Les résultats obtenus, sans être absolument négatifs, ne permettent pas d'espérer que, dans son texte initial, cette charte qui s'est révélée impuissante à assurer le développement de la « Ligue syndicaliste » tirera une vertu nouvelle du fait qu'elle sera présentée comme l'étendard de l'unité.

Sans doute, il est encore possible à l'opposition syndicaliste d'agir au sein de la C.G.T.U. pour faire prévaloir ses vues, mais son action se heurte, non à une idéologie désintéressée, une tendance maîtresse de son inspiration et de ses actes, mais à l'expression concrète, intéressée et serve d'un régime social assez fort pour imposer, même au prix de la division du prolétariat, sa représentation ouvrière. C'est se leurrer que de s'imaginer qu'il est possible, par l'agitation à l'intérieur de la C.G.T.U., d'aboutir à autre chose qu'à une nouvelle scission.

En fait, la minorité syndicaliste dont la pensée s'exprime dans le *Cri du Peuple* est fort loin de menacer sérieusement, dans la C.G.T.U., les positions du bolchevisme. Ses effectifs restent stationnaires, son influence limitée. C'est à tort qu'elle fait état comme d'un succès pour elle de l'attitude de la Fédération unitaire de l'Enseignement. Cette fédération, dans ses éléments les plus représentatifs, se place sur le terrain du bolchevisme de gauche dont Trotsky est l'âme. Elle rejette la Charte d'Amiens et se déclare contre l'indépendance du mouvement syndical. Elle n'est évidemment pas contre l'unité syndicale, personne ne se déclare contre l'unité, mais sa conception unitaire ne se distingue de celle de Monmousseau que par la substitution, comme directeur de conscience du mouvement syndical, du bon P. C. en espérance au mauvais P. C. actuel.

C'est hypothéquer singulièrement l'avenir que d'escompter l'instabilité de cette position et croire que les événements contraindront la Fédération de l'Enseignement à rejoindre l'opposition syndicaliste du *Cri du Peuple*.

L'évolution des forces unitaires sur les bases fixées par les vingt-deux est-elle plus aisée dans la C.G.T.? Il serait, dans la situation actuelle, bien téméraire de l'affirmer. Les réserves sur l'opportunité du geste

(1) Monatte : *R. P.*, 5 décembre 1930.

des vingt-deux comme sur le fond même de leur manifeste formulées par les éléments confédérés (1) les plus sympathiques à la doctrine de lutte de classe et à l'unité syndicale sont, à cet égard, très caractéristiques. Il est certain, dans la position respective des organisations syndicales françaises, que le projet d'un Congrès de fusion, présenté par un groupement extérieur, se heurtera dans la C.G.T. à la presque unanimité de l'opinion confédérale.

Nous voilà donc loin d'un pareil congrès dont la tenue soulève bien d'autres questions d'ordre national et international et qui aurait notamment à décider de l'adhésion du groupement unique à Amsterdam ou à Moscou.

En résumé, s'il est évident que le mouvement syndical français n'a pas trouvé dans la scission sa forme définitive, s'il est vrai qu'il doit nécessairement tendre vers la reconstitution de son unité, aucun signe, aucun symptôme ne permet de croire à l'évolution générale et synchronique des différentes C.G.T. vers les objectifs fixés dans la résolution des vingt-deux.

L'unité ne résultera pas des pourparlers de deux forces syndicales également prospères, représentant chacune des doctrines et des méthodes opposées et traitant d'égale à égale; elle s'imposera comme la conséquence naturelle d'événements qui marqueront l'affaiblissement progressif ou la chute définitive d'une des organisations rivales. Elle se réalisera d'abord partiellement, sporadiquement et deviendra un état de fait que l'acte final, s'il se produit, ne fera que consacrer.

L'unité syndicale en France ne se pose pratiquement que sous deux aspects : unité dans la C.G.T.U.; unité dans la C.G.T.

Est-elle possible dans le cadre de la C.G.T.U.? Non! La C.G.T.U. perd de plus en plus son étiquette syndicale. Les syndicats unitaires sont devenus, en fait, à de rares exceptions près, les véritables (on pourrait presque dire les seules) cellules du P. C. L'air n'y est plus respirable que pour les membres du Parti, ou les bolchevistes masqués, plus orthodoxes encore, désignés sous le vocable de « *sympathisants* ».

Si l'exclusion formelle, pour des raisons tactiques, y reste encore l'exception, on y pratique, par contre, avec un succès dépassant toutes les prévisions, l'art de provoquer l'exclusion volontaire.

Comme le P. C. lui-même, la C.G.T.U. voit diminuer chaque jour son champ de recrutement déjà limité aux couches les plus misérables, les moins conscientes de la classe ouvrière.

Parfaitement bolchevisée, puissamment organisée pour n'être qu'un instrument entre les mains du gouvernement de l'U.R.S.S., la C.G.T.U. n'a pas de vie propre. Son existence même, comme celle de l'I. S.R., est liée au sort d'un régime de dictature sur lequel la désaffection du prolétariat mondial s'étend toujours plus largement.

Enfin, c'est un fait vérifié par les statistiques les plus officielles que, malgré une situation exceptionnellement favorable à son développement, la C.G.T.U., loin de prospérer, se décompose à un rythme qui justifie les alarmes de ses membres les plus clairvoyants.

On peut, sentimentalement, rester attaché à l'organisation et crier : « Sauvons la C.G.T.U.! »; mais il a été jusqu'ici impossible de trouver la formule capable d'arrêter sa dégénérescence. Le syndicalisme de secte trouve en elle son expression la plus complète.

L'hypothèse d'une reconstitution de l'unité au sein de la C.G.T.U. ne peut donc, sous aucune forme, retenir l'attention.

C'est seulement dans le cadre de la vieille C.G.T. que l'unité syndicale en France peut être *pratiquement* envisagée.

Assurément, la route qui aboutit au regroupement dans l'organisation réformiste de la rue Lafayette, n'est ni courte ni facile. Aussi s'agit-il surtout, pour l'instant, d'aborder sans prévention, sans crainte de l'opinion des camarades et des adversaires, l'examen du problème et de réagir contre l'attitude de ceux qui prétendent que « la question ne sera pas posée ».

Sans doute on peut invoquer contre l'idée d'un retour à la C.G.T. de sérieuses raisons.

Il est certain, par exemple, que les dirigeants confédéraux qui ont réussi à faire accepter par leurs troupes, grâce à l'absence d'une aile gauche dans l'organisation, la politique de « *présence* » et « *d'intérêt général* » sont bien décidés à mener la vie dure à ceux qui tenteront d'attaquer leurs positions. Contre les Baldacci, contre « ceux qui, en 1921, ont été parmi les artisans de la scission et qui, revenus aujourd'hui au sein de la C.G.T. voudraient recommencer leur action désorganisatrice, nous saurons, dit Jouhaux (1), défendre notre mouvement. »

Mais il n'y a rien là qui soit de nature à surprendre ou à décourager. Personne n'imagine que le redressement de la C.G.T., son retour à la pratique de la lutte de classe, s'opérera sans conflit de tendance.

On peut objecter également que les fonctionnaires de la C.G.T. échappent, eux aussi, dans une très large mesure au contrôle de la masse des syndiqués; que la démocratie et la liberté d'opinion ne trouvent pas toujours dans les assises confédérales les conditions de leur application normale. Cela est vrai, mais le problème d'un changement possible de régime ne se pose pas, à la C.G.T., dans les mêmes termes qu'à la C.G.T.U.

La direction de la C.G.T. relève encore des congrès et reste prisonnière de formules démocratiques qu'elle ne peut transgresser ouvertement. L'organisation entière est régie par un statut, qui lui assure, au moins théoriquement, sa liberté d'action. Ses rapports avec l'Internationale syndicale ne sont pas comparables avec ceux que la C.G.T.U. entretient avec Moscou. Les appuis que les fonctionnaires confédéraux peuvent trouver à l'extérieur ont une signification qui limite leur emploi et réduit considérablement leur efficacité.

D'ailleurs, telle qu'elle est, même engagée dans la pratique stérile d'une collaboration des classes systématique, même liée plus ou moins ouvertement à des forces politiques contre-révolutionnaires, la C.G.T. reste dans la conjoncture historique présente, qui écarte toute idée d'unité totale, le *seul* terrain sur lequel puisse se faire le *maximum* d'unité syndicale.

Qu'on s'en félicite ou qu'on le déplore, il faut convenir que ses effectifs augmentent. Les syndicats confédérés comptent aujourd'hui parmi leurs membres bon nombre de transfuges de la C.G.T.U. Il serait vain et injuste de condamner leur geste. L'affirmation péremptoire du camarade Chambelland que le devoir est de rester dans son organisation est juste lorsqu'il n'existe qu'une centrale et une menace de scission, mais dans l'état actuel du syndicalisme français et du communisme international, ce principe de fidélité absolue à l'organisation peut devenir un obstacle dressé sur le chemin de l'unité par les unitaires eux-mêmes.

Cet exode vers la C.G.T. est évidemment limité, et

(1) *Ecole Libératrice*, 6 décembre 1930.

(1) *Ecole Libératrice*, 8 novembre 1930. — Jouhaux : Discours au Comité Confédéral National du 24 octobre et mise au point précédant le compte rendu de ce discours.

il serait prématuré d'en vouloir dégager la véritable signification; mais on peut y voir un indice de la façon dont l'unité se reconstituera en France, malgré les dirigeants des deux C.G.T. installés dans la scission et par la pression des militants du rang.

Au lieu de contrarier ce mouvement dans l'espoir chimérique d'un congrès de fusion réalisant le miracle de l'unité totale, il serait mieux de le favoriser.

Ce fut une erreur des syndiqués unitaires, après l'échec de la motion Paris-Etat Rive Droite, de ne pas profiter des circonstances qui obligeaient les dirigeants de la C.G.T. saisis, malgré eux, de la question de l'unité, à les inviter à rentrer individuellement dans les syndicats confédérés.

Ce serait une faute plus lourde de laisser encore aujourd'hui tomber dans l'oubli la réponse que la Commission administrative de la C.G.T. a été contrainte de faire le 21 novembre au manifeste des vingt-deux. Ce document rappelle et confirme que « Les travailleurs désireux de réaliser l'unité doivent entrer dans les syndicats confédérés » et que « le Congrès invite les Syndicats et Fédérations à faciliter la réalisation de l'unité en écartant toute pensée de sanctions du fait exclusif de la scission. »

Qu'on n'objecte pas qu'en s'engageant dans la voie ainsi ouverte, le révolutionnaire fait litière de ses convictions et apporte de l'eau au moulin réformiste. La rentrée à la C.G.T. n'est pas et ne peut être statutairement conditionnée à l'acceptation préalable de formules limitant le droit d'expression du nouvel adhérent. Elle ne peut l'être ni en principe, ni en fait. Les tentatives isolées visant à ce but resteraient vaines si elles se heurtaient à la volonté ferme de résister aux prétentions sectaires de certains adversaires de l'unité. Elles n'ont été jusqu'ici que des manœuvres grossières destinées surtout à discréditer dans les masses unitaires l'idée d'une rentrée générale dans les syndicats confédérés.

Qu'on n'invoque pas davantage la situation difficile qu'aurait dans la C.G.T. l'ancien membre de la C.G.T.U.

Infiniment plus qu'à la C.G.T.U., le crédit d'un militant à la C.G.T. reste fonction de son activité, de sa valeur personnelle et de la force des idées qu'il défend.

Qu'on ne prétexte pas du passage de la réponse de la Commission Exécutive Confédérale au manifeste des vingt-deux dans lequel les dirigeants de la C.G.T. rappellent pour leur garantie personnelle la disposition de la Charte d'Amiens, qui interdit au syndiqué de porter dans le syndicat les opinions politiques qu'il professe au dehors. C'est là précaution vaine dont personne ne tient compte.

La question de l'orientation du syndicalisme s'est toujours posée, se pose et se posera toujours dans les syndicats. Sa discussion ne peut être autre chose qu'une confrontation des opinions politiques; sa solution, que le triomphe d'une politique. Quand la Commission Exécutive parle à ce sujet de la neutralité politique des syndicats confédérés, elle ne fait qu'exprimer sa volonté de perpétuer un état de choses qui lui permet de résoudre sans contrôle le problème de l'orientation politique et sociale de l'organisation entière.

Qu'on ne fasse pas état comme d'un paravent de la répugnance qu'éprouvent les ouvriers de la C.G.T.U. à l'idée d'une rentrée dans la C.G.T.

Il est exact que les ouvriers qui sont sous l'influence du Parti communiste sont, comme leurs chefs, violemment hostiles à tout ce qui échappe au contrôle de Moscou. Mais cette constatation se tourne plus encore contre l'unité suivant la formule des vingt-deux que contre l'unité inconditionnée dans la C.G.T. Elle souligne f--tement la vanité d'un projet de fusion des deux centrales rivales. Pour nous qui ne croyons pas que l'unité résultera d'une évolution convergente des deux C.G.T. aboutissant à leur fusion, qui pensons, au contraire, qu'elle est liée au développement unilatéral de l'une d'elles et qu'elle se réalisera par étapes d'inégale importance, le fait qu'il existe des ouvriers communistes ou autres favorables ou opposés, soit à l'unité elle-même, soit à telle ou telle manière de la réaliser, ne peut que renforcer notre thèse.

Certains groupements de prolétaires resteront plus longtemps que d'autres en marge de l'unité. C'est là, sans doute, une perspective affligeante, mais contre laquelle aucune considération sentimentale ne saurait prévaloir.

D'ailleurs, l'hostilité marquée par les ouvriers contre telle ou telle forme du rétablissement de l'unité n'a jamais été qu'un reflet des luttes de tendance et de l'opinion des chefs. Elle trouve aujourd'hui plus encore que dans le passé son explication dans l'attitude des dirigeants des deux C.G.T. pour qui l'unité n'a jamais été qu'un moyen de réduire l'adversaire, et qui ont laissé s'accréditer l'idée que l'unité n'avait pas à être recherchée pour l'unité, mais pour des fins particulières.

Si la question de la reconstitution pratique de l'unité syndicale n'a pas fait un pas vers sa solution depuis 1921, ce n'est pas seulement parce que les antagonismes des organisations rivales sont irréductibles; c'est aussi et surtout parce que le problème de l'unité n'a jamais été considéré isolément; c'est parce que les partisans les plus désintéressés, les plus sincères de l'unité, groupés dans la « Ligue syndicaliste » comme dans l'opposition de la C.G.T.U. ont formé une tendance beaucoup plus attachée à déterminer les conditions du rétablissement de l'unité que les moyens pratiques de réaliser celle-ci.

On a rompu des lances pour l'indépendance du mouvement syndical, pour libérer les deux C.G.T. de la tutelle des gouvernements et des partis politiques, pour la démocratie syndicale et la Charte d'Amiens, mais cela n'a été que l'opposition normale d'une doctrine aux autres doctrines et non la véritable lutte pour l'unité.

A cet égard, le manifeste des vingt-deux ne marque pas un changement sensible de la direction des efforts unitaires, et c'est, à notre avis, ce qui fait sa faiblesse. Les préoccupations de tendance qu'il révèle sont trop marquées pour ne pas limiter dans le temps et l'espace son influence.

La lutte pour l'unité n'a de sens que si elle vise exclusivement le but à atteindre. L'unité syndicale n'est pas un moyen, mais une fin. On doit la vouloir là où elle peut pratiquement se réaliser, et dans les limites où cette réalisation est possible.

Décembre 1930.

XXXVII

Une lettre de Roger Francq

Je lis dans la *Révolution Prolétarienne* du 5 janvier la note que vous a transmise l'Union des Syndicats de Techniciens (U.S.T.) anciennement l'U.S.T.I.C.A.

Je vous prie de faire connaître à vos lecteurs que la délibération du Conseil exécutif du 20 novembre 1930 a été prise en mon absence, dans des conditions non statutaires, et qu'au surplus, n'ayant pas signé le manifeste des « 22 » au nom de mon organisation, cette délibération est sans objet.

Le manifeste est l'œuvre *personnelle* de militants n'engageant qu'eux-mêmes; tout le monde l'a ainsi compris.

Pour éviter les malentendus et conserver une

liberté d'action sociale complète, j'ai résilié définitivement mes fonctions de secrétaire général assumées pendant un temps beaucoup trop long au gré du partisan de la démocratie syndicale que je suis. Le prochain Congrès de l'U.S.T., de qui je tiens ce poste, aura à en prendre acte.

L'Unité est maintenant lancée. Elle doit être le premier stade de l'unification des efforts de la classe des travailleurs pour se libérer du capitalisme.

XXXVIII

Léon Blum commente le manifeste des 500

Le Populaire *du 15 janvier a reproduit le manifeste des 500 en le faisant précéder de l'article suivant de Léon Blum, portant ce titre : « A propos d'un manifeste. Les conditions de l'Unité syndicale » :*

La réunion tenue dimanche dernier à la Bourse du Travail et dont le *Populaire* a rendu compte, s'est terminée par le vote d'un appel adressé aux travailleurs de France, et intitulé : « En avant pour l'Unité syndicale... »

Les organisateurs de la réunion nous ont demandé de publier cet appel. J'en citerai ci-dessous, en les commentant, les passages principaux. Est-il nécessaire de répéter une fois de plus qu'en prenant ce parti, nous ne croyons, ni usurper sur l'indépendance nécessaire du mouvement syndical, ni commettre, vis-à-vis de nos amis de la C.G.T. un acte de mauvaise camaraderie? Les motifs qui nous déterminent sont clairs, et ne prêtent à aucune ambiguité. Organe du Parti socialiste, nous ne pouvons opposer une fin de non recevoir pure et simple à des militants éprouvés, appartenant d'ailleurs aux tendances les plus opposées de notre propre organisation, comme Zyromski et Digat, par exemple. Journal d'action et d'*information prolétarienne*, nous ne pouvons, de parti pris, passer sous silence des *faits* qui présentent un intérêt indéniable pour un nombre considérable de nos lecteurs. Journal de pensée socialiste, nous ne pouvons fermer les yeux devant les contacts et les répercussions qu'ont nécessairement l'un avec l'autre ou l'un sur l'autre, en dépit de leur indépendance réciproque, le mouvement corporatif et le mouvement politique de la classe ouvrière.

J'ajoute qu'à mes yeux la tactique du silence volontaire n'est jamais habile, ou du moins ne l'est jamais bien longtemps. Même vis-à-vis d'une action que l'on désapprouve, que l'on juge inopportune et périlleuse, la seule conduite efficace reste la publicité et la discussion.

Voilà, franchement exprimées, les raisons pour lesquelles le *Populaire* n'a pas fermé ses colonnes à l'appel voté dimanche. Je dirai avec la même franchise en quoi je ne suis pas d'accord avec ses rédacteurs, pourquoi je redoute que leur tentative imprudente ne les éloigne de leur but, du but qui nous est commun à tous : la reconstitution de l'Unité ouvrière.

Leur plus grave erreur est d'avoir donné à leur appel la forme d'une critique assez âpre contre la direction actuellement imprimée à la C.G.T. Dans un préambule d'ordre général, l'appel retrace à grands traits la suite des déceptions subies par le prolétariat depuis la guerre. Un immense espoir était né, dit-il, mais « *votre élan a été brisé, vos espoirs ont été déçus. La scission syndicale a dressé l'une contre l'autre deux C.G.T....* » Est-ce que, par hasard, dans cette histoire de la scission syndicale, les responsabilités seraient égales, ou même partagées? N'est-il pas injuste de placer sur le même plan ceux qui l'ont subie et ceux qui l'ont voulue, n'est-ce pas fausser d'avance la solution du problème de l'Unité? Et quand l'appel poursuit en retraçant les effets de la scission syndicale : retour offensif de la bourgeoisie et du capitalisme, chômage généralisé, exploitation renforcée des travailleurs, dangers de guerre et de fascisme; quand il montre l'impuissance du syndicalisme divisé devant de tels périls, quand il recherche les causes de cette impuissance, ne commet-il pas à nouveau la même injustice?

D'un côté, dit l'appel : « *La vieille C.G.T. ne s'est-elle pas détachée de la pratique de la lutte de classes, en pensant tirer profit d'une collaboration au C.N.E., à la S.D.N., au B.I.T., et à d'autres institutions officielles de la bourgeoisie? Après dix années d'expérience, ne peut-elle se convaincre que cette méthode n'a donné que peu de résultats positifs pour la classe ouvrière? N'y a-t-elle pas pourtant sacrifié son indépendance et sa puissance d'action?* » Et, en contrepartie de ce dur réquisitoire, quel est « le paquet » de la C.G.T.U.? « *La subordination des organisations syndicales à un parti politique? N'a-t-elle pas dénaturé le caractère de l'action ouvrière en introduisant les pratiques politiciennes dans les grèves et les mouvements revendicatifs; n'a-t-on pas abouti à une série de défaites; n'a-t-on pas abouti à une crise de confiance et parfois même de dégoût?...* »

Je ne puis accepter, pour ma part, cette façon de placer sur le même plan les deux organisations, de les jeter, si je puis dire, dans le même sac. Les rédacteurs de l'appel oublient d'abord que seule la C.G.T. a titre légal, qu'elle est la seule organisation régulière de la classe ouvrière. Et ils omettent ensuite les critiques les plus graves que l'action de la C.G.T.U. devait leur inspirer. Ils lui reprochent d'avoir subordonné le mouvement syndical à l'action d'un parti politique; cela, rien de plus. Mais comment, après avoir accablé la C.G.T. sous l'échec de son « réformisme », n'ont-ils pas du moins, ne fût-ce que pour maintenir l'équilibre, dénoncé la conception faussement révolutionnaire de la C.G.T.U.? Car c'est là son vrai crime, comme celui du bolchevisme : avoir entraîné la classe ouvrière dans une notion absurde et funeste de la Révolution sociale !

Les conséquences de cette erreur se retrouvent dans la partie positive et non plus critique du document. Comment, sur quelles bases reconstituer l'Unité syndicale? Pas de difficulté sur le programme, puisqu'il suffit de reprendre comme le fait l'appel, les formules classiques du syndicalisme : « *Principe et pratique de la lutte de classes; indépendance du syndicalisme vis-à-vis des partis, des fractions, des sectes et des gouvernements; coordination des efforts ouvriers et accroissement du mieux-être des travailleurs...* » Je ne vois pas non plus, du moins je l'espère, de difficulté sur le commentaire que les rédacteurs de l'appel ajoutent à la formule de l'indépendance syndicale et qui flatte une de mes plus chères idées : « *L'indépendance du syndicalisme ne saurait constituer une position d'hostilité à l'égard des partis et groupements qui, sur leur terrain propre, poursuivent également la disparition du capitalisme...* » Mais, en pareille matière, c'est rarement dans les programmes que réside la difficulté principale.

Qui prendra l'initiative? Comment s'établira l'entente? Et surtout quel sort sera réservé aux organisations existantes? Voilà les problèmes vraiment litigieux. Dissolution volontaire des organisations existantes au profit d'une institution nouvelle, fédération ou fusion de ces organisations, absorption de toutes les autres par une d'entre elles : telles sont les alternatives contre lesquelles toutes les tentatives d'unification connues sont venues buter.

Les rédacteurs du manifeste recommandent un

Congrès de fusion sous les auspices et le contrôle de la C.G.T., de la C.G.T.U. et des groupements autonomes. Ce sont donc les organismes responsables et dirigeants des « *centrales syndicales existantes* » qui convoqueraient le Congrès. Je note en passant, avec plaisir, que toute tentative d'unification « par la base » se trouve explicitement écartée. Une expérience assez cruelle nous l'a appris, et personne n'a plus le droit de l'oublier : les tentatives d'unification par la base sur le modèle du front unique, les appels adressés aux masses contre les chefs et en dehors des cadres ne sont jamais, consciemment ou non, que des manœuvres de noyautage et de *division*. Mais les militants réunis dimanche dernier, et qui fondent ainsi une partie de leur espoir d'unité sur une initiative confédérale, croient-ils avoir employé le moyen le plus sûr de la susciter? Et jugent-ils beaucoup plus vraisemblable — quoique sur ce terrain je me sente moins à l'aise pour raisonner — une initiative unitaire?

Ni l'une ni l'autre n'est à prévoir en réalité. Et le Congrès de fusion, à le supposer possible dans les conjonctures actuelles, se heurterait aussitôt à une nouvelle difficulté. Quelle mission lui propose l'appel? « *Non pas constituer une nouvelle C.G.T., mais réunir tous les syndicats confédérés, autonomes ou unitaires dans une C.G.T. unique.* » Dans une C.G.T. Qu'est-ce à dire? Nous avons toujours entendu, conformément aux congrès confédéraux souverains en cette matière, que l'unité se reconstituerait, dans la C.G.T., dans la C.G.T. d'aujourd'hui et d'autrefois, où tous les dissidents de jadis reprendraient leur place. *Une* C.G.T., l'expression est pleine d'équivoque et de périls, et je me sens vraiment préoccupé de cet article. Car s'il s'agit d'une organisation unitaire à créer, ou à recréer, nous sortons manifestement du plan où la C.G.T., comme d'ailleurs le Parti socialiste, s'est toujours obstinément placé. N'y a-t-il là qu'une précaution inspirée par le souci de paraître toujours tenir la balance égale? Il se peut, mais il y a des précautions imprudentes.

Enfin, et je touche ici à la question probablement la plus importante, comment la C.G.T. et la C.G.T.U. pourraient-elles prendre ou accepter l'initiative d'un Congrès de fusion en dehors des Fédérations internationales auxquelles elles sont l'une et l'autre affiliées. Et comment ces Fédérations internationales pourraient-elles accepter que l'unité se trouvât réalisée partiellement, dans le cadre d'un prolétariat national, alors qu'elles resteraient elles-mêmes opposées et divisées. Le problème se pose ici pour le syndicalisme identiquement dans les mêmes conditions que pour le socialisme et l'on ne s'étonnera pas si nous avons quelque peu réfléchi de notre côté. La C.G.T. est affiliée à la Fédération d'Amsterdam; la C.G.T.U. se rattache à l'Internationale syndicale de Moscou. L'une ne peut agir sans l'aveu de Moscou, ni l'autre sans l'aveu d'Amsterdam. Faute de quoi l'on briserait les organisations internationales sans profit d'ailleurs pour l'unité nationale. Pour unifier, il faut s'élever au-dessus du cadre national, des groupements de partis nationaux. Il faut le contact direct et l'entente des Internationales. L'Unité sera internationale ou elle ne sera pas.

Pour toutes ces raisons, je ne vois pas de grande chance de réussite au mouvement que l'Appel tend à propager. Et je rappelle aujourd'hui encore les souvenirs que j'avais évoqués il y a un mois. Dans notre histoire récente de Parti, dans notre expérience de socialistes internationalistes, nous avons pu nous rendre compte qu'en matière d'unification les tentatives prématurées étaient imprudentes, qu'elles se retournaient contre l'intention qui les avait inspirées, que leur échec rendait plus âpres les oppositions entre partis, en y ajoutant l'amertume des discussions intestines, et qu'elles reculaient, finalement, au lieu de la rapprocher, l'échéance fatale de l'Unité. Je souhaite ardemment qu'il n'en soit pas de même au sein du mouvement syndical. Je connais les intentions des auteurs du manifeste. Je sais qu'ils n'ont pas eu d'autre souci que de travailler à l'Unité, que d'entretenir dans les masses ouvrières cet espoir, cette foi nécessaires. Puissent-ils n'en avoir pas rendu les conditions plus difficiles et l'heure plus lointaine!

XXXIX

La réponse de G. Dumoulin à Léon Blum

Dans le Cri du Peuple *du 21 janvier, G. Dumoulin a répondu à Léon Blum par l'article suivant portant ce titre : « En avant pour l'Unité syndicale ! » et ce sous-titre : « Ma réponse aux commentaires de Léon Blum » :*

Le *Populaire* du jeudi 15 janvier a publié dans son intégralité le manifeste sorti des délibérations des militants syndicalistes réunis à la Bourse du Travail, le dimanche 11 janvier. La publication intégrale de ce manifeste par l'organe quotidien du Parti Socialiste vient de la volonté de son directeur, le citoyen Léon Blum, qui considère, qu'à ses yeux, « la tactique du silence volontaire n'est jamais habile, ou du moins ne l'est jamais bien longtemps ».

Cela lui permet d'ajouter que « même vis-à-vis d'une action que l'on désapprouve, que l'on juge inopportune et périlleuse, la seule conduite efficace reste la publicité et la discussion ».

Je suis pleinement d'accord avec Léon Blum sur cette façon de comprendre le journalisme sous sa forme la plus honnête et la plus utile. Cette méthode loyale d'information peut parfaitement se pratiquer sans courir le risque d'être accusé d'usurper sur l'indépendance du syndicalisme ou de commettre un acte de mauvaise camaraderie à l'égard de qui que ce soit. Toutefois, on ne prend jamais trop de précautions quand on se propose de ne pas s'adonner à la pratique du silence et quand on veut opposer la lumière de la discussion aux ténèbres de l'indifférence. Donc, la position prise par Blum ne devrait nous contrarier pas plus qu'elle ne saurait nuire à l'idée que nous répandons.

Léon Blum publie notre manifeste en le faisant précéder de ses propres commentaires. Je sais que son article est le fruit d'une pensée recueillie, d'un travail de réflexion éloigné des soucis et des nécessités immédiates. Son effort de clarté est débarrassé de tout sentiment d'inquiétude et de toute recherche tendant à détruire par avance les germes des légendes présentant déjà la campagne pour l'unité syndicale comme une manœuvre de la S.F.I.O. et un produit de l'électoralisme. Je connais trop Léon Blum, j'ai trop d'estime pour lui, trop d'admiration pour la noblesse de son caractère, pour croire une seconde qu'il a voulu détruire l'accusation suivant laquelle le Parti Socialiste ou la gauche du Parti tireraient les ficelles d'une manœuvre d'unité pour des profits secondaires. Cette pensée pourra, sans doute, effleurer l'esprit de personnes plus subtiles que moi, je ne me soucierai pas de les accompagner dans leurs déductions.

Léon Blum nous donne tort sur la forme et le fond de notre entreprise. C'est là-dessus et là-dessus seulement que je veux lui faire une réponse.

Voyons d'abord la forme en ses différents points à travers lesquels le directeur du *Populaire* a fait passer la critique de sa pensée.

LES RESPONSABILITÉS DE LA SCISSION SYNDICALE

Nous disons dans notre manifeste que les espoirs du proléariat ont été déçus, que son élan a été brisé. La scission syndicale a dressé l'une contre l'autre deux C.G.T. Blum aurait voulu qu'à ce sujet nous revenions sur les responsabilités de la scission syndicale en vue de marquer une fois de plus qu'il y a une C.G.T. régulière et légale et une autre qui n'est ni régulière ni légale. Ce retour au passé ne nous a semblé ni utile ni opportun. C'était remettre en question à la fois les causes profondes, les motifs apparents et les prétextes de la séparation. C'était replacer sur le plan de la polémique les textes dont on s'est servi pour se rejeter les uns sur les autres les responsabilités d'une rupture que personne, dans les tronçons séparés du mouvement syndical, n'a osé prendre à son compte. C'était à nouveau parler des Comités syndicalistes révolutionnaires, de la motion dite Dumoulin, du douloureux Congrès de Lille, de la grève des cheminots et de tout ce qui peut encore aujourd'hui diviser et irriter le prolétariat contre lui-même.

Plus que quiconque, j'ai tenu compte de ce passé et je m'y suis accroché avec toute l'énergie dont j'étais capable. Mais si dix années d'efforts n'ont pas abouti à refaire l'unité par le chemin des textes légaux, il faut bannir le passé et regarder vers l'avenir, autrement la reconstruction unitaire ne se fera pas.

La scission syndicale ne s'est pas faite à Tours, et elle n'est pas la suite fatale de la scission politique du prolétariat sans quoi Blum aurait raison quand il invoque la légalité. A la C.G.T., il n'y a pas eu de coup de pistolet de Zinoviev ni d'exclusive de Moscou prononcée contre des personnes. Il y a eu des malentendus, des erreurs, des actes d'une minorité impatiente qui l'ont conduite à la constitution d'une C.G.T. nouvelle sans que celle-ci ait été pleinement désirée par ses auteurs.

Ce passé ne doit plus vivre, si véritablement on veut que les prolétaires s'unissent à nouveau. J'ajoute encore, sur ce premier point, que dans les pays où se sont constitués des partis communistes contre les partis socialistes, il n'en est pas résulté, sauf en Tchécoslovaquie, des scissions syndicales.

NOTRE PLUS GRAVE ERREUR

Notre plus grave erreur, selon Léon Blum, c'est d'avoir donné à notre appel la forme d'une critique assez âpre contre la direction actuellement imprimée à la C.G.T.

Ce n'est, à mon avis, ni une erreur, ni une erreur grave.

Notre critique ne remonte pas aux origines de la scission. Elle vise à l'analyse d'une tactique et d'une méthode auxquelles, pour ma part, j'ai fait largement crédit pendant dix années. Cette tactique et cette méthode n'ont rien donné au prolétariat. Il nous appartient de le dire, puisque leur acceptation a été imposée comme condition de rentrée aux fonctionnaires autonomes. La direction imprimée actuellement à la C.G.T. ne permet pas que l'unité de tous les prolétaires puisse se réaliser autour d'elle. Nous le disons très loyalement, c'est-à-dire âprement.

Le « paquet » de la C.G.T.U. est moins dur? Notre dosage de critiques n'est pas équilibré.

Telle n'est pas l'opinion des dirigeants de la C.G.T.U. qui, chaque matin, hurlent à tous les échos que nous les persécutons, que notre manifeste est une nouvelle offensive dirigée contre l'U.R.S.S., que nous sommes une fois de plus les agents de la bourgeoisie.

Aussi le reproche d'avoir mis les deux C.G.T. dans le même sac n'est pas mérité. Les événements ont voulu que les hommes qui dirigent la C.G.T. et la C.G.T.U. mettent dans le même sac, un sac bien attaché et alourdi d'un pavé, notre proposition d'unité syndicale, c'est de leur faute si nous les plaçons sur le même plan. Ils pouvaient refuser de s'identifier dans la même volonté d'opposition.

Oui, certes, camarade Blum, comme nous le faisons depuis dix années, nous aurions pu dire dans le manifeste que la direction de la C.G.T.U. commettait le crime d'entraîner la classe ouvrière « dans une notion absurde et funeste de la Révolution sociale ». Mais ne sortions-nous pas par là du caractère de notre manifeste, de son objectif syndical ? Ne lui donnions-nous pas ainsi une couleur, un ton, une nuance qui n'étaient pas tout à fait ceux qui lui convenaient ?

LES DIFFICULTÉS DE LA RECONSTRUCTION

L'éloquent commentateur du manifeste du 15 janvier reconnaît cependant que ce document important possède quelques vertus. Selon lui, selon nous également, le manifeste écarte déjà un certain nombre de difficultés en prévoyant des bases solides pour la reconstruction de l'unité. Le principe et la pratique de la lutte de classe, l'indépendance du syndicalisme, la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs, vont au cœur de Léon Blum. Il se réjouit quand nous disons que « l'indépendance du syndicalisme ne saurait constituer une position d'hostilité à l'égard des partis et groupements qui, sur leur terrain propre, poursuivent également la disparition du capitalisme ». Il est satisfait de voir que nous rejetons tous les projets de front unique à la base, les appels aux inorganisés, et que nous nous adressons aux cadres, aux organismes responsables pour réaliser notre projet.

Je me félicite de voir qu'il est d'accord avec nous sur ces points essentiels et je me sens plus à l'aise pour discuter la suite de ses réflexions. Il pénètre dans les difficultés et les voit insurmontables. Les mots, les termes, les titres qui désigneront la chose l'inquiètent et lui paraissent pleins de périls et d'équivoque. Expliquons-nous là-dessus.

Le Congrès de fusion n'est pas pour demain. Il ne se tiendra pas le jour où se tiendront presque simultanément, en cette année 1931, les deux Congrès de la C.G.T. et de la C.G.T.U. Nous n'espérons pas — ce serait trop beau — que les deux congrès décideront simultanément de se réunir en un seul pour clôturer leurs travaux. Si pareille espérance était réalisable en si peu de temps, les craintes de Blum s'évanouiraient rapidement. L'idée d'abord. L'action convergente en faveur de l'idée dans les deux C.G.T., dans les fédérations nationales, dans les unions départementales, dans les syndicats, dans le pays, auprès de l'opinion publique.

A nos congrès confédéraux respectifs, nous évaluerons, nous ferons le compte des progrès réalisés par l'idée. Nous lutterons, nous débattrons, nous discuterons pour elle.

Le Congrès de fusion n'est pas une panacée absolue. C'est un moyen. Un moyen que nous avons tenu à indiquer pour éviter qu'on nous dise : « Vous n'indiquez aucun moyen. » Pour se développer, l'idée a besoin d'un point de ralliement, d'un lieu de concentration. Pratiquement, quand on veut réaliser, on ne propose pas le vide ou le néant. Le moyen que nous indiquons n'interdit pas d'en proposer d'autres et nous n'hésiterons pas à les utiliser s'ils sont plus hâtifs et plus efficaces.

Une C.G.T. unique ? Ecartons donc ici tout ce qui peut paraître précautionnel et inspiré du souci de « tenir la balance égale » comme si véritablement, je le dis sans malice, nous étions les premiers à user de précautions et à évaluer les poids et les volumes. Plaçons-nous résolument dans la logique des faits.

Là, pas de milieu ; ou bien c'est l'appel pour la rentrée en masse dans la C.G.T. de tous ceux qui l'ont quittée, ou bien c'est notre appel à nous. Logiquement, camarade Blum, vous auriez dû compléter votre pensée par la première de ces indications. Si vous ne l'avez pas fait, c'est sans doute parce que vous la tenez pour inopérante.

N'ai-je pas essayé moi-même ? N'ai-je pas tenté, dans les colonnes du *Populaire*, de convaincre les opposants à la direction actuelle de la C.G.T.U. de rentrer dans la C.G.T. Ils veulent rester où ils sont; ils s'acharnent à une tâche de redressement qui rendra l'unité ouvrière possible et durable. Et puis nous nous heurtons à des sentiments envers lesquels la logique est impuissante et froide. Ce sont les sentiments propres au prolétariat français. On peut penser qu'ils traduisent des préjugés; on n'a pas le droit de ne pas les croire sincères. Abdiquer, se courber, se présenter en pénitents, faire amende honorable, emprunter la petite porte, reconnaître qu'on a tous les torts, n'entre pas dans les goûts de notre prolétariat.

Reste donc notre appel. Reste la fusion. Et la fusion justifie et explique les termes C.G.T. unique. Je ne vois pas en quoi la vieille C.G.T. peut se croire outragée ou diminuée par le fait que le titre « Confédération générale du travail » deviendrait unique. Elle n'a pas à redouter un Congrès de fusion dans lequel elle apporterait le volume et le poids de sa supériorité numérique. Rien ne se fera en dehors d'elle. Seulement, il ne faudrait pas confondre C.G.T. avec direction confédérale et tomber ainsi dans une autre équivoque. La souveraineté des Congrès confédéraux n'appartient ni aux fédérations nationales d'industrie, ni aux unions départementales ; elle appartient aux seuls syndicats. Je pense que notre camarade est informé de cette importante prescription légale qui ne ressemble pas aux prescriptions légales du Parti socialiste qui confère la souveraineté aux fédérations départementales.

L'OBSTACLE INTERNATIONAL

Il n'y a pas d'obstacle international en ce qui concerne la C.G.T. L'Internationale syndicale d'Amsterdam (siégeant désormais à Berlin) ne peut pas interdire à ses C.G.T. nationales de pratiquer les fusions qu'elles jugent nécessaires ou les alliances qu'elles estiment utiles. Les C.G.T. nationales sont autonomes vis-à-vis de la Fédération syndicale internationale d'Amsterdam.

Il y a obstacle international en ce qui concerne la C.G.T.U. dont la direction ne peut décider qu'avec l'assentiment de Moscou. Mais cet obstacle n'est pas invincible, il n'est pas insurmontable. Le connaissant, nous voulons précisément le vaincre nationalement, en nous efforçant de modifier sur ce point la direction de la C.G.T.U.

L'unité sera internationale ou elle ne sera pas ? C'est vouloir exagérer l'obstacle en le présentant comme une forteresse inexpugnable. C'est sans doute vrai pour l'unité politique, mais l'unité syndicale peut se réaliser indépendamment de l'Internationale en se passant de l'aveu de Moscou, en désobéissant à Moscou.

***

En réalité, Blum ne croit pas à la réussite de nos efforts. Il reconnaît, et je l'en remercie, le but louable de nos intentions et que nous n'avons pas « d'autre souci que de travailler à l'unité, que d'entretenir dans les masses ouvrières cet espoir, cette foi nécessaires ». Mais, contrairement à nous, son pessimisme le porte à rechercher ce qui lui paraît négatif et aussi ce qui lui semble se rapprocher des enseignements puisés dans la scission politique. Il ne trouverait sans doute pas notre initiative prématurée s'il voulait bien séparer davantage la scission politique de la scission syndicale ; s'il voulait bien convenir que le principal moteur de l'unité syndicale c'est l'identité des intérêts prolétariens, tandis que les intérêts respectifs des partis politiques rivaux les éloignent les uns des autres et creusent davantage encore le fossé idéologique qui les sépare.

Il est pessimiste ; nous sommes optimistes. Il ne condamne pas, il doute. Nous ne doutons pas et nous marchons avec confiance dans la voie que nous nous sommes tracée.

XL

Une nouvelle déclaration de la C. A. de la C. G. T.

Après plusieurs séances de discussions, la Commission administrative de la C.G.T. s'est mise finalement d'accord sur la résolution suivante, adoptée à l'unanimité dans la séance du 24 janvier, mais publiée seulement dans le Peuple *du 27 janvier :*

La Commission administrative, confirmant à nouveau son attitude sur le problème de l'unité, rappelle qu'elle a à plusieurs reprises invité les Fédérations nationales à interpréter les décisions des congrès confédéraux nationaux dans le plus large esprit de conciliation. Déjà, comme résultat de cette attitude, des réalisations d'unité ont été acquises dans les syndicats et elles ont trouvé tout naturellement leur place dans les Fédérations nationales professionnelles, dans les Unions de syndicats et dans la Confédération Générale du Travail.

La Commission administrative rappelle que la base constitutive de la C.G.T. est le fédéralisme. La C.G.T. ne constitue pas les syndicats et les Fédérations nationales professionnelles ; elle est constituée par eux. Pour être valable, toute unité doit donc se faire d'abord dans les syndicats et dans les Fédérations pour s'inscrire ensuite dans le cadre confédéral.

La Commission administrative déclare qu'en aucun cas l'unité syndicale ne saurait être envisagée par la disparition de la Confédération Générale du Travail, à laquelle serait substitué un nouvel organisme. Cette idée fut, avec raison, condamnée par tous les congrès confédéraux depuis 1922. L'unité ouvrière dans les syndicats, dans les Fédérations nationales professionnelles, dans les Unions de syndicats, dans la C.G.T., dans la Fédération syndicale internationale d'Amsterdam est la seule formule qui soit possible et acceptable si l'on veut vraiment la fin de la division ouvrière.

D'ailleurs, une unité nationale qui ne tiendrait pas compte des conditions nécessaires à l'unité internationale ne saurait être considérée comme un acte profitable aux intérêts des travailleurs.

Pour toutes ces raisons, la Commission administrative demande aux syndicats, Fédérations et Unions confédérés, tout en faisant preuve comme par le passé de l'esprit le plus large de conciliation pour la réalisation de l'unité ouvrière, de ne pas se départir des directives qu'ils se sont eux-mêmes données par les décisions des congrès confédéraux.

XLI

L'exemple d'unité morale corporative des cheminots d'Orléans

Les membres du Comité d'Atelier des Cheminots d'Orléans-Etat, réunis en assemblée générale le 2-1-31 au sujet de la fermeture des Ateliers d'Orléans, après avoir entendu leur délégué traiter de cette question.

Décident que, pour défendre efficacement leur droit, il est indispensable de faire l'Unité de tous les travailleurs à la base. Considérant que l'état de scission actuelle du mouvement ouvrier ne peut être envisagé comme une solution définitive.

Attendu que le syndicalisme, dont la Charte constitutive, votée à Amiens en 1906, prévoit le groupement unique de tous les travailleurs sans distinction d'opinion politique, philosophique ou religieuse.

Considérant que des militants de la C.G.T., de la Fédération Autonome des Fonctionnaires et de la C.G.T.U., oubliant les querelles du passé, dans l'intérêt supérieur de la classe ouvrière, se sont mis d'accord sur un texte d'une déclaration favorable à l'Unité.

Considérant que ce manifeste peut servir de base de discussion en vue du désarmement des haines, indispensable pour préparer les esprits à la reconstitution de l'Unité syndicale détruite.

Demandent à leurs organismes centraux de faire connaître aux syndiqués, par la voix de leur organe corporatif, le manifeste d'unité élaboré pour pouvoir le discuter.

Les membres du Comité d'Atelier d'Orléans, appartenant aux différentes organisations, et inorganisés, décident, tout en restant dans leur groupement respectif jusqu'au Congrès de fusion, de réaliser à partir d'aujourd'hui, l'Unité morale corporative, c'est-à-dire qu'à part les questions administratives et financières, de créer un groupement intersyndical, composé par les Bureaux des organisations intéressées, qui devra fonctionner régulièrement pour y discuter toutes les questions corporatives intéressant les cheminots d'Orléans-Etat et convoquer les Assemblées générales.

Il est bien entendu que chacun restera dans son Syndicat jusqu'au jour où l'Unité sera décidée.

S'engagent à faire la propagande la plus active pour amener à cette conception leurs camarades de travail, en leur expliquant que tant que les travailleurs seront divisés, ils seront impuissants à défendre leur droit et à faire aboutir leurs justes revendications.

Déclarent approuver le Manifeste élaboré le 9 novembre à Paris et engagent les 22 camarades qui l'ont signé à poursuivre vigoureusement leur tâche en faveur de l'Unité ouvrière.

(Cet ordre du jour a été adopté à l'unanimité des 104 présents moins 2 voix.)

XLII

Le problème de l'unité en Haute-Savoie

La Haute-Savoie, département essentiellement rural, sans grosses agglomérations (Annecy, 17.000 h., Thonon 11.000, Annemasse 7.000) a un mouvement syndical forcément réduit. Des industries électro-métallurgiques s'y étaient installées cependant dès avant-guerre (Chedde, Giffre). La suppression de la zone franche a amené la construction d'usines (mécanique, papeterie) à Annemasse et Thonon. Une grande partie de la main-d'œuvre employée est soit mi-agricole, soit étrangère (italienne, suisse, quelques Polonais, quelques Russes de Wrangel), éléments difficiles à organiser. (Mis à part quelques militants, surtout Italiens, au courage desquels il faut rendre hommage).

Deux syndicats de masse : le syndicat unitaire des cheminots d'Annemasse qui aurait compté jusqu'à 800 membres; depuis deux ou trois ans ses effectifs ont considérablement baissé, mais nous n'avons aucune précision ; le syndicat des institutrices et instituteurs, confédéré (750 membres). Les autres syndicats (bois, métaux, bâtiment) ont de 20 à 30 membres. Le syndicat des papetiers de Vongy (près Thonon), 500 membres, a disparu après la grève de septembre et paraît difficile à reconstituer. Aucun syndicat à notre connaissance au Giffre ou à Chedde. Des syndicats squelettiques (s'ils existent encore) chez les horlogers et les décolleteurs de la région de Cluses.

Aucune Union départementale. Une Union locale unitaire (qui vient de se constituer) à Annemasse et l'Union locale de Thonon, dont nous parlons plus loin.

Le prolétariat est durement exploité. Salaires horaires de 3, 4, 5 francs au maximum pour les hommes; 2, 1 fr. 50, quelquefois moins, pour les femmes. Beaucoup le parfont en cultivant un lopin de terre. Vie plus chère qu'ailleurs étant donnés la proximité de la Suisse et l'afflux de touristes en été.

On conçoit que dans ces conditions, le problème de l'Unité syndicale se soit posé, se pose encore avec acuité chez nous. Les instituteurs ont donné l'exemple. Leur syndicat a appartenu à la C.G.T.U., a passé par l'autonomie et adhère aujourd'hui à la C.G.T. Toujours la minorité s'est inclinée. Les révolutionnaires ont groupé aux dernières élections au Conseil syndical environ 180 voix contre 250 aux réformistes. La plupart des 180 sont « Ligue syndicaliste », des centristes, des sauvages, un tout petit nombre seulement de communistes orthodoxes.

Une tentative de créer un syndicat de cheminots confédérés à Annemasse a pratiquement échoué. Les militants pratiquent le mot d'ordre, un seul syndicat — quelle que soit sa tendance — par localité et par industrie.

Le syndicat des métaux de Thonon, confédéré, a passé, il y a quelques mois à la C.G.T.U., il y a passé en entier. Ce n'est pas sous l'influence du P.C. ni de ses orateurs. *L'Huma* (n° du 18 janvier) se trompe en pensant qu'il y a là un mouvement d'opposition révolutionnaire qui peut servir ses fins. La grosse majorité des militants a signé le manifeste des 22. Aucun n'appartient au P.C.

L'Union locale de Thonon comprend (art. 1er de son règlement intérieur), des syndicats confédérés, des syndicats unitaires, des syndicats autonomes reconnaissant la lutte des classes. Elle fut constituée en 1927 et a à son actif la seule manifestation de masses de ces dernières années (1er mai 27). Elle s'occupe actuellement de la constitution d'un Conseil de prud'hommes (inexistants dans le département) et du portage du pain par des adolescents.

Elle fut violemment attaquée à ses débuts par les dirigeants de la Fédération S.F.I.O. Elle l'est actuellement par les communistes orthodoxes.

La plupart de ses militants (métaux, typos, enseignement) sont des propagandistes de l'idée d'Unité syndicale.

Cette propagande ne peut s'effectuer présentement que de camarade à camarade. Il faut grouper le plus grand nombre de bonnes volontés, renforcer les syndicats, leur donner de la combativité. Si ce travail de base était fait dans tous les départements, il serait aisé d'envisager d'ici peu de mois la question de l'Unité sur le plan national. — L.

AU PROCHAIN NUMERO :

Le Manifeste des 500;
Deux articles de Léon Jouhaux;
Le Manifeste de la C. G. T. U. ;
Un article de L. Digat;
Un effort à Colombes;
Etc..., etc...

NOTES ÉCONOMIQUES

L'indépendance des prix et des salaires

C'est un préjugé fort tenace, qui reparaît à chaque occasion, et qui est extrêmement préjudiciable à la classe ouvrière, celui qui consiste à croire que les prix dépendent des salaires.

Au lendemain de la guerre, alors que le franc commençait à descendre, on vit déjà cette singulière idée s'accréditer : si la vie devient chère, c'est parce que les salaires haussent. « Croyez-vous, disait M. Prudhomme, il y a des dockers qui gagnent 20 fr. par jour! Comment voulez-vous qu'avec ça tout ne soit pas hors de prix? » Chose plus grave : des syndicats ouvriers, parmi les mieux organisés et les plus puissants, concluaient des accords avec les syndicats patronaux où il était solennellement déclaré qu'on ne demanderait pas d'augmentation de salaires, afin de ne pas faire encore augmenter les prix!

Je pense qu'il n'y a personne, aujourd'hui, pas même M. Prudhomme, qui puisse encore croire que si les prix, en France, ont quintuplé ou sextuplé depuis 1914, la hausse des salaires y ait été pour quelque chose. Il n'y a plus personne qui ne sache que la dépréciation du franc, et donc la hausse formidable des prix qui s'est produite entre 1914 et 1926, a été exclusivement due à l'impossibilité où se trouvait l'Etat français de faire face à ses engagements, c'est-à-dire de payer les intérêts de l'énorme Dette qu'il avait contractée pendant et après la guerre. Ne pouvant payer ces intérêts en francs véritables, en francs de la même valeur que ceux qui lui avaient été versés par ses prêteurs, il lui fallait diminuer la valeur des francs qu'il s'était engagé à payer, réduire sa Dette des quatre cinquièmes, en réduisant des quatre cinquièmes la valeur du franc. Les salaires là-dedans n'avaient rien à voir; quels qu'ils aient été, cela n'aurait point diminué d'un sou la Dette de l'Etat, ni donc supprimé la nécessité pour lui de la hausse des prix. La hausse des salaires, à cette époque, n'a été qu'une conséquence, et non une cause, les salaires n'ont fait que s'adapter (avec d'ailleurs maints retards) à la baisse du franc, exigée par la Dette de 300 milliards.

⁂

Cette histoire est d'hier. Et cependant, nous voyons dès aujourd'hui recommencer la comédie; à nouveau on voit prétendre, et cette fois, à propos de la crise économique, que les prix dépendent des salaires. Que ce soit l'idiot-né de Mussolini, ou bien les savantissimes docteurs des universités germaniques, les voilà qui se mettent tous à crier que, pour sortir de la crise, il faut réduire les prix, et que, pour réduire les prix, il faut baisser les salaires.

Absurdité plus évidende encore que celle d'il y a dix ans, — mais, comme la précédente d'ailleurs, absurdité intéressée.

Voyons exactement de quoi il s'agit.

Qu'est-ce qu'une crise? Ou, plus précisément, par quoi se manifeste essentiellement une crise? — Une crise se manifeste par la baisse des prix. La baisse rapide, profonde, quasiment catastrophique, de tous les prix (1). C'est ainsi que dans la crise actuelle, qui, je le rappelle, a débuté fin octobre 29, avec le krach de New-York, les prix de presque toutes les grandes matières premières ont baissé, en quelques mois, parfois en quelques semaines, de quelque 50 %; en France même, où la crise ne se développe que d'une manière atténuée et où beaucoup de prix ont été artificiellement relevés par de nouvelles mesures douanières, l'indice général des prix de gros a baissé en un an du sizième : de 602 en octobre 1929, il est tombé à 504 en novembre 1930.

Or, est-ce que cette baisse des prix a été produite par une baisse des salaires? Nullement! A l'automne de l'an dernier, nulle part les salaires n'avaient été baissés; au contraire, l'extrême activité économique qui régnait jusque-là, avait, en créant une demande très forte de main-d'œuvre, porté les salaires au maximum. Même, après que la crise fut déclanchée, les salaires en Amérique, et même en Europe, se maintinrent encore tels quels, pendant plusieurs mois. Cela n'empêcha pas cependant les prix de se mettre à dégringoler verticalement. S'il est quelque chose qui prouve que les prix ne dépendent pas des salaires, c'est donc les crises; or, c'est précisément à propos des crises qu'on nous ressort que les prix dépendent des salaires!

⁂

Mais il y a plus fort.

On nous dit : pour mettre fin à la crise, il faut baisser les salaires, car ainsi on pourra baisser les prix!

Mais qu'est-ce donc qu'une crise? Nous l'avons vu: c'est la baisse des prix. Et comment la crise finit-elle? Par le phénomène inverse, par une hausse des prix; c'est, et c'est seulement quand les prix commencent à remonter que l'on s'aperçoit que la crise est finie. Or, on nous dit : finissons la crise en faisant baisser les prix; c'est-à-dire en la prolongeant, en l'accentuant encore davantage! Comprenne qui pourra!

Au fond, on comprend tout de même très bien!

Ceux qui tiennent ces propos incompréhensibles n'ont nullement l'intention de faire baisser les prix, et de prolonger ainsi la crise; ce qu'ils veulent, c'est seulement baisser les salaires. La baisse des prix n'est pour eux que l'attrape-nigauds destiné à faire avaler aux prolos l'amère pilule de la baisse des salaires. La bourgeoisie se rend parfaitement compte que prix et salaires sont deux choses indépendantes l'une de l'autre, que ce n'est pas la baisse du salaire qui fera baisser les prix et empêchera ainsi la crise de prendre fin, mais, ce qu'elle veut, c'est profiter au maximum de la hausse de prix qui se produira en fin de crise, et pour cela, il faut qu'à ce moment les salaires soient très bas afin de lui laisser la plus grande marge possible de profit. Le prix n'est pas fonction du salaire, mais le profit, lui, l'est; pour un prix donné, le bénéfice patronal est d'autant plus élevé que le salaire est plus bas. On doit donc utiliser toutes les circonstances favorables pour réduire les salaires; et quelle circonstance est plus favorable qu'une crise économique, alors que l'armée des chômeurs fait son plein, que chacun est prêt à tout pour obtenir ou conserver un morceau de pain. L'histoire imbécile de la fin des crises par la baisse des prix et des salaires n'est que le bourrage de crânes destiné à masquer la spéculation sur la faim, à recouvrir d'un argument « idéologique » (!) l'odieux d'une attaque qui ne compte pour réussir que sur la faim qui tenaille les ventres.

(1) Il est entendu que je parle seulement des prix de gros, les seuls dans la fixation desquels le salaire payé aux ouvriers industriels pourrait intervenir, si, comme on le prétend, les prix dépendent des prix de revient.

LES RESULTATS... POUR ROTHSCHILD DE LA STABILISATION POINCARE

Nous avons montré, au cours des années 27 et 28, comment l' « honnête » Poincaré profitait de la stabilisation pour faire les affaires de la Banque de France, et de son principal actionnaire, Rothschild. Le résultat, le voici : alors qu'en 28 la Banque de France ne distribuait encore que 350 francs de dividende par action, elle en a distribué 520 en 29 et 620 en 30. Jamais dividendes n'ont progressé à telle allure. C'est le résultat direct des emprunts Poincaré, emprunts qui coûtent aux contribuables exactement autant de centaines de millions qu'ils en rapportent à la Banque de France. (Voir *R. P.* des 1er juillet et 15 août 27, des 15 mai et 1er juin 28.)

M. Poincaré est un bon serviteur.

UN NOUVEAU ZOLLVEREIN

Une convention douanière vient d'être signée entre les pays scandinaves (Suède, Norvège, Danemark), la Belgique et la Hollande. Le contenu de cette convention n'est pas très important, mais, ce qui importe, c'est le fait même de la convention. Celle-ci est la preuve qu'il y a une nouvelle unité économique en formation, un nouveau zollverein qui se cherche, comme cela a déjà été le cas il y a quelques mois, avec certains pays de l'Europe orientale.

Ainsi que nous l'avions dit à propos de ces derniers, le groupement de certains petits et moyens Etats européens en unités plus vastes est chose qui pourrait parfaitement aboutir. Mais ce n'est pas là une étape vers les Etats-Unis d'Europe; c'en est tout le contraire : ces petites puissances d'Europe se groupent, afin de pouvoir mieux résister aux autres puissances d'Europe.

DE BRIAND... AU « POPULAIRE »

Donc, la Banque Bénard a subventionné le *Populaire.*

La Banque Bénard était le prête-nom, pour la France, du grand financier belge mort récemment, du baron Empain, roi de l'électricité. Empain qui, sous le nom précisément de la Banque Bénard, a fait le Métro et bien d'autres affaires, tant en électricité qu'en tramways, dans le Nord et la région parisienne.

Pour présider les conseils d'administration de ses sociétés françaises, Empain avait un autre prête-nom, André Berthelot, mort, lui aussi, récemment. André Berthelot était cet excellent frère qui prêtait gratuitement de l'argent à son frère Philippe, directeur des Affaires Etrangères; en contre-partie, celui-ci, non moins bon frère, utilisait ses fonctions directoriales à soutenir de l'autorité du ministère la Banque Industrielle de Chine, de triste mémoire, autre affaire d'Empain et d'André Berthelot. Cela valut sa révocation à Philippe Berthelot, mais, après la victoire du cartel, Philippe rentra triomphalement au ministère avec des pouvoirs encore accrus, sous le titre de secrétaire général. C'est, en fait, lui le véritable ministre des Affaires Etrangères; et il est l'âme damnée de Briand.

Briand, Philippe et André Berthelot, Empain, Banque Bénard, la chaîne est continue. La probabilité est donc grande pour que ce soit Briand qui ait été le donneur d'ordres de la Banque Bénard. Les fonds secrets véritablement importants sont ceux dont on dispose dans les banques « amies ». Le *Populaire,* qui est à peu près le seul journal à soutenir à fond la politique briandiste, le pacifisme de la phrase, avait bien droit à être subventionné par le « Renégat ».

R. LOUZON.

FAITS & DOCUMENTS

LES FAITS DU MOIS

JEUDI 1er JANVIER 1931. — *Angleterre.* — Grève de 140.000 mineurs du Pays de Galles.

VENDREDI 2. — 63 postiers révoqués à la dernière grève sont réintégrés.

SAMEDI 3. — Mort du maréchal Joffre.

LUNDI 5. — La Commission d'enquête de l'affaire Oustric reprend ses travaux et réclame des dossiers que le gouvernement ne lui a pas donnés.

— *Allemagne.* — Manifestation de grévistes dans la Ruhr; trois mineurs tués par la police.

MARDI 6. — Une affaire Lagrosillière de trafic d'influence vient se greffer sur l'affaire Oustric.

MERCREDI 7. — Obsèques nationales du maréchal Joffre.

JEUDI 8. — *Allemagne.* — La grève s'étend aux mineurs de Haute-Silésie.

VENDREDI 9. — *Angleterre.* — Echec des pourparlers entre patrons et mineurs.

Allemagne. — Décret introduisant l'arbitrage obligatoire dans tous les conflits.

DIMANCHE 11. — Conférence élargie des « 22 » à la Bourse du Travail de Paris.

Allemagne. — Fondation d'une Fédération communiste des mineurs dans la Ruhr.

MARDI 13. — Bouisson est réélu président de la Chambre.

— Aux Assises de la Seine, affaire Trenti et Ongaro pour la fusillade du boulevard Macdonald entre fascistes et antifascistes.

MERCREDI 14. — La C. A. du parti socialiste déclare que Renaudel ne doit pas accepter le rapport sur le budget de l'Air.

— Trenti et Ogaro sont condamnés à trois ans de prison.

JEUDI 15. — La Chambre décide, à douze voix de majorité, de libérer les députés communistes Marty et Duclos.

VENDREDI 16. — Les patrons de la chaussure de Limoges ripostent par le lock-out à une grève générale de trente minutes.

SAMEDI 17. — *Angleterre.* — 250.000 tisseurs de coton sont lock-outés dans le Lancashire.

DIMANCHE 18. — Le Conseil national du parti socialiste autorise Renaudel à garder le rapport de l'Air seulement pour 1931.

LUNDI 19. — *Angleterre.* — Reprise du travail par les mineurs du Pays de Galles.

MERCREDI 21. — Fin du lock-out de la chaussure à Limoges.

JEUDI 22. — La Chambre renverse le cabinet Steeg par 293 voix contre 283.

Espagne. — La Fédération universitaire proclame la grève générale des étudiants pour réclamer la libération des étudiants et professeurs arrêtés.

VENDREDI 23. — Le pourvoi de cinq révolutionnaires indochinois condamnés à mort est rejeté.

SAMEDI 24. — La C. A. de la C. G. T. adopte une nouvelle déclaration sur l'unité syndicale.

— Doumergue demande à Pierre Laval de constituer le ministère.

DIMANCHE 25. — *Russie.* — La *Pravda* publie un décret sur la discipline dans les chemins de fer.

LUNDI 26. — Laval forme un cabinet d'« union nationale ».

— Le maire communiste de Saint-Denis et ses deux adjoints sont révoqués.

Inde. — Gandhi et quelques autres chefs nationalistes sont remis en liberté.

MERCREDI 28. — *Angleterre.* — La Chambre des Communes adopte en deuxième lecture le bill des trade-unions autorisant la grève générale.

Autriche. — Scission dans les Heimwehren.

VENDREDI 30. — Le cabinet Laval obtient 312 voix contre 258, à la Chambre.

SAMEDI 31. — Le Conseil du B. I. T. discute du chômage.

Inde. — Gandhi réclame la libération de tous les emprisonnés.

L'opinion de Staline sur la crise et la guerre

L'organe du Socialist Labor Party d'Amérique a publié, dans son numéro du 13 décembre des passages d'une déclaration faite par Staline au *New-York Times*, le grand journal bourgeois américain. Nous les publions ci-dessous. On notera combien les opinions qui y sont émises sont loin de celles professées publiquement par les représentants officiels du stalinisme et combien, au contraire, elles se rapprochent des nôtres sur les mêmes sujets :

L'actuelle dépression économique mondiale est très importante, et le sera encore plus. C'est la plus forte de ces crises périodiques qui marquent la décadence progressive du système capitaliste, mais je ne pense pas qu'elle durera, ni qu'elle soit la crise finale.

Le capitalisme est fort encore et peut se rétablir, mais l'année qui vient de s'écouler a montré son incurable faiblesse : le capitalisme ne peut exister sans marchés, et la rivalité des Etats capitalistes fait qu'ils se ferment mutuellement leurs marchés. C'est pourquoi les Etats les plus forts sont obligés de faire pression sur les plus faibles.

Certains Etats européens souffrent plus que d'autres de la crise : c'est le résultat de la guerre mondiale. Certains sont plus petits et plus en retard que les autres : c'est à leurs dépens que les plus fortes puissances doivent rechercher une issue à leurs difficultés.

....

Il est inévitable que les efforts faits par les puissances les plus fortes pour surmonter la crise économique les obligeront à briser leurs rivaux plus faibles. Cela ne signifie pas nécessairement la guerre, tant que ne viendra pas le jour où les puissances géantes devront combattre, entre elles cette fois, pour les marchés.

....

C'est une loi de la société capitaliste que les forts dévorent les faibles; dans beaucoup de grands pays il y a des gens qui voient cela clairement et désirent user dans ce but de la méthode directe, c'est-à-dire de la guerre. D'autre part, il y a également dans les grands pays d'autres éléments qui voient beaucoup plus loin, qui calculent avec plus de prudence et qui craignent que la guerre, spécialement une nouvelle guerre européenne, ne soit une chose trop risquée, qui vaudrait plus de pertes que de profits.

Les uns et les autres briseraient volontiers un ennemi faible, si cela pouvait être fait à peu près sans risques, mais, pour le moment, ne s'offre à eux aucune occasion facile et profitable. Ils auraient pu essayer contre l'U.R.S.S., il y a cinq ou six ans, mais ils ont trop longtemps attendu. Maintenant, il est trop tard.

⁂

La légende du maréchal Joffre

Les fabricants de légendes historiques s'affairent autour de la figure du maréchal Joffre. Nos Plutarque à la noix mentent à qui mieux mieux. Dommage pour eux qu'il se trouve de temps à autre de véritables témoins!

L'un d'eux vient, sans malice, par quelques anecdotes, de camper un Joffre nature, plus prosaïque que le dernier des bourgeois. Joffre n'avait pas tout prévu. Joffre n'attachait qu'une relative importance aux scènes symboliques dont l'image illustrera les livres d'histoire de nos écoliers. Joffre qui dormait si bien n'avait pas perdu l'appétit non plus, même aux moments les plus angoissants de la bataille de la Marne.

Ce témoin est l'ancien porte-fanion du Grand Quartier Général, M. Louis Forquec, dont le *Petit Parisien* a publié, le 5 janvier, des souvenirs :

J'ai vécu, m'a-t-il dit, auprès du général depuis 1911, date de sa nomination à la tête de l'état-major général de l'armée, jusqu'en décembre 1914, où j'ai été versé dans une formation combattante. Je l'ai donc connu aux moments tragiques de la bataille de la Marne.

Ainsi que tous ses officiers, j'ai été vivement frappé par son calme réfléchi, par son esprit méthodique, par son attachement méticuleux à ses habitudes, qui bien souvent ont remonté le moral de nos troupes. Le hasard m'a permis d'assister à sa première rencontre avec le maréchal French; cela se passait en août 1914, à Vitry-le-François, où siégeait le G. Q. G. Il était midi, le généralissime français était à table, déjeunant avec les officiers de son état-major. Soudain le repas fut troublé par un grand tumulte provenant du dehors. Comme il croissait sans cesse, le maréchal pria un officier d'aller se rendre compte sur les lieux de ce qui se passait. Cet officier tardant à venir, Joffre sortit sur le pas de sa porte; il apprit qu'un cavalier du 16e chasseurs apportait le premier drapeau de la garde impériale allemande enlevé par nos soldats dans les marais de Saint-Gond. N'attachant à cet événement qu'une relative importance, Joffre s'apprêtait à regagner la table, lorsqu'il aperçut sur la place de l'Eglise un général anglais; s'approchant de lui, il se rendit compte que c'était le maréchal French lui-même qui venait pour la première fois prendre contact avec lui. Or le maréchal French, dont le visage trahissait une inquiétude visible, à la suite des événements tragiques du front allié, crut devoir féliciter le maréchal Joffre pour le premier succès remporté par les armées françaises. Joffre coupa gentiment court au compliment.

— Mais vous venez, dit-il, de faire un grand voyage en auto; il est midi, allons déjeuner.

Ce ne fut qu'à la fin du repas que le maréchal French reprit son flegme britannique, dont il avait failli se départir un instant auparavant. Le Méridional à froid et souriant qu'était le maréchal Joffre venait de donner, courtoisement, une leçon de sang-froid à un Anglais.

La sérénité que le maréchal Joffre affichait constamment et qui, à plusieurs reprises, remonta le courage de ses familiers, était voulue. Voici une autre anecdote qui peut illustrer un trait de son caractère :

A Romilly, peu après avoir reçu la médaille militaire, le maréchal Joffre s'entretenait avec son neveu, le maréchal des logis Moliner. Comme son neveu lui rappelait son opinion antérieure selon laquelle la guerre serait tellement courte qu'ils seraient tous les deux de retour à Rivesaltes pour Noël, le généralissime s'exclama :

— Ah oui! je t'avais dit cela! C'est que j'y croyais, petit. A quoi me serais-je raccroché à ce moment-là, si je n'y avais pas cru? Mais la victoire viendra!

⁂

Un programme d'action de la F.S.I. et de l'I.O.S. contre le chômage

La Commission mixte créée par la F.S.I. (Fédération Syndicale Internationale) et l'I.O.S. (Internationale Ouvrière Socialiste), qui s'est réunie à Zurich, les 21 et 22 janvier, a adopté la déclaration suivante sur la crise économique et le chômage :

CARACTÈRES DE LA CRISE ÉCONOMIQUE

Depuis la guerre les moyens de production mondiaux se sont considérablement développés tant dans l'industrie que dans l'agriculture. Mais l'on ne parvient pas à écouler les produits. L'accumulation des profits a permis en peu d'années d'étendre et de développer à une allure précipitée les moyens de production; par contre l'augmentation des salaires au cours de la même période n'a pas suffi à augmenter dans la mesure même la consommation des masses. Cette disproportion entre la productivité et la consommation, élément fondamental de la crise, provient en premier lieu du fait que les profits utilisés en majeure partie à l'extension et au développement des moyens de production augmentent plus rapidement que les salaires, presque totalement consacrés à la consommation. La réduction des salaires, loin d'atténuer cette disproportion, l'aggrave. Si les patrons de chaque pays essayent de renforcer leur faculté de concurrence à l'égard des patrons des autres

pays, en abaissant les salaires, ces efforts aboutiront à un abaissement du pouvoir d'achat des masses dans le monde entier, c'est-à-dire à une aggravation de la crise internationale de sous-consommation. C'est pourquoi la Commission considère comme une des tâches essentielles du mouvement ouvrier à l'heure présente, de s'opposer de toute son énergie et dans tous les pays à la réduction des salaires.

CHOMAGE ET DURÉE DU TRAVAIL

En peu d'années, la rationalisation a formidablement accru le rendement du travail. Mais la main-d'œuvre rendue disponible par l'évolution technique et l'intensification du travail n'a pas été employée dans d'autres branches de la production. Ces bras restent inutilisés. Il est donc indispensable de proportionner la durée du travail à la productivité considérablement accrue du travail. Avec l'intensité du chômage dans le monde, la Commission estime opportun et indispensable d'entamer la lutte internationale pour la semaine de cinq jours (et de quarante heures).

En outre, il y a lieu de décongestionner le marché du travail en instaurant les congés payés, là où ils n'existent pas encore, en élevant la limite de l'obligation scolaire, en organisant le marché du travail.

La Commission souligne que ce n'est pas la compression des dépenses en temps de crise économique, mais bien de plus larges crédits destinés à des travaux publics productifs qui pourront atténuer la disproportion entre la production et la consommation.

LES MESURES EN FAVEUR DES SANS-TRAVAIL

Il y a lieu de constituer dans chaque pays un organisme national ayant pour mission, sur la base d'un programme d'investissement préparé à l'avance pour une période prolongée, de concentrer les commandes et les travaux publics sur les périodes de chômage. Cette méthode de stabilisation de la main-d'œuvre sera d'autant plus efficace que la participation des pouvoirs publics dans l'économie générale sera plus grande.

La Commission exige que les chômeurs, complets ou partiels, soient indemnisés pour toute la durée du chômage. Elle invite le mouvement ouvrier à défendre l'assurance-chômage contre l'offensive générale des patrons, et à réclamer la création dans tous les pays, d'institutions assurant aux chômeurs les indemnités nécessaires. L'extension des cartels et monopoles nationaux et internationaux contribue indubitablement à prolonger la crise par le maintien artificiel des prix élevés en temps de crise et par l'organisation du dumping qui désorganise le marché mondial. C'est pourquoi la Commission invite les partis ouvriers à revendiquer le contrôle public de tous les monopoles et le contrôle de la fixation des prix par ces monopoles avec la participation des organisations syndicales et des coopératives de consommation; les cartels internationaux devraient être également contrôlés par un organisme économique international à créer par la S.D.N.

LES MENACES POLITIQUES

La Commission reconnaît que la communauté des Etats européens a besoin, comme chaque Etat, d'un mécanisme qui permette la revision pacifique de sa constitution. Elle met toutefois l'opinion en garde contre les tentatives de l'impérialisme fasciste en Italie de grouper une série d'Etats en une alliance dangereuse pour la paix et dont le mot d'ordre est la revision des traités. Dénonçant ce péril, dénonçant aussi l'ébranlement profond de l'économie italienne ainsi que les néfastes conséquences économiques des élections allemandes de septembre 1930, la Commission proclame que la disparition des dictatures fascistes et des tendances philo-fascistes est une condition indispensable à l'apaisement politique de l'Europe, sans quoi l'économie mondiale ne saurait guérir.

Aux yeux de la Commission, la perturbation des relations commerciales avec l'U.R.S.S., la Chine et les Indes est également une des causes de la crise économique mondiale. La Commission réclame à nouveau le rétablissement de relations diplomatiques normales et une coopération économique plus étroite avec l'U.R.S.S.; elle réclame un appui énergique en faveur des efforts que font les travailleurs des Indes, de la Chine et des pays coloniaux pour relever leurs conditions d'existence misérables; et comme l'émancipation nationale est la condition préalable du développement économique et social, la Commission réclame aussi l'appui en faveur de la lutte de ces peuples pour leur libération.

La Commission se rend compte que le chômage ne sera supprimé définitivement que par l'abolition du système capitaliste et par l'instauration d'une société socialiste. Elle invite toutes les organisations syndicales et politiques à lutter énergiquement pour réaliser le programme du mouvement ouvrier international.

⁂

Une interpellation attendue

Le 2 décembre dernier, les députés communistes Béron et Doriot annonçaient à la tribune de la Chambre que Marcel Cachin interpellerait, dès son retour, sur les révélations produites au procès Ramzine, relativement à l'intervention militaire en Russie.

On s'explique mal que Cachin n'ait pas saisi les occasions retentissantes qui se sont offertes à lui de prendre au collet cet homme parfaitement capable de tout qu'est Briand. Ignorerait-il par hasard l'engagement pris en son nom par deux de ses collègues ? Il est certainement utile de reproduire, d'après l'*Humanité* du 3 décembre, les interventions de Béron et de Doriot :

Il (Béron) met le comble à la fureur des partis bourgeois lorsqu'il ajoute :

— Je veux rappeler ici un certain nombre de faits bien connus ainsi que d'autres qui le sont moins parce qu'en partie ils viennent d'être révélés par le procès des comploteurs du Parti industriel, ouvert le 25 novembre à Moscou, et sur lequel notre camarade Cachin entretiendra certainement la Chambre à son retour de Russie.

....

BÉRON. — Je vous ai déjà dit que notre camarade Cachin vous apportera ici toutes les précisions nécessaires.

DORIOT. — Et vous ne perdez rien pour attendre, M. Renaudel!

Renaudel, sournois :

— Car c'est sérieux, Messieurs...

DORIOT. — Monsieur Renaudel, ne faites pas l'ignorant. Rien que pour les militaires, des noms sont sur toutes les bouches : Janin, Joinville. Et l'argent, et les espions et le reste... Mais, je vous le répète : Marcel Cachin est au procès de Moscou, il parlera ici.

⁂

« L'étonnante et tragique histoire du professeur Branly »

Dans l'*Œuvre* du 8 janvier, M. André Arnyvelde a publié, sous ce titre, l'interview suivante du professeur Branly, l'inventeur de la T. S. F., qui ne dépare pas la collection des récits de vies d'inventeurs.

Au premier étage d'un étroit escalier poussiéreux et délabré est une petite porte sur laquelle se lit, écrit A LA CRAIE :

Physique
Laboratoire provisoire
1875......

Les points de suspension en route depuis 1875 n'ont pas rencontré un but en 1931.

⁂

Au verso de la petite porte où est écrit à la craie : *Laboratoire provisoire*, 1875..., il y a autre chose d'écrit encore.

A la craie, encore.

Comme par la main d'un enfant puni qui veut, au tableau noir, se venger de son pion.

Voici :

« *Mieux vaut un laboratoire imparfait que pas de laboratoire du tout.*

« *Juillet* 1930.

« *Signé par un maître.*

« *Je n'avais quitté la Sorbonne pour l'Université catholique que parce que Mgr d'Hulst m'avait* PROMIS *un bon laboratoire et d'honnêtes appointements.* »

Quel est le « maître » dont l'enfant puni dit ici qu'est cette sentence : « Mieux vaut un laboratoire imparfait... », etc. ?

Mgr Baudrillart, de l'Académie Française, directeur de l'Université Catholique.

Quel est l'enfant puni?

L'une des gloires universelles les plus authentiques du vingtième siècle, le découvreur de la T.S.F.

Branly.

Un « enfant puni » qui a aujourd'hui 86 ans.

⁂

L'on pourra me dire : 1° que j'eusse dû, avant d'écrire ce qui va suivre, demander son opinion à Mgr Baudrillart; 2° que le récit qui me fut fait par Edouard Branly lui-même est bien un peu « rocambolesque »; 3° qu'il faut tenir compte qu'un homme à 86 ans peut avoir quelque tendance à... exagérer.

D'accord!... Attendez... Mais tout d'abord songeons que cet homme qui me conte son histoire, son nom est prononcé avec vénération, avec gratitude, avec orgueil par toute la Terre.

⁂

Aux environs de 1875, il travaillait à la Sorbonne, dans un grenier que chaque roulement de voiture dans la rue Saint-Jacques faisait trembler. Ce qui empêchait l'exactitude des mesures scientifiques. En 1875, l'abbé d'Hulst, qui dirigeait l'Université Catholique et cherchait des professeurs, lui proposa de venir enseigner la physique à l'U. C. Il aurait un beau laboratoire et 12.000 francs d'appointements par an. C'est-à-dire 60.000 francs d'aujourd'hui, 70.000... A cause des tremblements du grenier de la rue Saint-Jacques et du beau laboratoire annoncé, Branly entra à l'U. C.

Le laboratoire provisoire où on l'installa tremblait autant que celui de la Sorbonne. Mais il n'était que provisoire... En ce même temps, l'U. C., pour s'agrandir, quêtait en province. On avait assez vite réuni 7 millions. Soudain, l'archevêque de Paris interrompit la quête sous prétexte qu'elle portait tort à une autre quête, celle qui se faisait pour la construction du Sacré-Cœur.

Quel est le coupable? Quels sont les coupables? Continuons l'histoire.

Les 7 millions furent employés au fonds de roulement de l'Université et tôt dépensés. Le laboratoire provisoire n'en profita mie. Et, quand il n'y eut plus d'argent du tout à l'U. C., Branly dut chercher une situation. Il ne pouvait rentrer à la Sorbonne. Il se mit à étudier la médecine. Il comptait pousser jusqu'à l'agrégation de physique médicale. Sa thèse prête, sur *le dosage de l'hémoglobine dans le sang humain par les procédés optiques,* il ne douta point que le doyen de la Faculté de Médecine ne lui fît bon accueil.

Ce doyen s'appelait Gariel. C'était en 1882. Voici quel fut l'accueil : *« Vous êtes professeur à l'Université Catholique? Restez-y. »*

Quels sont les coupables? Continuons l'histoire.

Branly ouvrit un cabinet médical. Et puis le fisc inaugura une certaine patente sur les médecins qui représenta des frais tels que ce médecin-ci abandonna. Nous sommes en 1885. Branly revint à son laboratoire de l'Université Catholique. Malgré l'impossibilité d'y faire des mesures exactes, il y entreprit les travaux qui devaient le conduire, en 1890, aux communications à l'Académie des Sciences, résumant ces travaux.

C'était la T. S. F.

A partir de ce moment, et tandis que le Miracle s'étend autour de la planète, Branly poursuit sa vie et son labeur dans les salles affreusement grises — et tremblantes — du laboratoire « provisoire » de la rue de Vaugirard.

— Vous étiez mondialement célèbre, dis-je. Ne pouviez-vous quitter ce laboratoire ?...

— J'attendais toujours que les promesses de Mgr d'Hulst fussent tenues.

— Cependant! Après tant d'années...

— Ma femme était catholique, mes enfants, mes beaux-fils catholiques... Je les eusse peinés.

J'enregistre ces raisons familiales, dressées en face de l'attente émerveillée du Monde.

— Vous avez donc travaillé, tant bien que mal. Vous avez ajouté des expériences à votre découverte...

— Oui... Heu!... J'avais un cahier contenant mes expériences et mes calculs... Ma femme étant morte, il y a quelques années, je dus m'occuper, avec ma fille, de questions domestiques et délaisser quelques jours mon laboratoire. Mon assistante, en laquelle j'avais toute confiance, en profita pour me voler. De l'argent, d'abord. Puis ce cahier.

Le Cahier de Branly .

— Voyons, dis-je, une telle disparition avait de quoi, comme on dit, remuer ciel et terre... Qu'avez-vous fait? Qu'a-t-*on* fait? La Préfecture...

— Heu... Oui... Il n'y avait pas de preuves. La voleuse a dû déchirer le cahier.

— Le Cahier de Branly ? Votre assistante savait ce que cela représentait. N'a-t-elle pas dû le monnayer ?

Un silence. Puis :

— Un jour, il y a eu une communication à l'Académie des Sciences dans laquelle il m'a bien semblé reconnaître certains de mes calculs et certaines de mes expériences...

— Et vous n'avez pas bondi ?...

Geste lassé.

— Et depuis ?... Enfin, le fait cru, brutal, est que depuis 1890...

— Depuis 50 ans, monsieur, j'attends de *pouvoir travailler.*

⁂

J'eusse pu demander son opinion à Mgr Baudrillart, savoir s'il est vrai, comme me l'a dit avec un sourire infiniment désabusé Branly, *qu'on lui brisa ses appareils...* J'eusse pu me dire que cette attente *depuis* 1875 d'un laboratoire convenable, ces scrupules familiaux, ce vol de cahier, cette étrange communication à l'Académie, ces appareils brisés... tout cela était bien un peu « rocambolesque »... et qu'un vieillard de 86 ans...

Mais ce n'est pas *cela* qui m'agita l'esprit, me parut avoir de quoi donner le frisson à la conscience. C'est que cette ugolinade, ce « manque à gagner » de l'Espèce ait pu s'accomplir. C'est, pour quelques raisons que ce fût, qu'un Branly ait pu demeurer en friche 40 ans, c'est que *personne,* de l'Etat, du pays, de l'étranger, du Monde, enfin, n'ait violenté le Découvreur, n'ait arraché ce Christophe Colomb des fluides aux petites geôles où le destin, et lui-même sans doute, l'immobilisaient.

⁂

La dernière métamorphose de René Marchand

Il y a trois ans, à propos d'articles de René Marchand, jetant le discrédit sur le « Livre Noir », on s'était demandé s'il voulait rentrer en grâce auprès de Poincaré et préparer sa rentrée au *Figaro.* C'est chose à peu près faite aujourd'hui. René Marchand a bouclé la boucle. Nous qui avons publié dans la *Vie Ouvrière* d'autrefois son « Pourquoi j'ai rallié le bolchevisme », nous nous devons de reproduire aujourd'hui son « Pourquoi j'ai quitté le Parti S.F.I.O. », — après avoir quitté le parti communiste, — qu'il a publié dans le journal d'Emile Buré, *L'Ordre* du 15 janvier :

Paris, le 12 janvier 1931.

Chers Citoyens,

Je vous adresse par la présente ma démission de membre de la section de Suresnes, non pour des motifs d'ordre local, mais parce qu'il m'est impossible, dans l'état actuel des choses, de demeurer plus longtemps dans les rangs du Parti socialiste S.F.I.O.

J'étais venu à vous, vous le savez, après ma cruelle déception du communisme, persuadé que le socialisme saurait mettre à profit les douloureuses leçons de la Révolution russe si chèrement payées.

J'attendais que le Parti, s'opposant résolument et méthodiquement, dans une action réaliste et constructive, aux tendances destructrices des éléments de désordre et de désagrégation, pût devenir le grand animateur de la démocratie moderne, encore hésitante et trop souvent contrariée dans ses aspirations par des conceptions politiques dont le tort essentiel est de ne plus répondre aux besoins nouveaux de la vie.

J'étais convaincu qu'à cette heure où, s'affranchissant de formules creuses ou désuètes, il convient de procéder, dans un effort loyal, courageusement tendu

vers l'avenir, à une révision générale des idées et à un rajustement des doctrines, le socialisme international trouverait en lui la force et l'idéalisme nécessaires pour se libérer des dogmes du marxisme infirmés aujourd'hui par les faits. Je croyais fermement qu'à la lumière de l'expérience russe, il romprait notamment avec le matérialisme historique, impuissant à expliquer l'évolution humaine parce qu'il prétend nier les mouvements profonds de la conscience des individus et des foules, et qu'il repousserait une fois pour toutes le point de vue simpliste de l'opposition irréductible de deux classes qui, contrairement à l'évidence économique, tend à diviser artificiellement les hommes, encourageant en réalité les plus bas instincts de jouissance immédiate et, sous la promesse illusoire d'un bien-être impossible, conduisant, d'appauvrissement en appauvrissement, à une régression fatale.

En s'obstinant dans son sectarisme orgueilleux et aveugle qui le rive à un passé d'erreur, le socialisme s'est condamné à une attitude de négation qui ne peut que favoriser les éléments les plus extrêmes de la pire démagogie, ayant eux au moins sur lui la supériorité d'être agissants dans leur volonté de destruction.

Je rentre d'un voyage dans le Proche-Orient. Partout j'ai été frappé de la gravité de la situation. Une crise économique profonde et qui peut même devenir sans issue si on n'arrive pas à la combattre par des mesures internationales rationnelles, fournit un terrain éminemment favorable à la poussée toujours plus audacieuse du bolchevisme, fort du mécontentement, de la lassitude, et aussi — il faut bien le dire — de la désorientation des esprits. Appuyé actuellement à l'impérialisme allemand, Moscou, mâtant d'une main de fer une population affamée et démoralisée, poursuit inlassablement son œuvre de guerre, aujourd'hui contre l'Europe, demain contre l'Amérique qui, je ne sais par quelle aberration, l'aide en ce moment à la réalisation de son formidable plan d'outillage.

Si les habitants de l'U.R.S.S. sont acculés à la misère, l'effroyable sous-consommation à laquelle ils sont condamnés permet au gouvernement du Kremlin de jeter à son heure, en attaquant chaque pays dans la branche la plus sensible de sa production, un trouble économique certain de nature à aggraver encore artificiellement, là où il le veut, la crise mondiale.

Si la main-d'œuvre est avilie, les travailleurs soviétiques ayant été réduits par la violence à l'état de forçats exploités par le régime de l'arbitraire le plus inhumain qui puisse se concevoir, Moscou peut trouver encore du profit à vendre à des prix qui normalement devraient correspondre à des opérations déficitaires.

Et ces bénéfices payés de vies humaines aident à poursuivre la préparation militaire qui, avant deux ans, doit rendre possible l'aventure dont certains dirigeants allemands attendent la revanche, mais qui risque de faire déferler sur l'Allemagne le flot dévastateur du bolchevisme, devenu la nouvelle formule de l'impérialisme asiatique, destructeur à la fois de la vieille civilisation extrême-orientale et de la nôtre propre.

Car il faut le comprendre. Au point où il est évolué, le bolchevisme ne peut plus être qu'un *processus de désagrégation*. Loin d'apparaître, ainsi qu'on aurait pu le croire à son début, comme une aurore dans le crépuscule du capitalisme, il est aujourd'hui la nuit dans sa plus morne désespérance. Il a étouffé à jamais toute perspective d'avenir sous la pierre d'un sépulcre qui menace de se refermer définitivement sur nous.

Au lieu d'agir, le socialisme, dans son aveuglement doctrinaire, va jusqu'à nier le péril bolcheviste, la réalité du dumping soviétique, la collusion de Moscou et de Berlin... En France notamment, il préfère s'épuiser en de lamentables querelles de politique intérieure étrangères à tout idéal, et il rassemble ce qu'il peut trouver en lui d'énergie pour barrer la route aux forces d'organisation sociale qui essaient de se faire jour. Prisonnier de formules abstraites et naïvement confiantes de paix et de liberté, à l'abri desquelles se préparent en réalité la guerre extérieure et la guerre civile, il s'attache à discréditer partout dans le monde les efforts de résistance et de redressement qui pourraient être encore efficaces. Croyant ainsi se ménager l'accès du pouvoir, il ouvre toute grande la porte au bolchevisme pour lequel il travaille inconsciemment en s'offrant d'avance désarmé à ses coups.

J'ai vu trop de malheurs pour m'associer par mon silence à une inaction, inspirée par la démagogie la plus irresponsable, qui nous menace peut-être de plus grands encore.

Je n'ignore pas les attaques auxquelles je m'expose. Mais par des sacrifices, que je ne prétends pas du reste exiger de ceux qui me combattront sans doute demain avec le plus de violence, je crois avoir acquis, dans ma vie volontairement tourmentée, le droit d'élever la sincérité constante de mes convictions au-dessus des calomnies et des haines.

J'estime, d'autre part, que c'est un faux orgueil que de persévérer dans une route quand on s'est aperçu qu'elle menait à un précipice, et qu'il faut en tout cas au moins autant de courage pour revenir sur ses pas au point où l'on s'était trompé dans la bifurcation que pour continuer à avancer, certain d'en entraîner d'autres avec soi dans la chute.

Dans ma volonté de rompre avec le communisme, je n'aurais accompli qu'un geste platonique si je ne me séparais pas aujourd'hui d'un Parti qui, prétendant combattre celui-ci, ne fait dans la pratique, par l'inexplicable carence de ses chefs actuels, que lui préparer les voies.

Je n'ose pas espérer que vous serez d'accord avec moi. Mais j'attends de votre section qui a maintes fois donné dans les rangs du Parti S.F.I.O. des preuves de libre arbitre et d'indépendance, que soient respectés les sentiments qui m'animent et aussi que mon geste porte au moins certains d'entre vous à réfléchir sur la gravité des événements dont l'évolution peut être aussi soudaine que catastrophique. Certain, hélas! que l'avenir ne me donnera que trop rapidement raison.

Je vous adresse, chers citoyens, mon salut fraternel.

ENTRE NOUS

— Pas de programme de travail pour 1931 ?

— Nous sommes en retard pour le donner, mais nous le donnerons. Nous pensions pouvoir le faire dans ce numéro, malheureusement Chambelland n'a pu terminer à temps son bilan financier de 1930.

Disons sans attendre que Barat prend en main l'administration, aidé par Busseuil. Pour regarnir la caisse de la R. P., il est nécessaire que les abonnés de soutien se hâtent de faire leur versement annuel, au moins une premier versement. Désormais, les versements des abonnés de soutien seront publiés côte à côte avec les souscriptions. Cela servira de reçu et... cela servira peut-être d'invitation à quelques amis non encore inscrits parmi les soutiens. Quant aux « soutiens » que cela chiffonnerait de voir leur nom publié, il leur suffira de nous dire de les inscrire sous un lâche anonymat quelconque.

SOUSCRIPTIONS DE JANVIER

Millet (*Loir-et-Cher*), 5; *Renon* (*Haute-Vienne*), 10; *Delhomme* (*Seine*), 5; *Lachastre* (*Seine*), 5; *Teissier* (*Hérault*), 10; *Thomas* (*Indre*); *Dehay* (*Pas-de-Calais*), 10; *Meysonnier*, 10; *Girod* (*Paris*), 10; *Hess* (*Indre-et-Loire*), 5; *Lorillard* (*Indre*), 10; *Th. Verny* (*Puy-de-Dôme*), 10; *Leblanc* (*Aisne*), 50; *Soulhinac* (*Rhône*), 10; *Jouveshomme* (*Paris*), 5; *Rouyas* (*Loire*), 5; *Leclercq* (*Seine-et-Oise*), 10; *Léger* (*Paris*), 5; *Béranger* (*Seine*), 10; *Martinet* (*Paris*), 10; *Bourillon* (*Loire*), 25; *Noëlie Drous* (*Paris*), 5; *Lavenir* (*Rhône*), 10; *Ch. Lebeau* (*Paris*), 10; *Vullien* (*Seine*), 5; *Lucile Pelletier* (*Paris*), 10; *Witovsky*, 15; *Lavenir* (*Rhône*), 10; *Leblanc* (*Haute-Vienne*), 10. — Total du mois : 305 fr.

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Bory (*Seine*), 50; *Maupioux* (*Seine*), 20; *Leblanc* (*Aisne*), 100; *Lacoste* (*Meurthe-et-Moselle*), 100; *Jehanne Stanko* (*Paris*), 100; *Delagarde* (*Paris*), 50; *Cornec* (*Finistère*), 100; *Paul George* (*Vosges*), 25. — Total du mois : 545 fr.

Le Gérant : M. CHAMBELLAND



Impr. LABOR, 8, Bd de Vaugirard, Paris-XVe.

Téléphone
Combat 08-02
R. C. 235.494 B



LIBRAIRIE DU TRAVAIL. 17. R. DE SAMBRE-&-MEUSE. PARIS (10e)

Chèque postal
PARIS
N° 43-08

Dernières Nouveautés

LITTERATURE

FLORIAN-PARMENTIER : La Mort casquée (Fasquelle)	12 »
GOETHE : Entretiens avec le chancelier de Muller (Stock)	21 »
STEPHANE ZWEIG : Fouché (Grasset)	20 »
GORKI : La fin des Artamonov (Calmann-Lévy)	12 »
J. TIERSOT : La Chanson populaire et les écrivains romantiques (Plon)	25 »
Denise LEBLOND-ZOLA : Emile Zola raconté par sa fille (Fasquelle)	15 »
P. NIZAN : Aden, Arabie (Rieder)	15 »
ALAIN : Entretiens au bord de la mer (N.R.F.)	18 »
Jean NORTON CRU : Du Témoignage (N.R.F.)	15 »
Paul VALERY : Poésies (N.R.F.)	15 »
Roman GOUL : Lanceurs de bombes (N.R.F.)	21 »
J. AJALBERT : Clemenceau (N.R.R.)	15 »
Albert LONDRES : Pêcheurs de perles (Albin Michel)	15 »
Luc DURTAIN : Lignes de vie (Flammarion)	12 »
Ludwig RENN : Après-Guerre (Flammarion)	12 »
Pin YIN : Une jeune Chinoise à l'armée révolutionnaire (Valois)	12 »
Marcelle CAPY : Des hommes passèrent... (Tambourin)	15 »

QUESTIONS SOCIALES

Henri HAUSER : Les débuts du Capitalisme, Nouvelle édition (Alcan)	25 »
Pierre DOMINIQUE : Oui, mais Moscou... (Valois)	15 »
Louis ROUBAUD : Viet-Nam (Valois)	15 »
Léon DUBREUIL : Histoire des Insurrections de l'Ouest. Tome II (Rieder)	30 »
Sydney BRADSHAW FAY : Les Origines de la guerre mondiale. 2 vol. (Rieder)	120 »
A. GRAZIADEI : La Rente et la Propriété de la terre (Rivière)	20 »
Ch. POMARET : L'Amérique à la conquête de l'Europe (Colin)	25 »
Lucien LAURAT : L'Economie soviétique (Valois)	18 »
A. MATHIEZ : Le Dix Août (Hachette)	7 50

VIENT DE PARAITRE

CHARLES BOUSSINOT

LES MESKINES

ROMAN

Un volume de 340 pages .. .. 15 fr.

Pour le Centenaire de l'Algérie